



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC. SAMEDI, 26 JANVIER, 1895.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent
4605

58 VICTORIA, CHAPITRE 10.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

I. Tous les actes de transport d'immeubles, sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et de ses amendements qui auraient dû être enregistrés dans les trente jours de leur date, mais ne l'ont pas été, peuvent et doivent être enregistrés, et le droit, alors exigible, payé dans les soixante jours de la mise en vigueur de la présente loi, à peine de nullité absolue de ces actes, et, s'ils sont ainsi enregistrés, ils seront valides.

Tous tels actes qui ont été enregistrés après le paiement d'un droit exigible, mais après l'expiration des délais utiles, sont déclarés valides, et auront le même effet que s'ils avaient été enregistrés dans les trente jours.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC. SATURDAY, 26th JANUARY, 1895.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.
4606

58 VICTORIA, CHAPTER 10.

An Act to render valid certain deeds of transfer of immovables subject to the duty imposed by article 1191a of the Revised Statutes and its amendments.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Québec, enacts as follows :

I. All deeds transferring immovables, subject to the duty imposed by article 1191a of the Revised Statutes and its amendments, which should have been registered within thirty days after they were passed, but which are not yet registered, may be registered, and must, on pain of the absolute nullity of such deeds, be so registered, and the duty, then exigible, paid within sixty days after the coming into force of this act, and, if so registered, shall become valid.

All such deeds, which have been registered, after the payment of the duty exigible, but after the prescribed delays, are declared valid, and shall have the same effect as if they had been registered within the thirty days.

2. Cette loi n'affectera pas les causes pendantes, et n'aura aucun effet si l'immeuble dont il s'agit dans l'acte qui n'a pas été enregistré, dans le délai voulu par l'article 1191a des Statuts refondus, est devenu, depuis, la propriété d'un tiers ou a été affecté de quelque droit en faveur d'un tiers en vertu d'un titre enregistré ou non.

3. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPITRE 14.

Loi modifiant la loi des licences de Québec.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décréte ce qui suit :

1. Le paragraphe 13a de l'article 828 des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 1, paragraphe 3, et remplacé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 11, section 1, est amendé de nouveau :

1. Par l'insertion, après le mot : "raisins," dans la deuxième ligne, des mots : "ou autre fruit" ;

2. Par la substitution aux mots : "qu'un gallon", dans la sixième ligne, des mots : "que deux gallons".

2. Le paragraphe 13b du dit article 828, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 11, section 1, est amendé par l'insertion, après les mots : "liqueurs enivrantes", dans la troisième ligne, des mots : "en quantité d'au moins deux gallons, mesure impériale, ou d'une douzaine de bouteilles d'au moins une chopine chacune, mesure impériale, en une seule fois".

3. Le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe 31 du dit article 828 :

"31a. Pour être membre de bonne foi d'un club, au sens de cette loi, il faut avoir été régulièrement élu et avoir acquitté l'honoraire d'admission, ainsi que toutes autres contributions fixées par les règles du club."

4. La version française de l'article 834a des dits Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 56-57 Victoria, chapitre 11, section 6, est amendée par l'insertion, après les mots : "personne y désignée", dans la quatrième ligne, des mots : "et pour l'établissement y décrit".

5. L'article 836b des dits Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 57 Victoria, chapitre 13, section 4, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Sauf dans les cas exceptionnels, où les autorités compétentes peuvent, à leur discrétion, permettre la production du certificat et de la requête après la dite date"

6. Le paragraphe 12 de l'article 843 des dits Statuts refondus est amendé en remplaçant les mots : "par le magistrat de police et le recorder", dans la dernière ligne, par les mots : "par les deux juges des sessions et le recorder".

7. L'article suivant est ajouté à l'article 843a des dits Statuts refondus :

"843b. Le certificat pour l'obtention d'une licence, si tel certificat a été confirmé avant le premier mai d'une année quelconque, devient caduc si la licence n'est pas prise avant le trente juin ; et, s'il a été confirmé après le premier mai, il deviendra caduc si la licence n'est pas prise dans les soixante jours suivant telle confirmation.

2. This act shall not affect pending cases, and shall have no effect if the immovable in question in the said deed, which has not been registered within the delay required by article 1191a of the Revised Statutes, has since become the property of a third party or has been affected by any right in favor of a third party under a deed which has or has not been registered.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 14.

An Act to amend the Quebec License Law.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Paragraph 13a of article 828 of the Revised Statutes, as enacted by the act 54 Victoria, chapter 13, section 1, paragraph 3, and replaced by the act 55-56 Victoria, chapter 11, section 1, is further amended :

1. By inserting, after the word : "grapes," in the second line, the words : "or other fruit ;"

2. By replacing the words : "one gallon," in the fifth line, by the words : "two gallons."

2. Paragraph 13b of the said article 828, as enacted by the act 55-56 Victoria, chapter 11, section 1, is amended by adding, after the words : "intoxicating liquors," in the second line, the words : "in quantities not less than two gallons imperial measure, or one dozen bottles of not less than one pint each, imperial measure, at any one time."

3. The following paragraph is added after paragraph 31 of the said article 828 :

"31a. To be a *bonâ fide* member of a club, within the meaning of this law, a person must have been duly elected and have paid the entrance fee and all other fees fixed by the rules of the club."

4. The French version of article 834a of the said Revised Statutes, as enacted by the act 56-57 Victoria, chapter 11, section 6, is amended by inserting, after the words : "personne y désignée," in the fourth line, the words : "et pour l'établissement y décrit."

5. Article 836b of the said Revised Statutes, as enacted by the act 57 Victoria, chapter 13, section 4, is amended by adding thereto the following clause :

"Save in exceptional cases in which the competent authorities may, in their discretion, allow the filing of the certificate and application after the said date."

6. Paragraph 12 of article 843 of the said Revised Statutes is amended by replacing the words : "by both the police magistrate and recorder," in the last line thereof, by the words : "by the two judges of the sessions and the recorder."

7. The following article is added after article 843a of the said Revised Statutes :

"843b. A certificate for the obtaining of a license, if such certificate has been confirmed before the first of May in any year, shall lapse unless the license is taken out before the thirtieth day of June ; and, if it has been confirmed after the first of May, it shall lapse if the license is not taken out within sixty days after such confirmation.

Dans la ville de Montréal, les autorités compétentes peuvent, advenant la caducité du certificat, confirmer le certificat d'une autre personne de façon à former le nombre de licences fixé par l'article 843a."

8. Le deuxième alinéa de l'article 848, tel que remplacé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 11, section 9, est amendé en remplaçant les mots : "dans des circonstances exceptionnelles" dans la première ligne, par les mots : "pour des motifs raisonnables".

9. L'article suivant est ajouté à l'article 856a des dits Statuts refondus :

1b.—LICENCE POUR LA VENTE EN GROS DES LIQUEURS

"856b. Avant l'octroi d'une licence pour la vente en gros des liqueurs, le requérant devra fournir un cautionnement pour le même montant et de la même manière que celui qui est exigé pour la vente en détail, sauf que l'acte du cautionnement devra être exécuté en présence du percepteur du revenu du district ou en présence d'un juge de paix résidant dans la municipalité où l'application a été faite."

10. L'article 857b des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 9, remplacé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 11, section 13, et amendé par la loi 56 Victoria, chapitre 16, section 8, est amendé de nouveau en ajoutant après les mots : "raisins", dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots : "ou autre fruit".

11. L'article 870 des dits Statuts refondus, tel que modifié par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 11, est de nouveau modifié en remplaçant le quatrième alinéa du paragraphe 2 par le suivant :

"4. Du poisson, des fruits, du combustible (charbon ou bois de corle) et des victuailles, excepté le thé et le café."

12. L'article 927b des dits Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 30, et amendé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 11, section 25, est de nouveau amendé en ajoutant après le mot : "loi," dans la sixième ligne les mots : "sauf les colporteurs."

2. Cet article n'entrera en vigueur qu'au premier mai 1895.

13. L'article 993 des dits Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 37, et amendé par la loi 56 Victoria, chapitre 16, section 13, est amendé de nouveau par l'insertion, avant les mots : "vend, change ou délivre" dans la huitième ligne, les mots : "expose en vente".

14. L'article 994 des dits Statuts refondus, tel que modifié par la loi 56 Victoria, chapitre 16, section 17, est remplacé par le suivant :

"994. Tout percepteur du revenu ou toute personne par lui autorisée, tout maire, secrétaire, secrétaire-trésorier ou greffier de toute municipalité, et tout constable ou officier de paix peut arrêter et détenir tout colporteur trafiquant comme susdit, et le conduire devant tout juge de paix du lieu où cette contravention a été commise, afin de le poursuivre immédiatement pour cette contravention ; mais il ne doit pas être détenu sans mandat d'arrestation pour plus de quarante-huit heures."

15. L'article 995 des dits Statuts refondus est remplacé par le suivant :

"995. Tout colporteur, muni d'une licence, qui refuse d'exhiber sa licence à tel percepteur du revenu ou à toute personne par lui autorisée, ou à tel maire, secrétaire, secrétaire-trésorier, greffier, constable ou officier de paix, après réquisition et

In the city of Montreal, the competent authorities may, on the lapsing of a certificate, confirm the certificate of another person, so as to make up the number of licenses fixed by article 843a."

8. The second paragraph of article 848, as replaced by the act 55-56 Victoria, chapter 11, section 9, is amended by replacing the words : "in exceptional cases," in the first line thereof, by the words : "on reasonable grounds."

9. The following article is added after article 856a of the said Revised Statutes :

1b. WHOLESALE LIQUOR LICENSE.

"856b. Before the granting of a wholesale liquor license, the applicant therefor shall furnish security to the same amount and in the same manner as is required for retail liquor licenses, save that the bond shall be executed in the presence of the proper collector of provincial revenue or in the presence of a justice of the peace residing in the municipality in which the license is applied for."

10. Article 857b of the said Revised Statutes, as enacted by the act 54 Victoria, chapter 13, section 9, replaced by the act 55-56 Victoria, chapter 11, section 13, and amended by the act 56 Victoria, chapter 16, section 8, is further amended by adding after the word : "grapes," in the third line of the first paragraph, the words : "or other fruit."

11. Article 870 of the said Revised Statutes, as amended by the act 54 Victoria, chapter 13, section 11, is further amended by replacing the fourth clause of paragraph 2, by the following :

"Fish, fruit, fuel (coal or firewood) and victuals, excepting tea and coffee."

12. Article 927b of the said Revised Statutes, as enacted by the act 54 Victoria, chapter 13, section 30, and amended by the act 55-56 Victoria, chapter 11, section 25, is further amended by adding after the word : "law," in the fifth line, the words : "except pedlars."

"2. This section shall come into force on the first day of May, 1895."

13. Article 993 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 37, and amended by the act 56 Victoria, chapter 16, section 13, is further amended by adding, before the words : "sells, barter or delivers," in the eighth line, the words : "exposes for sale."

14. Article 994 of the said Revised Statutes, as amended by the act 56 Victoria, chapter 16, section 17, is replaced by the following :

"994. Every collector of provincial revenue, or person authorized by him, every mayor, secretary, secretary-treasurer or clerk of any municipality, every constable or officer of the peace, may arrest and detain every pedlar trafficking as aforesaid, and bring him before any justice of the peace of the place where such contravention has been committed, for the purpose of immediately prosecuting him for such contravention ; but he shall not be detained, without warrant of arrest for any longer space of time than forty-eight hours."

15. Article 995 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

"995. Every licensed pedlar who refuses to exhibit his license to such collector of provincial revenue, or person authorized by him, or to such mayor, secretary, secretary-treasurer, clerk, constable or peace officer, upon his request, and after

après un temps raisonnable, peut de la même manière, être arrêté, conduit devant tout juge de paix et détenu jusqu'à ce qu'il ait exhibé sa licence; pourvu que, dans l'un ou l'autre cas, il ne soit pas détenu sans mandat d'arrestation pendant plus de quarante-huit heures.

Tel colporteur est passible d'une amende de cinq piâstres pour chaque refus d'exhiber sa licence.

Le jugement infligeant telle amende peut aussi ordonner la confiscation des marchandises et articles de tel colporteur ou porte-cassette, et la vente sera régie par les dispositions du deuxième alinéa de l'article 993."

16. L'article 1062*a* des dits Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 11, section 34, est amendé en ajoutant après les mots: "percepteur du revenu de la province," dans la onzième ligne, les mots: "ou de toute personne déléguée par lui."

58 VICTORIA, CHAPITRE 16.

Loi amendant la loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1191*b* des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, et remplacé par la loi 57 Victoria, chapitre 16, section 2, est amendé en remplaçant l'alinéa (b) du paragraphe 2 par le suivant:

(b) Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur du père ou de la mère du défunt..... 5 1/2

2. L'article 1191*d* des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, et amendé par la loi 57 Victoria, chapitre 16, section 3, est de nouveau amendé en ajoutant l'alinéa suivant à la fin du paragraphe 1: "La déclaration dûment faite par une des personnes ci-dessus libère les autres, en ce qui regarde cette déclaration."

3. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPITRE 17.

Loi amendant "La loi des douze enfants."

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1267*a* des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 19, section 2, est amendé en ajoutant après le mot: "concession," dans la troisième ligne, les mots: "sujette aux conditions ordinaires d'établissement."

2. L'article 1267*e* des Statuts refondus, tel qu'édicte par la dite loi est remplacé par le suivant:

"1267*e*. Sur notification du choix fait par le requérant, le commissaire concède gratuitement par billet de location, aux conditions d'établissement, d'après la formule B ci-annexée, ou telle autre formule que le lieutenant-gouverneur en

the lapse of a reasonable delay, may, in the same manner, be arrested and brought before any such justice of the peace, and be detained until he has exhibited his license; provided that, in either case he be not detained, without warrant of arrest, for more than forty-eight hours.

Such pedlar is liable to a penalty of five dollars for each refusal to exhibit his license.

The judgment inflicting such fine may also order the confiscation of the goods and wares of such hawker or pedlar, and the sale shall be governed by the provisions of the second clause of article 993."

16. Article 1062*a* of the said Revised Statutes, as enacted by the act 55-56 Victoria, chapter 11, section 34, is amended by adding after the words: "collector of provincial revenue," in the third line, the words: "or any person deputed by him."

58 VICTORIA, CHAPTER 16.

An Act to amend the law respecting duties on successions and transfers of real estate.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows:

1. Article 1191*b* of the Revised Statutes, as enacted by the act 55-56 Victoria, chapter 17, section 1, and replaced by the act 57 Victoria, chapter 16, section 2, is amended by replacing clause (b) of the paragraph 2 by the following:

(b) If the succession devolves to the brother, sister or descendant of a brother or sister of the father or mother of the deceased..... 5 1/2

2. Article 1191*d* of the Revised Statutes, as enacted by the act 55-56 Victoria, chapter 17, section 1, and amended by the act 57 Victoria, chapter 17, section 3, is again amended by adding the following clause at the end of paragraph 1:

"The declaration duly made by one of the above named persons relieves the others as regards such declaration."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 17.

An Act to amend the "Twelve children act."

(Assented to 12th January, 1895.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows:

1. Article 1267*a* of the Revised Statutes as enacted by the act 55-56 Victoria, chapter 19, section 2, is amended by adding after the word: "grant," in the third line, the following words: "subject to the ordinary conditions of settlement."

2. Article 1267*e* of the Revised Statutes, as enacted by the said act, is replaced by the following:

"1267*e*. Upon being notified of the selection by the petitioner, the Commissioner gratuitously grants one hundred acres of the land chosen, to the father and mother or to the one who survives, by location ticket, subject to the conditions of settle-

conseil pourra y substituer cent acres des terrains choisis, au père et à la mère ou à celui des deux qui survit.

Il est néanmoins loisible au commissaire de refuser l'octroi du terrain choisi si ce terrain est un terrain minier ou s'il s'y trouve du bois marchand auquel cas le requérant peut procéder à choisir un autre lot le tout sujet aux dispositions de l'article 1343 des Statuts refondus, tel que remplacé par l'acte 55-56 Victoria, chapitre 8, section 4.

2. Aussitôt que le père, la mère survivante ou un ou plusieurs de leurs enfants, donataires ou légataires, auront démontré au commissaire, par un certificat donné par l'agent des terres, par un garde-forestier ou par un arpenteur que les conditions d'établissement voulues par le billet de location ont été remplies, il ordonnera l'émission des lettres patentes pour les terrains ainsi octroyés.

3. Les pères ou mères qui n'auront pas rempli les conditions d'établissement aux termes du billet de location, et qui, pour cette raison, auront encouru la perte de leur cent acres par la cancellation de leur octroi gratuit, ne seront plus admis à faire un autre choix."

3. L'article 1267g des dits Statuts refondus, tel qu'édité par la même loi, est remplacé par le suivant :

" 1267g. Des livres doivent être tenus dans le département des terres de la couronne constatant :

1. Le numéro d'ordre et la date de l'octroi gratuit ;

2. Les noms et prénoms des pères et mères reconnus comme ayant droit à cet octroi, ainsi que leur résidence et occupation ;

3. Le nom du canton et les numéros du lot et du rang des terrains choisis ;

4. La date du billet de location ;

5. Le numéro de l'envoi pour lettres patentes ;

6. La date des lettres patentes."

4. Rien de contenu dans cet acte n'affectera en aucune manière les droits acquis aux pères et mères déjà reconnus sous l'autorité de la Loi des douze enfants et des lois antérieures.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

FORMULE B

Province de Québec. }
}

OCTROI GRATUIT DES CENT ACRES AUX PÈRES ET MÈRES DE DOUZE ENFANTS VIVANTS

Billet de location

est

par le présent autorisé à prendre possession du lot de terre No.

contenant cent acres, et à l'occuper, sujet cependant aux conditions suivantes :

1. Il devra prendre possession de ce lot dans les six mois de la date de ce permis et continuer à y résider et à l'occuper soit par lui-même soit par d'autres pendant au moins deux ans à compter de ce temps.

2. Dans le cours de quatre années au plus, il devra défricher et mettre en culture au moins un dixième de ce lot et y construire une maison habitable d'au moins seize pieds sur vingt.

3. Il ne sera coupé de bois sur ce terrain avant l'émission des lettres patentes que pour défrichage, chauffage, bâtisses et clôtures ; et tout bois coupé contrairement à cette condition sera considéré comme ayant été coupé sans licence sur les terres publiques. De plus, cette location sera sujette aux licences de coupe de bois actuelle-

ment, according to form B hereunto annexed, or such other form as the Lieutenant-Governor in council may substitute therefor.

It is however lawful for the Commissioner to refuse the grant of the lot chosen, if such lot be a mining lot or if there be merchantable timber thereon ; in such case the petitioner may proceed to choose another lot, the whole subject to the provisions of article 1343 of the Revised Statutes, as replaced by the act 55-56 Victoria, chapter 18, section 4.

2. As soon as the father, surviving mother or one or more of their children, donees or legatees have proved to the Commissioner, by a certificate from the Crown Lands' agent, a forest ranger or land surveyor, that the conditions of settlement required by the location ticket have been complied with, he shall order the issue of letters patent for the lands so granted.

3. Fathers or mothers who have not complied with the conditions of settlement in the terms of the location ticket and who, for that reason have incurred the loss of their hundred acres by the cancellation of their free grant, shall not be allowed to make another choice.

3. Article 1267g of the said Revised Statutes, as enacted by the said act, is replaced by the following :

" 1267g. Books shall be kept in the Department of Crown Lands, showing :

1. The number and date of the free grant ;

2. The names and surnames of the fathers and mothers acknowledged as having a right to such grant, as well as their residence and calling ;

3. The name of the township and the number of the lot and of the range of the lands chosen ;

4. The date of the location ticket ;

5. The number of the order authorizing the issue of letters patent ;

6. The date of the letters patent."

4. Nothing in this act contained shall in any manner, affect the acquired rights of fathers and mothers already recognized under the authority of the "Twelve children act" and of previous acts.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

FORM B.

Province of Québec. }
}

FREE GRANT OF ONE HUNDRED ACRES TO FATHERS AND MOTHERS OF TWELVE CHILDREN LIVING.

Location ticket.

is hereby

authorized to take possession of the lot of land No.

containing one hundred acres, and to occupy the same, subject however to the following conditions :

1. He shall take possession of such lot within six months from the date of this ticket and continue to reside thereon and to occupy it either himself or by others, during at least two years from that time.

2. He shall, within four years, at the most, clear and cultivate at least one tenth of this lot, and erect a suitable house on it, at least sixteen feet by twenty.

3. No timber shall be cut upon the land before the issue of letters patent, except for clearances, heating, buildings and fences ; and all timber cut in contravention of this condition shall be considered as having been cut without license upon public lands. Further, this location shall be subject to the timber licenses now in force, and

ment en vigueur et le locataire sera obligé de se conformer aux lois et règlements concernant les terres publiques, les bois et forêts, les mines et les pêcheries dans cette province.

4. Les lettres patentes ne seront émises dans aucun cas avant l'accomplissement des conditions qui précèdent.

Donné sous mon seing au département
des terres de la Couronne à
Québec, ce jour de 189 . }

Assistant-commissaire
des terres de la Couronne.

58 VICTORIA, CHAPITRE 19.

Loi amendant la loi relative à la protection des forêts contre les incendies.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La loi 52 Victoria, chapitre 17, est abrogée, mais cette abrogation n'affectera pas les districts déclarés sauvegardés en vertu d'elle, ni l'intendant et les officiers nommés en vertu de ses dispositions, lesquels continueront à remplir leurs devoirs, en vertu des dispositions de la présente loi.

2. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 1353 des Statuts refondus :

2.—RÉGIONS SAUVEGARDÉES.

" 1353a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer une partie quelconque de la province " région sauvegardée ", au sens et pour les fins de la présente loi.

Cette proclamation doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le territoire déclaré " région sauvegardée " doit cesser de l'être sur publication d'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil révoquant celle qui a créé telle région.

" 1353b. Nul ne doit mettre ou faire mettre le feu à ou proche des bois, dans aucune de ces régions sauvegardées, entre le premier avril et le premier novembre d'une année quelconque. Néanmoins un colon de bonne foi, en vertu d'un billet de location ou de lettres patentes émanant de la couronne, peut le faire dans le but de déblayer le terrain en tout temps, excepté dans la région sauvegardée numéro un, entre le premier mai et le quinze septembre, et, dans les autres régions sauvegardées, entre le premier juillet et le premier septembre.

" 1353c. Toute compagnie de chemin de fer, durant la construction et la mise en exploitation de sa ligne à travers une région sauvegardée quelconque, et tout porteur d'un permis de coupe de bois dans un territoire compris dans une région sauvegardée, sont tenus de mettre à la disposition de l'intendant général des feux de forêt tel nombre de leurs employés qu'il jugera convenable pour aider à la mise en vigueur de la présente loi; et les dits employés seront placés sous la direction et le contrôle uniques et exclusifs du dit intendant et obligés d'exécuter ses ordres.

Les salaires et les dépenses de ces employés seront payés par la compagnie de chemin de fer, le porteur de permis et le commissaire des terres de la couronne conjointement.

" 1353d. Quiconque néglige ou refuse de se conformer, en quoi que ce soit, aux dispositions de la présente loi devient, sur conviction devant un juge de paix, passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres et d'au moins vingt piastres en sus des frais de poursuite; et, à défaut de

the ticket holder shall be obliged to comply with the laws and regulations respecting public lands, woods and forests, mines and fisheries in this Province.

4. Letters-patent shall not in any case, be issued before the fulfilment of the above conditions.

Given under my hand, at the Department
of Crown Lands, at Quebec, this
day of , 189 . }

Assistant Commissioner
of Crown Lands.

58 VICTORIA, CHAPTER 19.

An Act to amend the law respecting the protection of forest against fire.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. The act 52 Victoria, chapter 17, is repealed, but such repeal shall not affect the erection of fire-districts thereunder, nor the general superintendent and officers appointed thereunder, who shall continue to perform their duties under this act.

2. The following articles are added after articles 1353 of the Revised Statutes.

IIa.—FIRE DISTRICTS

" 1353a. The Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, declare any portion of the Province to be a " Fire-District " within the intent and for the purposes of the present law.

Such proclamation shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

The territory which shall be known as a " Fire-District, " shall cease to be a fire-district upon the publication of a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, revoking the one creating it.

" 1353b. No person shall set or cause to be set or started any fire in or near the woods, within any such fire-district, between the first day of April and the first day of November, in any year. Nevertheless, a *bonâ-fide* settler, under a location-ticket or letters-patent from the Crown, may do so, for the purpose of clearing land at any time, except in fire-district number one, between the first day of May and the fifteenth day of September, and in the other fire-districts, between the first day of July and the first day of September.

" 1353c. It shall be the duty of every railway company, during the construction and the operating of its line through any fire-district, and of every person holding a license to cut timber in any territory included in any fire-district, to place at the disposal of the general superintendent of forest fires, any number he may see fit of their employees for the purpose of aiding in the enforcement of this law; and the said employees shall be under the sole and exclusive control and direction of the said superintendent and be bound to execute his orders.

The salaries and expenses of such employees shall be borne by the railway company, the licensee and the Commissioner of Crown Lands, jointly.

" 1353d. Whosoever unlawfully neglects or refuses to comply with the requirements of this act in any manner whatsoever, shall be liable, upon a conviction before any justice of the peace, to a penalty not exceeding two hundred dollars, and not less than twenty-five dollars over and above

paiement de telle amende et des frais, le délinquant sera incarcéré dans la prison commune pour une période n'excédant pas trois mois.

" 1353e. Toute poursuite pour contravention à la présente loi doit être commencée dans les trois mois de sa commission.

" 1353f. Toutes les amendes imposées et perçues en vertu de la présente loi appartiennent, moitié au dénonciateur, moitié à Sa Majesté pour l'usage public de la province.

" 1353g. Tout juge de paix qui est personnellement témoin d'une contravention à la présente loi peut arrêter le délinquant ou le faire arrêter sans mandat et lui imposer, sans autre preuve, l'amende attachée à telle contravention; et, pour les fins de la présente loi, tous les agents pour la vente des terres de la couronne, tous les employés du département des terres de la couronne, tous les arpenteurs jurés et tous les gardes-feux et gardes-forestiers employés par le département des terres de la couronne seront d'office juges de paix.

" 1353h. Rien de ce que contient la présente loi ne doit s'interpréter comme limitant ou affectant le droit de qui que ce soit de prendre et intenter une action civile pour dommages occasionnés par le feu.

" 1353i. Le commissaire des terres de la couronne est autorisé à employer, entre le premier avril et le premier novembre, pour la mise en vigueur des dispositions de la présente loi, le nombre d'hommes qu'il jugera nécessaire à telle fin; et, dans toute région sauvegardée ainsi établie, il nommera un intendant général des feux de forêt."

3. L'article 1354 des dits Statuts refondus est amendé en y ajoutant les mots: " ou toute autre matière en feu ".

4. La présente loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 20.

Loi modifiant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sous le contrôle de la province.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe 1 de l'article 1375 des Statuts refondus, est amendé en y ajoutant ce qui suit :

" Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil peut réduire la profondeur de la réserve, chaque fois qu'il s'agit de la vente d'îles ou de terrain de peu d'étendue ou qu'il le considère dans l'intérêt public ".

2. Les articles suivants sont ajoutés à la suite de l'article 1377 des dits Statuts refondus :

" 1377a. Toute chaussée, glissoire ou autre obstruction placée en travers ou dans les cours d'eau soumis au contrôle de la province, doit être pourvue, par le propriétaire ou l'occupant partout où le commissaire des terres de la couronne le juge nécessaire, d'une passe migratoire qui permette au poisson d'y passer, laquelle doit être maintenue dans une bonne condition.

L'endroit, la forme et la capacité de la passe migratoire peuvent être prescrits, dans un avis écrit, par le commissaire ou par toute personne agissant d'après ses instructions.

" 1377b. Quiconque enfreint les dispositions de l'article précédent est passible d'une amende de quatre piastres pour chaque jour durant lequel tel barrage ne reste non pourvu de passe migra-

the costs of prosecution, and in default of payment the offender shall be imprisoned in the common gaol for a period not exceeding three months.

" 1353e. Every action for any contravention of this act shall be commenced within three months immediately following the commission thereof.

" 1353f. All fines and penalties imposed and collected under this act shall belong one-half to the prosecutor and one-half to Her Majesty for the public use of this Province.

" 1353g. Any justice of the peace who shall himself view any contravention of this act may arrest the offender or cause him to be arrested without warrant, and impose the penalty therefor without other proof; and for the purposes of this act all agents for the sale of Crown lands, all employees of the Department of Crown Lands, all sworn land-surveyors, and all fire and wood-rangers employed by the Department of Crown Lands shall be *ex-officio* justices of the peace.

" 1353h. Nothing in this act shall be held to limit or interfere with the right of any party to bring and maintain a civil action for damages occasioned by fire.

" 1353i. The Commissioner of Crown Lands is authorized to employ, between the first day of April and the first day of November, for the purpose of enforcing the provisions of the law, such number of men as he may deem necessary, and in each fire-district so established, he shall name a general superintendent of forest fires.

3. Article 1354 of the Revised Statutes is amended by adding at the end thereof the words: " or such burning substance."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 20.

An Act to amend the law relating to fisheries and fishing in the waters under the control of this Province.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows:

1. Paragraph 1 of article 1375 of the Revised Statutes is amended, by adding thereto the following clause:

" The Lieutenant-Governor in Council may, however, reduce the depth of the said reserve, in the case of sales of islands and of lands of small extent, and also whenever he may deem it in the public interest."

2. The following articles are added after article 1377 of the said Revised Statutes:

" 1377a. Every dam, slide or other obstruction across or in any waters under the control of this Province, shall be provide by the owner or occupant with a durable and efficient fish-way, where the Commissioner of Crown Lands determines it to be necessary, and such fish-way shall be maintained in a practical and effective condition for the passage of fish through the same.

The place, form and capacity of the fish-way may be prescribed by notice in writing by the Commissioner or by any person under instructions from him.

" 1377b. Every one who violates the provisions of the preceding article shall incur a penalty of four dollars for each day during which such obstruction remains unprovided with a fish-way, after

toire, après trois jours d'avis donné par écrit au propriétaire ou à l'occupant d'icelui."

" 1377c. Les passes migratoires doivent être tenues ouvertes et sans obstruction, ainsi que pourvues d'une quantité d'eau suffisante pour répondre aux fins du présent article, toutes les fois que pourra le requérir le commissaire des terres de la couronne ou quiconque agit d'après ses instructions."

" 1377d. Nul ne doit endommager ou obstruer une passe migratoire quelconque ni rien faire qui puisse en pêcher ou retarder le poisson d'y entrer à la remonte ou à la descente, ni endommager ou obstruer une chaussée quelconque existant par autorisation, sous peine, pour toute infraction, d'une amende d'au moins deux piastres et vingt piastres au plus, ainsi que d'un emprisonnement d'au moins deux et de pas plus de dix jours, à défaut de paiement, en sus de tous dommages ainsi causés."

3. Le commissaire peut accorder à toute personne s'occupant *bonâ fide*, de pisciculture, la permission de prendre, à toute saison, dans les eaux par lui louées de la Couronne ou dans toutes autres eaux non louées et appartenant à la province, des poissons en temps de fraie, afin de se procurer des œufs pour la reproduction.

4. La présente loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPITRE 27.

Loi amendant la loi concernant les officiers de justice.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 2290 des Statuts refondus est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Une personne compétente peut aussi être nommée de la même manière pour remplir les fonctions de greffier de la cour supérieure siégeant en revision dans le district de Québec."

2. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPITRE 29.

Loi concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaires des petites causes.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de la province de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 2408 des Statuts refondus est amendé en insérant les mots : " et au moins cinquante propriétaires de terres ou héritages dans " après le mot " ville ", dans la deuxième ligne.

three days' notice in writing to the owner or occupant thereof.

" 1377c. Fish-ways shall be kept open and unobstructed, and shall be supplied with a sufficient quantity of water to fulfil the purposes of this article, during such times as may be required by the Commissioner of Crown Lands or any person acting under his instructions.

" 1377d. No person shall injure or obstruct any fish-way or do anything to deter or hinder fish from entering and ascending or descending the same, or injure or obstruct any authorized dams under a penalty for each offence of not less than two nor more than twenty dollars, and an imprisonment of not less than two nor more than ten days in default of payment, over and above all damages resulting therefrom."

3. The Commissioner may grant to any person *bonâ fide* engaged in pisciculture permission to take at any season, either in the waters leased by himself from the Crown or in any unleased waters belonging to the Crown, breeding fish, in order to procure ova for propagation purposes.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

*58 VICTORIA, CHAPTER 27.

An act to amend the law concerning officers of justice.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 2290 of the Revised Statutes is amended by adding thereto the following paragraph :

" A competent person may also be appointed, in the same manner, clerk of the Superior Court, sitting in review, in the district of Québec."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 29.

An Act respecting the establishment of Commissioners' Courts for the summary trial of small causes.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 2408 of the Revised Statutes is amended by inserting the words : " and of at least fifty proprietors of lands or tenements in any," after the word " town," in the second line thereof.

58 VICTORIA, CHAPITRE 30.

Loi modifiant la loi relative aux juges de paix.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article suivant est ajouté après l'article 2547 des Statuts refondus :

" 2547a. Ce serment, ainsi que les serments d'allégeance et d'office, doivent être prêtés par ce juge de paix dans les six mois qui suivent sa nomination, à défaut de quoi sa nomination sera considérée comme révoquée."

2. Tout juge de paix qui n'a pas encore prêté les serments requis sera tenu de le faire dans les six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, et, à défaut de ce faire sa nomination sera considérée comme révoquée.

3. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPITRE 31.

Loi amendant de nouveau la loi relative aux jurés.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe 1 de l'article 2518 des Statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 1. Tout habitant mâle, ayant son domicile dans une ville ou une cité d'au moins vingt mille âmes, ou dans leur banlieue, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de six mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de cinq cents piastres."

2. Le paragraphe 3 de l'article 2618 des dits Statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 3. Tout habitant mâle, dans les autres parties de la province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de quarante milles du siège de la cour du district qu'il habite, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de trois mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de trois cents piastres."

3. Le paragraphe 1 de l'article 2619 des dits Statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 1. Tout habitant mâle, ayant son domicile dans une ville ou une cité d'au moins vingt mille âmes, ou leur banlieue qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale d'au moins deux mille piastres, mais de pas plus de six mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle d'au moins deux cents piastres, mais de pas plus de cinq cents piastres."

4. Le paragraphe 3 de l'article 2619 des dits Statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 3. Tout habitant mâle, dans les autres parties de la province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de quarante milles du siège de la cour du

58 VICTORIA, CHAPTER 30.

An Act to amend the law respecting justices of the peace.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. The following article is added after article 2547 of the Revised Statutes :

" 2547a. Such oath, together with the oaths of allegiance and of office, shall be taken by such justice of the peace within six months after his appointment, in default whereof his appointment shall be considered as cancelled."

2. Every justice of the peace who has not taken the required oaths, shall be bound to do so within six months after the coming into force of this act, in default whereof, his appointment shall be considered as cancelled.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 31.

An Act to further amend the law respecting Jurors.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Paragraph 1 of article 2618 of the Revised Statutes is replaced by the following :

" 1. Every male person, domiciled in a town or city, containing at least twenty thousand inhabitants, or in the *banlieue* thereof, who is entered upon the valuation roll as proprietor of immoveable property of a total value above six thousand dollars, or as occupant or tenant of immoveable property of an annual value above five hundred dollars."

2. Paragraph 3 of article 2618 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 3. In all other parts of the Province, every male person domiciled within the limits of any municipality, any part whereof is situated within forty miles of the place of holding the court in the district in which he resides, who is entered upon the valuation roll as proprietor of immoveable property of a total value above three thousand dollars, or as occupant or tenant of immoveable property of an annual value of above three hundred dollars."

3. Paragraph 1 of article 2619 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 1. Every male person, domiciled in a town or city, containing at least twenty thousand inhabitants, or in the *banlieue* thereof, who is entered upon the valuation roll as proprietor of immoveable property of a total value of at least two thousand dollars, but not more than six thousand dollars, or as occupant or tenant of immoveable property of an annual value of at least two hundred dollars, but not more than five hundred dollars."

4. Paragraph 3 of article 2619 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 3. In all other parts of the Province, every male person, domiciled within the limits of any municipality, whereof any part is situated within forty miles of the place of holding the court in

district qu'il habite, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale d'au moins quinze cents piastres, mais de pas plus de trois mille piastres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle d'au moins cent vingt piastres, mais de pas plus de trois cents piastres."

5. Le paragraphe 2 de l'article 2618 des dits Statuts refondus est amendé en y ajoutant les mots: "ou dans le district de Pontiac" après le mot: "Bonaventure" dans la troisième ligne.

6. Le paragraphe 4 de l'article 2620 des dits Statuts refondus est remplacé par le suivant:

"4. Celles qui sont arrêtées, ou sous caution, sur accusation de trahison, ou de crime punissable par plus de deux années d'incarcération ou de la peine capitale ou qui en ont été convaincues."

7. Le paragraphe 14 de l'article 2621 des dits Statuts refondus est amendé en y ajoutant les mots suivants: "du quinze mars au premier décembre de chaque année."

8. L'article 2621a des dits Statuts refondus, tel qu'ajouté par la loi 53 Victoria, chapitre 34, section 2, et amendé par la loi 53 Victoria, chapitre 35, section 1, est remplacé par le suivant:

"2621a. Un bureau appelé: "bureau de révision" est chargé d'examiner et de réviser les listes des jurés et de les renouveler, s'il y a lieu de le faire d'après l'article 2622.

Ce bureau est composé:

1. Dans les districts de Québec et de Montréal, du juge des sessions de la paix, du shérif et du greffier de la couronne;

2. Dans les autres districts, du shérif, du greffier de la couronne et du registraire,—le mot registraire, pour telles fins, s'entendant du registraire pour la division d'enregistrement où se trouve le chef-lieu du district judiciaire.

Quand il y a dans un district plus d'un juge des sessions de la paix ou plus d'un shérif, ou dans la division d'enregistrement du chef-lieu plus d'un registraire, celui des dits juges des sessions, shérifs et registraires dont le nom patronymique est le premier dans l'ordre alphabétique formera partie du "bureau de révision."

Le député-shérif est *ex officio* le greffier de ce bureau et doit personnellement et sans aide en remplir les devoirs.

Les séances de ce bureau ne sont point publiques."

9. L'article 2634 des dits Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 53 Victoria, chapitre 34, section 7, est remplacé par le suivant:

"2634. Ces listes des grands et petits jurés se font par le bureau de révision, en inscrivant l'un après l'autre et sans interruption, dans des registres tenus à cet effet, le nom de la première personne dans chaque extrait qui est délivré au shérif, (en commençant par l'extrait de la municipalité dont le nom, abstraction faite des mots: "Saint ou Sainte", quand ils s'y trouvent, est le premier dans l'ordre alphabétique et ainsi de suite, suivant le dit ordre), puis le nom de la seconde personne, et ainsi de suite, à tour de rôle, jusqu'à ce que les noms de toutes les personnes, portées sur chaque extrait, soient épuisés.

Si le nombre des personnes portées sur chaque tel extrait excède le nombre porté sur d'autres, le bureau prend successivement de chaque extrait contenant un nombre de noms plus élevé, un nombre proportionnel de noms, de façon que les jurés de chaque municipalité puissent être répartis sur toute liste de manière à correspondre, aussi près que possible, à la proportion qui existe entre le nombre total des jurés dans cette municipalité et le nombre total des jurés portés sur la liste.

the district in which he resides, who is entered upon the valuation roll as proprietor of immoveable property of a total value of at least fifteen hundred dollars, but not more than three thousand dollars, or as occupant or tenant of immoveable property of an annual value of at least one hundred and twenty dollars, but not more than three hundred dollars."

5. Paragraph 2 of article 2618 of the said Revised Statutes is amended by adding thereto the words: "or in the district of Pontiac" after the word: "Bonaventure," in the second line.

6. Paragraph 4 of article 2620 of the said Revised Statutes is replaced by the following:

"Persons who are arrested or under bail upon a charge of treason or for a crime punishable by more than two years' imprisonment or by capital punishment, or who have been convicted thereof."

7. Paragraph 14 of article 2621 of the said Revised Statutes is amended by adding thereto the following words: "from the fifteenth of March to the first of December in each year."

8. Article 2621a of the Revised Statutes, as enacted by the act 53 Victoria, chapter 34, section 2, and amended by the act 53 Victoria, chapter 35, section 1, is replaced by the following:

"2621a. A board, known as the "Revising Board," is charged with examining and revising the list of jurors and with renewing the same, when required so to do under article 2622.

The board is composed:

1. In the district of Québec and Montréal, of the judge of the sessions of the peace, the sheriff and the clerk of the Crown;

2. In the other districts, of the sheriff, clerk of the crown and registrar,—the word registrar for such purpose meaning the registrar for the registration division in which is situate the *chef-lieu* of the judicial district.

When in any district there is more than one judge of the sessions of the peace, or more than one sheriff, or, in the registration division of the *chef-lieu*, more than one registrar, that one of the said judges of the sessions, sheriffs or registrars, whose family name is first in alphabetical order, shall form part of the "Revising Board,"

The deputy-sheriff is *ex officio* clerk of the board, and shall personally and without assistance perform the duties thereof.

The sittings of the board are not public."

9. Article 2634 of the said Revised Statutes, as amended by the act 53 Victoria, chapter 34, section 7, is replaced by the following:

"2634. The grand and petit jury lists are made by the revising board successively inserting, in registers kept for that purpose, the name of the first person in every extract furnished to the sheriff, (commencing with the extract of the municipality, the name whereof,—leaving aside the word Saint or Sainte, when appearing,—is the first in alphabetical order, and so on following the same order,) and afterwards the name of the second person, and so on in rotation till the names of all the persons appearing on each such extract are exhausted.

If the number of persons appearing upon any of such extracts exceed the number appearing upon others, the revising board shall successively take, from the more numerous extracts, a proportionate number of names, so that the jurors from each municipality may be distributed throughout the whole list in a manner corresponding, as far as possible, to the proportion which the total number of jurors in such municipality bears to the total number of jurors on the list.

Pour les fins du présent article, chaque quartier d'une cité ou d'une ville contenant au moins vingt mille âmes est censé être une municipalité distincte, et l'énumération des noms des habitants de tel quartier est censée être un extrait dans le sens dans lequel ce mot est employé dans le présent article."

10. Les formules A et B de la loi concernant les jurés, dans les dits Statuts refondus, sont amendées en ajoutant après le mot : " rue ", dans la troisième colonne des dites formules respectivement, les mots : " et quartier ".

11. Dans les trois mois de la mise en vigueur de la présente loi, le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité locale, sise en tout ou en partie dans les quarante milles du siège de la cour du district dans lequel cette municipalité est située, fera dresser et délivrera gratuitement au shérif de ce district un extrait du rôle d'évaluation alors en vigueur dans cette municipalité, contenant les noms de toutes les personnes inscrites sur ce rôle, qui sont domiciliées dans la municipalité et qui, en vertu des dispositions concernant les jurés et jury, contenues dans les Statuts refondus ainsi qu'amendées par cette loi, remplissent respectivement les conditions exigées pour être grands et petits jurés.

Le bureau de revision procédera ensuite sans délai à faire la liste des jurés, tel que prescrit par l'article 2633 des dits Statuts refondus, ainsi que remplacé par la loi 53 Victoria, chapitre 34, section 1, et amendé par la loi 53 Victoria, chapitre 35, section 2.

12. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

58 VICTORIA, CHAPITRE 33.

Loi concernant les coroners.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 2692 des Statuts refondus est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant :

" Tout coroner doit attester sous serment le compte de ses honoraires et déboursés suivant le tarif ci-dessus pour chaque enquête qu'il fait, et il doit jurer que les déboursés chargés ont été réellement faits par lui et qu'il a adopté le mode de transport le moins dispendieux dans les conditions ordinaires. Cette disposition s'applique également aux comptes de coroner dans les cas de recherches non suivies d'enquêtes."

2. Le paragraphe suivant est ajouté après l'article 2693 des dits Statuts :

" 2693a. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'assigner au coroner du district de Montréal, un traitement fixe ne devant pas excéder deux mille quatre cents piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Tout tel coroner cesse dès lors d'avoir droit aux honoraires mentionnés au tarif de l'article 2692."

For the purpose of this article, each ward of a city or town, containing at least twenty thousand inhabitants, is considered as a distinct municipality, and the enumeration of the names of the inhabitants of such ward is deemed to be an extract in the sense in which it is used in this article.

10. Forms A and B, of the law relating to jurors and juries in the said Revised Statutes, are amended by adding after the word : " street," in the third column of the said forms respectively, the words : " and ward."

11. Within three months after this act comes into force, the clerk or secretary-treasurer of every local municipality, being wholly or in part within forty miles of the place of holding the court in the district in which such municipality is situate, shall cause to be prepared, and shall deliver, without charge, to the sheriff of such district, an extract from the assessment or valuation roll then in force in such municipality, giving the names of all persons named in such roll who reside within the municipality and are, under the provisions relating to jurors and juries, contained in the Revised Statutes as amended by this act, qualified to act respectively as grand jurors and petit jurors.

The revising board shall, immediately thereafter, proceed to make the list of jurors, as provided by article 2633 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 53 Victoria, chapter 34, section 1, and amended by the act 53 Victoria, chapter 35, section 2.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

58 VICTORIA, CHAPTER 33.

An Act respecting Coroners.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Québec, enacts as follows :

1. Article 2692 of the Revised Statutes is amended by adding thereto the following paragraph :

" Every coroner shall swear to the account of his fees and disbursements, according to the above tariff, for each inquest held by him, and shall swear that the disbursements charged have been actually incurred by him, and that he had made use of the least expensive of the ordinary means of transport. This provision also applies to the accounts of a coroner in cases of inquiries not followed by an inquest."

2. The following article is added after article 2693 of the said Statutes :

" 2693a. It shall be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to assign to the coroner of the district of Montreal a fixed salary, not to exceed the sum of two thousand four hundred dollars per annum, payable out of the Consolidated Revenue Fund of the Province.

Every such coroner shall thereafter cease to have a right to the fees set forth in article 2692."

58 VICTORIA, CHAPITRE 34.

Loi amendant la loi relative aux enquêtes des coroners dans les cas d'incendies.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décréte ce qui suit :

1. L'article 2990 des Statuts Refondus est remplacé par le suivant :

" 2990. Ce fonctionnaire ne doit pas, toutefois, instituer une semblable enquête s'il ne lui est démontré, au préalable, par déclaration sous serment, qu'il y a lieu de croire que l'incendie est le résultat d'une conduite coupable, de la négligence ou d'un dessein prémédité, ou qu'il est accompagné de circonstances qui, dans l'intérêt de la justice et pour la protection de la propriété, rendent cette enquête nécessaire."

58 VICTORIA, CHAPITRE 35.

Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

(Sanctionnée le 12 janvier 1895)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décréte ce qui suit :

1. Le premier alinéa de l'article 3209 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 56 Victoria, chapitre 31, section 9, et amendé par la loi 57 Victoria, chapitre 33, section 17, est de nouveau amendé en remplaçant les mots : " lieutenant-gouverneur en conseil," dans les cinquième et sixième lignes, par les mots : " secrétaire de la province."

2. L'article 3222 des dits Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 55-56 Victoria, chapitre 30, section 8, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Si, cependant, la municipalité qui sera appelée à payer en vertu de cet article, indique d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade a eu son domicile pendant les six mois qui ont précédé son internement, le gouvernement fera payer directement la municipalité de cité, de ville incorporée ou de comté où le malade avait ce domicile."

3. L'article 3228*d* des dits Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 56 Victoria, chapitre 31, section 13, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

" Si, cependant, la municipalité qui sera appelée à payer en vertu de cet article, indique d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade a eu son domicile pendant les six mois qui ont précédé son internement, le gouvernement fera payer directement la municipalité de cité, de ville incorporée ou de comté où le malade avait son domicile."

4. L'article 3228*e* des dits Statuts refondus, tel qu'édicte par la dite loi, est amendé en y ajoutant ce qui suit : " ou la municipalité peut, dans le cas où le patient n'était pas domicilié dans les limites de son territoire lors de son entrée à l'asile, exercer son recours en remboursement contre la municipalité où le malade avait alors son domicile."

58 VICTORIA, CHAPTER 34.

An Act to amend the law respecting inquiries held by coroners in cases of fire.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 2990 of the Revised Statutes is replaced by the following :

" 2990. The coroner shall not, however, institute such inquiry, unless it has been previously made to appear to him by affidavit that there is reason to believe that the fire was the result of culpable or negligent conduct or design, or occurred under such circumstances as, in the interests of justice and for the due protection of property, require an investigation."

58 VICTORIA, CHAPTER 35.

An Act to amend the law respecting Asylums for the Insane.

(Assented to 12th January, 1895)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. The first paragraph of article 3209 of the Revised Statutes, as replaced by the act 56 Victoria, chapter 31, section 9, and amended by the act 57 Victoria, chapter 33, section 17, is further amended by replacing the words : " Lieutenant-Governor in Council," in the fifth and sixth lines thereof, by the words : " Provincial Secretary."

2. Article 3222 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 55-56 Victoria, chapter 30, section 8, is amended by adding thereto the following clause :

" If, however, the municipality, called upon to pay under the provisions of this article, indicates in a precise manner, to the Provincial Secretary, before the suit is brought, the place where the patient had his domicile during the six months immediately preceding his confinement, the Government shall cause the municipality of the incorporated city, town or county in which the patient had such domicile to pay directly."

3. Article 3222*d* of the said Revised Statutes, as enacted by the act 56 Victoria, chapter 31, section 13, is amend by adding thereto the following clause :

" If, however, the municipality, called upon to pay under the provisions of this article, indicates in a precise manner, to the Provincial Secretary, before the suit is brought, the place where the patient had his domicile during the six months immediately preceding his confinement, the Government shall cause the municipality of the incorporated city, town or county in which the patient had such domicile to pay directly."

4. Article 3228*e* of the said Revised Statutes, as enacted by the said act, is amended by adding thereto the following : " or the municipality may, when the patient was not domiciled within the limits of its territory at the time of his entry into the asylum, exercise its recourse for repayment against the municipality in which the patient then had his domicile."

ERRATA.

Page 199, *Gazette Officielle de Québec*, du 19 janvier 1895, vente de terrains pour taxes dans le comté d'Ottawa, dans la ligne après les mots "School municipality of Notre Dame de la Salette," lisez : "Dans Portland Est," au lieu de "Portland Ouest." 389

Page 2675, de la *Gazette Officielle* de 1894, et page 24, de la *Gazette Officielle* de 1895, in re Roy vs. Deslongchamps, sixième ligne, au lieu de "Onésime Poitras," lire : "Onésime Dupras." 445

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 18 janvier 1895.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 18 janvier 1895, M. Eugène Morissette, conseiller de la municipalité de Saint-Sylvère, comté de Nicolet, en remplacement de M. Eusèbe Deshaies, absent, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

LOUIS P. PELLETIER,

379 Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 8 janvier 1895, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix pour les districts respectifs suivants, savoir :

District d'Arthabaska :—MM. C. N. Lyster et David McCarthy, de Ulverton, comté de Drummond.

District de Montréal :—M. J. E. Deslauriers, marchand, de la cité de Montréal.

District de Saint-François :—M. Walter V. Wilson, du township de Clifton, comté de Compton.

LOUIS P. PELLETIER,

401 Secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatorzième jour de janvier courant, constituant en corporation Louis H. Taché, avocat ; Joseph O. C. Mignault, Ernest Bélanger et Edouard Charles Amos, tous trois ingénieurs civils, et Charles de Bellefeuille Macdonald, gentilhomme, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour la construction, l'exploitation et l'affermage d'aqueducs, en la province de Québec, la fourniture d'eau et d'éclairage aux villes et villages de la province de Québec, et tous travaux électriques ou autres en rapport avec les dits aqueducs et systèmes d'éclairage ; pour contracter, construire, mettre en opération et maintenir un système d'aqueducs ou systèmes d'aqueducs pour l'approvisionnement de l'eau aux cités, villes, villages et autres municipalités, corporations et individus dans la province de Québec, et pour le dit objet de construire tous travaux nécessaires sur les rivières et cours d'eau dans la dite province ; de contracter, construire, mettre en opération et maintenir un système ou systèmes pour l'approvisionnement de la lumière et pouvoirs électriques dans la dite province, avec les mêmes pouvoirs que ceux accordés aux compagnies de chemins de fer, en vertu des dispositions de la section 5132, des statuts révisés de cette province, en autant qu'ils peuvent être compatibles au besoin de la dite compagnie, et sujets de la ratification de la législature provinciale, pour tous pouvoirs qui relèvent de cette législature exclusivement. De plus pour :

ERRATA.

Page 199, *Quebec Official Gazette*, dated 19th January, 1895, sale of lots of land for taxes in the county of Ottawa, in the line after the words "School municipality of Notre Dame de la Salette," read : "In Portland East," instead of "Portland West." 390

Page 2675, of the *Official Gazette* of 1894, and page 24, of the *Official Gazette* of 1895, in re Roy vs. Deslongchamps, sixth line, instead of "Onésime Poitras," read : "Onésime Dupras." 446

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 18th January, 1895.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 18th January, 1895, Mr. Eugène Morissette, councillor for the municipality of Saint Sylvère, county of Nicolet, to replace Mr. Eusèbe Deshaies, absent, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code.

LOUIS P. PELLETIER,

380 Provincial secretary

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 8th of January, 1895, to associate the persons herein-after named to the commission of the peace of the following districts respectively, to wit :

District of Arthabaska :—Messrs. C. N. Lyster and David McCarthy, of Ulverton, county of Drummond.

District of Montreal :—Mr. J. E. Deslauriers, merchant, of the city of Montreal.

District of Saint Francis :—Mr. Walter V. Wilson, of the township of Clifton, county of Compton.

LOUIS P. PELLETIER,

402 Provincial secretary.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the fourteenth day of January instant, incorporating Louis H. Taché, advocate ; Joseph O. C. Mignault, Ernest Bélanger, Edouard Charles Amos, all three civil engineers, and Charles de Bellefeuille Macdonald, gentleman, all of the city of Montreal, in the province of Québec, to build, manage, work and et aqueducts in the province of Québec, to furnish water and light to towns and villages of the province of Québec, and all electric and other works connected with the said aqueducts and systems of lighting ; to contract for, build, put in working operation and to maintain a system of waterworks or aqueducts system, for supplying water to cities, towns, villages and other municipalities, corporations and individuals in the province of Québec, and for the said purpose to erect all the necessary works on rivers and water courses in the said province ; to contract for, build and put in operation and work a system or systems for furnishing light and electric power in the said province, with the same powers as those granted to railway companies in virtue of the provisions of section 5132 of the Revised Statutes of this province, in so far as they may suit the requirements of the said company, and subject to the ratification of the provincial legislature, for all the powers which belong to that legislature exclusively ; moreover :

1° Recevoir, posséder et accepter des privilèges, avantages, octrois et donations volontaires de terrains et autres biens qui lui sont faits pour aider à la construction, l'entretien et l'usage de ses travaux.

2° Acquérir, posséder et recevoir de toute corporation ou personne, tout terrain ou autres biens nécessaires à la construction, l'entretien, la commodité et l'usage de la compagnie; et aussi les aliéner et vendre, ou en disposer à volonté.

3° Avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, prendre et s'approprier pour l'usage de ces travaux, toutes parties des terres incultes de la couronne, qui ont été vendues ou concédées, situées sur le chemin des dits travaux, et qui sont nécessaires pour iceux, ainsi que telle partie de la grève publique ou des terrains couverts par les eaux d'un lac, d'une rivière, d'un cours d'eau ou canal ou de leurs lits respectifs qui sont nécessaires pour faire compléter et exploiter ces travaux, sauf toutefois l'autorité et le contrôle du Parlement du Canada, en ce qui concerne la navigation et les bâtiments ou navires.

4° Faire, construire ou placer les aqueducs et les travaux électriques à travers ou sur les terres de toute corporation ou personne quelconque, en suivant la ligne des dits travaux, ou jusqu'à telle distance de ce tracé, qui est fixé dans la charte, bien que, par erreur ou par quelque autre cause, le nom de cette corporation ou de cette personne ne soit pas inscrits dans le livre de renvoi ci-après mentionné, ou lors même qu'une autre corporation ou personne serait mentionné erronément comme étant le propriétaire de ces terrains, ou ayant le droit d'en faire le transport ou y étant intéressé.

5° Construire, entretenir et faire fonctionner les dits travaux à travers les rivières, cours d'eau, canaux, grands chemins ou chemins de fer qu'ils croisent ou touchent sur ou le long d'iceux; mais toute rivière, tout cours d'eau, grand chemin, canal ou chemin de fer ainsi croisé ou touché, doit être remis par la compagnie, en son premier état ou dans un état tel que son utilité n'en soit pas amoindrie; sauf toutefois l'autorité et le contrôle du Parlement du Canada, en ce qui concerne la navigation et les bâtiments ou navires.

6° Faire, compléter, changer et réparer les dits travaux en se servant d'un ou plusieurs tuyaux ou lignes, fils métalliques, en y employant comme force motrice, la vapeur ou la pression de l'atmosphère, les animaux ou les forces mécaniques, ou la combinaison de ces différentes forces.

7° Ériger et entretenir toutes les bâtisses nécessaires, gares, dépôts, quais et leurs dépendances, et les changer, réparer ou agrandir à volonté; ainsi que acheter et acquérir toutes les machines nécessaires à la commodité et à l'usage des dits travaux.

8° Construire des lignes d'embranchement des travaux, s'ils sont exigés et autorisés par la charte, et les régir; et à cette fin, exercer et posséder les pouvoirs, privilèges et autorités nécessaires, aussi amplement que pour les dits travaux.

9° Exécuter et faire les autres travaux et choses qui sont nécessaires et convenables à la construction, le prolongement et l'usage des dits travaux en conformité de cette charte.

10° Emprunter, de temps à autre, en Canada ou ailleurs, à un taux d'intérêt n'excédant pas le taux légal, les sommes de deniers nécessaires pour construire, acheter, augmenter, entretenir et faire fonctionner les dits systèmes de travaux, faire les bons et autres obligations donnés pour les sommes ainsi empruntées, payables en monnaie courante, ou en monnaie sterling, et à tels lieux en Canada ou hors du Canada qu'elle trouve à propos; les vendre aux prix et moyennant l'escompte qu'elle juge expédient ou nécessaire, et hypothéquer ou engager les terrains, taux, revenus et autres propriétés de la compagnie, pour le paiement des sommes empruntées et des intérêts sur ces sommes, mais nul bon ne doit représenter une somme moindre que cent piastres.

1° To receive, hold and accept privileges, advantages, grants and voluntary gifts of lands and other property which are made to them to aid in the construction, keeping in order and for the use of its works.

2° To acquire, hold and receive from any corporation or person, any land or other property necessary for the erection, keeping in order, convenience and use of the company; and also to transfer and sell or dispose of them at will.

3° With the consent of the lieutenant-governor in council, to take and appropriate for the use of these works, any portions of uncultivated lands belonging to the Crown, which have been sold or granted, situate on the line of these works, and which are necessary therefor; also such part of the public beach or of the lands covered by the waters of any lake, river, water-course or canal, or of their respective beds which are necessary for the completion or management of these works; reserving, however, the authority and control of the Parliament of Canada in so far as concerns navigation and vessels or ships.

4° To have aqueducts and electric works constructed across or on the lands of any corporation or any person, along the line of the said works, or to such distance from the main line which is fixed in the charter, although by error or for any other cause the name of such corporation or of such person is not inscribed in the book of reference hereinafter mentioned, or even if another corporation or another person is erroneously given as being the owner of such lands, or having a right to convey the same or being interested therein.

5° To build, maintain and carry the said works across rivers, water courses, canals, highways or railways which they cross or touch or run along, but every river, water course, highway, canal or railway so crossed or touched must be put into its former state by the company, or in such a condition that its usefulness be not lessened; saving, however, the authority and control of the Parliament of Canada, in so far as concerns navigation and vessels or ships.

6° To make, complete, change and repair the said works by using one or more pipes or lines, metallic wires, by employing there as a motive power, steam or atmospheric pressure, animal or mechanical forces, or a combination of these several forces.

7° To erect and keep in order the necessary buildings, stations, depots, wharves and their dependencies, and to change, repair or enlarge them at will; also to purchase and acquire all the machinery necessary for the use or convenience of the said works.

8° To build branch lines for these works, if they are required and authorized by the charter and to manage them, and for this purpose, to exercise and possess the necessary powers, privileges and authority, as amply as for the said works.

9° To execute and do the other works and things which are necessary and suitable for the building, prolongation and use of the said works according to this charter.

10° To borrow from time to time in Canada or elsewhere, at a rate of interest not exceeding the legal rate, the sums of money necessary to build, buy, increase, keep in order and manage the said systems of works; to make bonds and other obligations given for the sums so borrowed, payable in currency or in sterling, and at such places in Canada or outside of Canada as it may think proper; to sell them at the prices and for the discount which it may deem expedient and necessary, and to hypothecate and bind the lands, tolls, revenues and other assets of the company for the payment of the sums borrowed and of the interest on these sums; but no bond can represent an amount less than one hundred dollars.

11° Pénétrer sur tout terrain appartenant à la Couronne sans autorisation préalable ou sur les terrains appartenant à toute corporation ou personne quelconque, situés sur la route ou terre des dits travaux, faire les arpentages, relevés et autres opérations nécessaires sur ces terrains, pour fixer le site des dits travaux, et marquer et déterminer les portions de terrains qui lui sont propres et nécessaires.

12° Abattre ou enlever les arbres dans les bois, les terrains ou forêts, où passent les dits travaux, jusqu'à la distance de six perches de chaque côté de la ligne, pourvu que les susdites clauses ne soient pas préjudiciables aux droits accordés à la dite compagnie ou qu'elle peut avoir en vertu de la section 4, du chapitre 5, titre I, du deuxième livre du code municipal de cette province, sous le nom de "The Stadacona Water Light and Power Company," avec un fonds social s'élevant en totalité à quarante mille piastres (\$40,000), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour de janvier 1895.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

373

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA
COLONISATION.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture et de la colonisation la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de LÉVIS, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissaire de l'Agriculture et de la
Colonisation.

Québec, 24 janvier 1895.

441

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 V.ct., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Cabot.

Lot 17, du 8e rang, à Ls. Lévesque.

Lot 23, du 8e rang, à Damase Pouliot.

Canton Neigette.

½ N. E. du lot 46, du 3e rang, à Ls. Isaïe St-Laurent.

Canton Fleuriau.

(6e rang.)

Lot 64, à F. X. Corriveau.

Lot 65, à J. Bte. Thibault.

Lot 66, à Timothée Ouellet.

Canton Chavigny.

Lot 8, du 3e rang N. E., à George Groleau.

Canton Percé.

Lot 50, du 3e rang, à J. J. Ahern.

Lot 26, du 4e rang, à Chs. Bourget.

Canton Albanel.

½ S. E. du lot 27, du 6e rang, à Michel Guay.

½ N. O. du lot 27, du 6e rang, à Alexis Guay.

Canton Gayhurst.

Lot 23, du 9e rang, à Damase Paradis.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 26 janvier 1895.

417

11° To enter upon any land belonging to the Crown without any previous authorization, or on lands belonging to any corporation or any person whomsoever, situate on the line or location of the said works; to make any surveys, plans and other operations necessary on these lands, to fix the site of the said works and mark and determine the portions of lands suitable and necessary for it.

12° To cut down or remove the trees in the bush, on the lands or forests where the said works pass, to a distance of six perches on each side of the line, provided that the said clauses are not prejudicial to the rights granted to the said company, or that it may have, in virtue of section fourth or chapter fifth, title I, of the second book of the municipal code of this province, under the name of "The Stadacona Water Light and Power Company," with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, on the seventeenth day of January, 1895.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

374

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONI-
ZATION.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture and colonization the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of LÉVIS, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Jean Chrysostôme.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissioner of Agriculture and
Colonization.

Quebec, 24th January, 1895.

442

PROVINCE OF QUÉBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Cabot.

Lot 17, of 8th range, to Ls. Lévesque.

Lot 23, of 8th range, to Damase Pouliot.

Township Neigette.

N. E. ½ of lot 46, of 3rd range, to Ls. Isaïe St-Laurent.

Township Fleuriau.

(6th range.)

Lot 64, to F. X. Corriveau.

Lot 65, to J. Bte. Thibault.

Lot 66, to Timothée Ouellet.

Township Chavigny.

Lot 8, of 3rd range N. E., to George Groleau.

Township Percé.

Lot 50, of 3rd range, to J. J. Ahern.

Lot 26, of 4th range, to Chs. Bourget.

Township Albanel.

S. E. ½ of lot 27, of 6th range, to Michel Guay.

N. W. ½ of lot 27, of 6th range, to Alexis Guay.

Township Gayhurst.

Lot 23, of 9th range, to Damase Paradis.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,

Quebec, 26th January, 1895.

418

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Section des Bois et Forêts.

Québec, 26 janvier 1895.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des Statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après décrites, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente, à l'enchère, dans la salle de ventes du département des Terres de la Couronne, en cette ville, le MARDI, le VINGT-SIX FEVRIER prochain à DIX heures ET DEMIE A. M., à la mise à prix mentionnée ci-après, vis-à-vis chaque limite.

Agence de Bonaventure Ouest.

	Superficie. milles carrés.	Mise à prix par mille. \$
Chainy Rock Brook.....	12	8 00
Flat Lands Brook.....	2	8 00
Ruisseau Argument (Skimenac) 19	19	17 00
do Little North, do	22½	17 00
do Big North, O. do	24½	17 00
do do E. do	25½	17 00
Rivière Skimenac No. 1.....	8	17 00

Agence de Gaspé Est.

Fortin.....	10	12 00
-------------	----	-------

Agence de Gaspé Centre.

Fox.....	3	4 00
----------	---	------

Agence de Gaspé Ouest.

Taschereau.....	48	2 00
-----------------	----	------

Agence de Montmagny.

No. 56.....	20	8 00
No. 58.....	11½	8 00

Agence Lac Saint-Jean Est.

Rivière Shipshaw No. 116.....	46¾	9 00
" " 117.....	28	9 00
" Valin, 119.....	44	9 00
" " 118.....	48	9 00
Moncouche, 120.....	43	9 00
Ile Moncouche.....	37	9 00
Rivière Sainte-Marguerite, 149.	39¾	9 00
" " 150.	43	9 00
" " 148.	41	9 00
Lac aux Brochets, 52.	35½	6 00
Perigny, 2.	14	10 00

Agence Lac Saint-Jean Centre.

Mesy.....	12½	4 00
Rivière aux Ecorces, No. 27...	11½	9 00

Agence Lac Saint-Jean Ouest.

No. 139.....	24	21 00
No. 139 A.....	26	21 00

Agence Saint-Maurice.

Rivière Batiscan, No. 7 Est....	24	16 00
---------------------------------	----	-------

Agence Saguenay.

Ducreux, No. 149.....	10	9 00
Chemin des Marais, No. 1.....	11½	9 00
" " 2.....	16½	9 00
" " 3.....	17	9 00
" " 4.....	23	9 00

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN LANDS.

Woods and Forests

Quebec, 26th January, 1895.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the Consolidated Statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter described, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the sales-room of the department of Crown Lands, in this city, on TUESDAY, the TWENTY-SIXTH of FEBRUARY next, at HALF PAST TEN A. M., at the upset price hereinafter mentioned opposite each limit.

Bonaventure West Agency.

	Area. square miles.	Upset price per mile. \$
Chainy Rock Brook.....	12	8 00
Flat Lands Brook.....	2	8 00
Ruisseau Argument (Skimenac) 19	19	17 00
do Little North, do	22½	17 00
do Big North, W. do	24½	17 00
do do E. do	25½	17 00
River Skimenac, No. 1.....	8	17 00

Gaspé East Agency.

Fortin.....	10	12 00
-------------	----	-------

Gaspé Centre Agency.

Fox.....	3	4 00
----------	---	------

Gaspé West Agency

Taschereau.....	48	2 00
-----------------	----	------

Montmagny Agency.

No. 56.....	20	8 00
No. 58.....	11½	8 00

Lake Saint John East Agency

River Shipshaw, No. 116.....	46¾	9 00
" " 117.....	28	9 00
" Valin, 119.....	44	9 00
" " 118.....	48	9 00
Moncouche, 120.....	43	9 00
Ile Moncouche.....	37	9 00
River Sainte Marguerite, 149.	39¾	9 00
" " 150.	43	9 00
" " 148.	41	9 00
Lac aux Brochets, 52.	35½	6 00
Perigny, 2.	14	10 00

Lake Saint John Centre Agency

Mesy.....	12½	4 00
Rivière aux Ecorces, No. 27...	11½	9 00

Lake Saint John West Agency.

No. 139.....	24	21 00
No. 139 A.....	26	21 00

Saint Maurice Agency.

River Batiscan, No. 7 East....	24	16 00
--------------------------------	----	-------

Saguenay Agency.

Ducreux, No. 149.....	10	9 00
Chemin des Marais, No. 1.....	11½	9 00
" " 2.....	16½	9 00
" " 3.....	17	9 00
" " 4.....	23	9 00

Conditions de la vente.

Ces limites seront adjudgées au plus haut enchérisseur, sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

Le commissaire pourra imposer comme condition, lors de la vente, qu'une limite vendue devra être exploitée dans un délai de deux ans, sous peine d'annulation de la licence.

Les limites, une fois adjudgées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau des agents des Terres de la Couronne pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

437 E. J. FLYNN,
Commissaire des Terres de la Couronne.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 6306.

Whitton.

Lot 26, du 5e rang N. E., à Charles Beaubien.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.Département des Terres de la Couronne,
Québec, 15 janvier 1895.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Denonville.

3e rang.

 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 26, à Anth. Ouellet. $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 26, à Isid. Castonguay.

Canton Doncaster.

Lot 49, du 8e rang, à Jos. Reginbal.

 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 15, du 10e rang, à Amédée Labelle.

Canton Daaquam.

Lot 50, du 1er rang, à Eug. Gosselin.

Canton Wolfe.

Lot 39, du 10e rang, à Placide Sigouin.

Canton Bois.

Lot 7, du 3e rang, à Jas. Wiseman.

Canton Montauban.

Lot 5, du rang D, à E. Côté et J. Bte. Dussault.

Canton Chapais.

Lot 7, du rang A, à Jos. King.

Canton Demers.

Lot 5, du 1er rang, à P. Chouinard.

Lot 10, du 2e rang, à Nelson Gagnon.

Lot 48, du 5e rang, à J. Bte. Michaud.

Canton Parent.

Lot 28, du 5e rang, à P. Malhiot.

Lot 33, du 5e rang, à P. Bélanger.

Lot 34, du 5e rang, à Alf. Bélanger.

Conditions of sale.

Those limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

The commissioner may, at the sale, impose as a condition, that any limit sold will have to be worked within a delay of two years under pain of forfeiture of the license.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the department of Crown lands, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

438 E. J. FLYNN,
Commissioner of Crown Lands

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6306.

Whitton.

Lot 26, in the 5th range N. E., to Charles Beaubien.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.Department of Crown Lands,
Quebec, 15th January, 1895.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Denonville.

3rd range.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 26, to Anth. Ouellet.N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 26, to Isid. Castonguay.

Township Doncaster.

Lot 49, of 8th range, to Jos. Reginbal.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 15, of 10th range, to Amédée Labelle.

Township Daaquam.

Lot 50, of 1st range, to Eug. Gosselin.

Township Wolfe.

Lot 39, of 10th range, to Placide Sigouin.

Township Bois.

Lot 7, of 3rd range, to Jas. Wiseman.

Township Montauban.

Lot 5, of range D, to E. Côté and J. Bte Dussault.

Township Chapais.

Lot 7, of range A, to Jos. King.

Township Demers.

Lot 5, of 1st range, to P. Chouinard.

Lot 10, of 2nd range, to Nelson Gagnon.

Lot 48, of 5th range, to J. Bte. Michaud.

Township Parent.

Lot 28, of 5th range, to P. Malhiot.

Lot 33, of 5th range, to P. Bélanger.

Lot 34, of 5th range, to Alf. Bélanger.

Canton Ashburton.
Lot 12, du rang D, à C. A. de Preston.

Canton Demers.
½ S. O. du lot 43, du 3e rang, à J.-Bte. Talbot.
E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.
Département des Terres de la Couronne,
Québec, 19 janvier 1895. 285 2

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAIT DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES
AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

J. G. BOURINOT,
3721 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAIT DES RÈGLEMENTS SPÉCIAUX
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insé-

Township Ashburton.
Lot 12, of range D, to C. A. de Preston.

Township Demers.
S. W. ½ of lot 43, of 3rd range, to J. Bte. Talbot.
E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.
Department of Crown Lands,
Quebec, 19th January, 1895. 286

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE
AND HOUSE OF COMMONS, RELATING
TO PRIVATE BILLS.

All application for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the province of Québec and Manitoba, the notices must be published in the like manner in the english and french languages.

When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notices shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bill," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments of piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented in the Senate, and House of Commons within the first three weeks of the Session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

J. G. BOURINOT,
3722 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE
HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway company, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtain from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted

rées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Résolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :—

43. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3723 Greffier des Communes.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété

between brackets, and when revised by the proper officer, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character with, in, or in any way affecting the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the amended rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3724 Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or

d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte amendement,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

64.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4197

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulla pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en

such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

4198

G. C. I.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time

même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS,

4199

Greffier de l'Assemblée Législative.

deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,

4200

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, afin d'incorporer les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Excellency the lieutenant governor in council for a charter incorporating under the provisions of the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate under the name and for the purposes herein after mentioned :

1° Le nom incorporé de la compagnie sera "The Montreal Roofing Company (Ltd)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire les affaires en général de couvreurs et d'entrepreneurs et de manufacturer et vendre toute espèce de matériaux pour toits soit par achat, vente, loyer ou autrement et aussi d'acquiescer par toute sorte de contrat, posséder, mettre en pratique, vendre et louer ou disposer autrement tous ou aucun droits de patente applicables aux susdits objets ou nécessaires ou en rapport aux dites affaires de la dite compagnie, et de plus de louer, acheter, posséder des immeubles dans le but des dites affaires et d'y construire toutes bâtisses en rapport avec les affaires de la compagnie et résidences pour employés ou autres en rapport avec icelle, et magasins et autres bâtisses, dans le but de faire en général les affaires de marchands et d'acheter et vendre tous tels immeubles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social est cent cinquante mille piastres (\$150,000.)

5° Le nombre d'actions est de quinze cents (1500) de cent piastres (\$100) chacune.

6° Les noms au long de chacun des requérants sont comme suit :

Enoch James, entrepreneur ; Edouard Bernier, ouvrier en métaux ; Frederick Francis Powell, couvreur ; Joseph Gustave Duquette, couvreur ; Thomas Henry Love, marchand ; Samuel Burne, comptable, tous de la cité de Montréal, lesquels seront tous les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie et sont tous résidant en Canada et sujets de Sa Majesté.

GIROUARD, FOSTER,
MARTIN & GIROUARD,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 9 janvier 1895. 383

Canada,
Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 189.

Dame Reine Duhamel, de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Etienne Bessette, cultivateur et commerçant, de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, et dûment autorisée à ester en justice et à poursuivre la présente action par ordonnance de l'honorable juge A. N. Charland, Demanderesse ;

vs.

Le dit Etienne Bessette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt et unième jour de janvier courant.

J. S. MESSIER,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 23 janvier 1895. 399

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 41.

Sarah Laurent dit Lassonde, épouse commune en biens de Octave Laplante, entrepreneur-maçon, tous deux de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François et dûment autorisée par la cour à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs.

Octave Laplante, entrepreneur-maçon, de la ville de Richmond, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

M. O'BREADY,
Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 11 décembre 1894. 377

1° The corporate name of the company is to be "The Montreal Roofing Company (Ltd)."

2° The objects for which incorporation is sought are to carry on the business of general roofers and contractors, and to manufacture and deal in, either by way of purchase, sale, lease or otherwise, of any species of material for roofing, and also to acquire by any species of contract, own, put in practice, sell and lease or otherwise dispose of, all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter or necessary or convenient for the said business of the said company, and further to lease or purchase and hold real estate for the purposes of said business, and to build thereupon all buildings appertaining to the company's business and residences for employees or others connected therewith, and stores and other buildings for the purpose of carrying on the general business of merchants and to buy and sell all such real estate.

3° The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4° The proposed amount of the capital stock is one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000).

5° The number of shares is to be fifteen hundred (1500) of one hundred dollars (\$100) each.

6° The names in full of each of the applicants are as follows :

Enoch James, contractor ; Edouard Bernier, metal worker ; Frederick Francis Powell, roofer ; Joseph Gustave Duquette, roofer ; Thomas Henry Love, merchant ; Samuel Burne, accountant, all of said city of Montreal, all of whom are to be the first or provisional directors of said company and who are all residing in Canada and subjects of Her Majesty.

GIROUARD, FOSTER,
MARTIN & GIROUARD,
Solliciteurs for applicants.

Montreal, 9th January, 1895. 384

Canada,
Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 189.

Dame Reine Duhamel, of the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, wife of Etienne Bessette, farmer and trader, of the same place, duly authorized to institute the present action by an ordonnance of the Honourable judge A. N. Charland, Plaintiff ;

vs.

The said Etienne Bessette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-first day of January instant.

J. S. MESSIER,
Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 23rd January, 1895. 400

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 41.

Sarah Laurent dit Lassonde, wife common as to property of Octave Laplante, mason and contractor, both of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.

Octave Laplante, mason and contractor, of the town of Richmond, said district, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eleventh day of December, one thousand eight hundred and ninety-four.

M. O'BREADY,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 11th December, 1894. 378

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 648.

Dame Mary Wales, du canton de Melbourne, dans le comté de Richmond, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Gilbert Samuel Wintle, du même lieu, meunier et marchand de bois, et dûment autorisée à ester en justice par l'honorable Edward Towle Brooks, un des juges de la dite cour supérieure de Sa Majesté, Demanderesse ;

vs.

Gilbert Samuel Wintle, du dit canton de Melbourne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

HENRY AYLNER,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 22 janvier 1895. 397

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1354.

Dame Mary Jacobs, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe Doron Schwerzenski, du même lieu, pelletière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Adolphe Doron Schwerzenski, des cité et district de Montréal, pelletier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

JAS. CRANKSHAW,

Procureur de la requérante.

Montréal, 17 janvier 1895. 413

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2334.

Dame Marie Cordelia Roch, de la cité de Saint-Henri, dit district, épouse commune en biens de Jean Baptiste Tremblay, menuisier, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Jean-Baptiste Tremblay, Défendeur.

La dite demanderesse a, ce jour, institué contre le dit défendeur une action en séparation de biens.

M. G. LAROCHELLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 janvier 1895. 439

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 653.

Dame Eliza M. Curry, du township de Barford, dans le district de Saint-François, épouse d'Arthur H. Cutting, du même lieu, cultivateur, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. H. ST. PIERRE,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 janvier 1895. 419

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social afin d'incorporer les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Montreal Silver Truss Company."

2° Les objets pour lequel l'incorporation est demandée sont de manufacturer et vendre une certaine invention connue comme The American Silver Truss et autres instruments de chirurgie.

3° La principale place d'affaires de la dite compa.

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 648.

Dame Mary Wales, of the township of Melbourne, in the county of Richmond, in said district of Saint Francis, wife *commune en biens* of Gilbert Samuel Wintle, of the same place, miller and lumber dealer, and duly authorized to *ester en justice* by the Honourable Edward Towle Brooks, one of Her Majesty's justices of the said superior court, Plaintiff ;

vs.

Gilbert Samuel Wintle, of the said township of Melbourne, Defendant.

An action *en séparation de biens* has, this day, been instituted in this cause.

HENRY AYLNER,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 22nd January, 1895. 398

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1354.

Dame Mary Jacobs, of the city and district of Montreal, wife *commune en biens* of Adolphe Doron Schwerzenski, of the same place, furrier, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs.

Adolphe Doron Schwerzenski, of the city and district of Montreal, furrier, Defendant.

An action of separation as to property has been instituted this day against the defendant in this cause.

JAS. CRANKSHAW,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th January, 1895. 414

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2334.

Dame Marie Cordelia Roch, of the city of Saint Henri, said district, wife common as to property of Jean Baptiste Tremblay, joiner, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Jean Baptiste Tremblay, Defendant.

The said plaintiff has, this day, taken against the said defendant an action in separation as to property.

M. G. LAROCHELLE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th January, 1895. 440

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 653.

Dame Eliza M. Curry, of the township of Barford, in the district of Saint Francis, wife of Arthur H. Cutting, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

G. H. ST. PIERRE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 23rd January, 1895. 420

Notice is hereby given that application will be made to His Honour the lieutenant governor in council, for the issue of letters patent under the "Joint Stock Companies Incorporation Act" to incorporate the hereinafter named petitioners and such other persons as may become shareholders of the company to be incorporated, as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1° The proposed name of the company will be "The Montreal Silver Truss Company."

2° The purposes for which incorporation is sought are to make, manufacture and sell a certain device known as the American Silver Truss and other surgical appliances.

3° The principal place of business of the said

guie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la compagnie sera de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont comme suit : Frederick Cushing, manufacturier ; John Henry Chapman, marchand ; Thomas Cushing, brasseur ; O'Hara Baynes, notaire public, lesquels sont tous résidents à Montréal, dans la dite province, et sont sujets anglais, et Matthew Pollock Cochrane, agent, de Denver, dans l'Etat de Colorado, un des Etats-Unis d'Amérique, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

BUSTEED & LANE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 23 janvier 1895.

415

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est présentement donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour les requérants ci-après nommés pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi concernant les compagnies à fonds social, constituant les requérants et toutes autres personnes qui sont ou qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée en corps politique et incorporé sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie Canadienne d'Extincteurs".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de fabriquer et vendre des extincteurs chimiques ou autres, d'obtenir et exploiter toutes patentes s'y rapportant et faire toutes affaires de même nature ou y ayant rapport.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille (\$50,000) piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents (500) et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Joseph Stanislas Bousquet, banquier ; Moses Davis, courtier de douane ; Onésime Marin, notaire ; Charles Langlois, commerçant, et Pascal Gagnon, marchand, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie et sont sujets de Sa Majesté.

N. PERODEAU, N. P.,
Procureur des requérants.

Montréal, 5 décembre 1894.

275-2

District de Beauharnois, }
No. 1356. } Cour Supérieure.

Dame Elumina Bergevin, de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, épouse commune en biens, par contrat de mariage de Homer Laberge, hôtelier et commerçant, du même lieu, a intenté, le 29 novembre dernier une action en séparation de biens contre son dit époux.

SEERS & LAURENDEAU,
Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 15 janvier 1895.

333-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par les requérants ci-après nommés, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province de Québec, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions du dit acte, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4° The capital stock of the company will be ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each.

5° The names of the petitioners are as follows : Frederick Cushing, manufacturer ; John Henry Chapman, merchant ; Thomas Cushing, brewer ; O'Hara Baynes, notary public, all of whom are residents of Montreal, in said province, and are british subjects, and Matthew Pollock Cochrane, agent, of Denver, in the State of Colorado, one of the United States of America, all of whom will be the first or provisional directors of the said company.

BUSTEED & LANE,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 23rd January, 1895.

416

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that an application will be made to His Honour the lieutenant governor of the province of Quebec, by the petitioners hereinafter named in order to obtain letters patent in virtue of the dispositions of the law concerning the joint stock companies, constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders of the proposed company, in a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The proposed name of the company will be "The Canadian Fire Extinguisher Company".

2° The purposes for which its incorporation is sought are to carry on the business for making and selling chemical extinguishers or others, to obtain and work any patents in connexion therewith and to transact all business of such nature or relating thereto.

3° The principal place of business of said company shall be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4° The capital stock of the company will be fifty thousand dollars (\$50,000).

5° The number of shares to be five hundred (500) and the amount of each share will be one hundred dollars (\$100).

6° The names at full length, the residences and professions of the petitioners are as follows : Joseph Stanislas Bousquet, banker ; Moses Davis, customs broker ; Onésime Marin, notary ; Charles Langlois, trader, and Pascal Gagnon, merchant, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, who will be the first directors of said company and are all british subjects.

N. PERODEAU, N. P.,
Attorney of the petitioners.

Montreal, 5th December, 1894.

276

District of Beauharnois, }
No. 1356. } Superior Court.

Dame Elumina Bergevin, of the parish of Saint Louis de Gonzague, wife common as to property, by contract of marriage of Homer Laberge, hotel keeper and trader, of the same place, has instituted, on the 29th of November last, an action in separation as to property against her said husband.

SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 15th January, 1895.

334

Notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the lieutenant governor in council, by the applicants hereinafter named, in pursuance of the "Joint Stock Companies Incorporation Act," for letters patent under the great Seal of the province of Quebec, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company hereby to be created, a body politic and corporate under the provisions of the said act, under the names and for the purposes hereinafter mentioned :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Richmond Industrial Company (Limited)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer des articles en bois de toute description, articles d'utilité pour voyage, voitures et chars ; de construire, acquérir, utiliser, posséder, aliéner, louer et vendre toute sorte d'écluses, digue, aqueduc, bâtisses ou autre propriété immobilière requise pour faire les affaires de la dite compagnie ; de manufacturer et fournir la lumière électrique, chaleur et pouvoir moteur, d'ériger des poteaux le long d'aucune rue ou chemin et poser des fils pour faire mouvoir des chars et pour d'autres fins, de construire et mettre en opération des chemins de fer électriques, de louer des lumières, pouvoir moteur et bâtisses ou partie d'iceux à toute autre personne, personnes ou compagnie, et d'acheter et acquérir tout immeuble, meubles, machines, outils, droits, titre parfait et en franchise de la Richmond Water Power and Manufacturing Company (en commandite) le tout dans les limites du comté de Richmond, dans la dite province.

3° Les affaires de la compagnie se feront dans le comté de Richmond, dans la dite province de Québec, et son principal bureau et place d'affaires seront dans la ville de Richmond, dans le dit comté de Richmond.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000, divisé en mille actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont comme suit :

Leonard Thomas, gentilhomme, du village de Melbourne ; William Evans Jones, journaliste, de la ville de Richmond ; John Mathew Nunns, commerçant, du village de Melbourne ; Henry Autisell Allen, comptable, du village de Melbourne ; Kelzer A. Cummings, manufacturier, de la ville de Coaticook ; Francis Henry Nunns, marchand, de la ville de Coaticook, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté et seront avec autres les premiers directeurs de la dite compagnie.

(Signé) HENRY AYLNER,
Procureur des requérants.
Richmond, 15 janvier 1895. 319-2

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU
CANADA.

Des séances spéciales de la cour de l'Echiquier du Canada seront tenues pour l'année 1895, aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance, et si aucune cause ou affaire n'est entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 5e jour de mars A. D. 1895, à 11 heures A. M.

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 19e jour de mars A. D. 1895, à 11 heures A. M.

Par ordre,
L. A. AUDETTE,
Registraire.

293-2

Province de Québec, }
District de Beauharnois, } Cour Supérieure.
No. 4.

Dame Léliose Lacroix, de la paroisse de Sainte-Barbe, dit district, épouse commune en biens par contrat de mariage de Joseph Cyrille Perron, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

SEERS & LAURENDEAU,
Avocats de la demanderesse.
Beauharnois, 9 janvier 1895. 175-3

1° The proposed name of the company is "The Richmond Industrial Company (Limited)."

2° The objects for which incorporation is sought, are the manufacturing of wooden wares of any description, travelling requisites, vehicles and cars ; to construct, acquire, utilize, hold, alienate, lease and convey all and every kind of dam, dyke, water works, building or other immoveable real estate requisite for the carrying on of the business of the said company ; to manufacture and supply electric light, heat and power, to erect poles along any street or road, and to string wires thereupon, for running cars and other purposes ; to construct and operate electric tramways, to let and lease lights, power and buildings or parts thereof to any other person, persons or company, and to buy and acquire all the real estate, moveable effects, machinery, plant, rights, titles and franchises of the Richmond Water Power and Manufacturing Company (Limited) all within the limits of the county of Richmond, in said province.

3° The business of the company will be carried on in the county of Richmond, in said province of Quebec, and its chief office and place of business will be in the town of Richmond, in said county of Richmond.

4° The capital stock of the said company is to be \$100,000, divided into one thousand shares of \$100 each.

5° The names in full and address and calling of each of the applicants are as follows :

Leonard Thomas, gentleman, village of Melbourne ; William Evans Jones, journalist, town of Richmond ; John Mathew Nunns, trader, village of Melbourne ; Henry Autisell Allen, accountant, village of Melbourne ; Kelzer A. Cummings, manufacturer, town of Coaticook ; Francis Henry Nunns, merchant, town of Coaticook, all of whom are subjects of Her Majesty, and who with others will be the first directors of the said company.

(Signed) HENRY AYLNER,
Attorney for petitioners.
Richmond, 15th January, 1895. 320

IN THE EXCHEQUER COURT OF
CANADA.

Special sittings of "The Exchequer Court of Canada" will be holden for the year 1895, at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting, and if no case or matter is so entered or set down for any such sitting, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Tuesday, the 5th day of March A. D. 1895, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 19th day of March A. D. 1895, at 11 A. M.

By order,
L. A. AUDETTE,
Registrar.

294

Province of Québec, }
District of Beauharnois, } Superior Court.
No. 4.

Dame Léliose Lacroix, of the parish of Sainte-Barbe, district aforesaid, wife common as to property by contract of marriage of Joseph Cyrille Perron, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Beauharnois, 9th January, 1895. 176

Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.

No. 383.

Dame Clara Trudeau, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Hermille René, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué contre ce dernier une action en séparation de biens.

BLANCHET & BEAUREGARD,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 8 janvier 1895. 193-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
No. 560.

Dame Marie Adélaïde Neault, de la paroisse de Saint-Barnabé, épouse de Louis Dolor Héroux, marchand, de la dite paroisse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Dolor Héroux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sept janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze (1895).

OLIVIER & DESY,

Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 8 janvier 1895. 177-3

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.

No. 372.

Dame Rose Delima Robert, de Saint-Charles, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Narcisse Hébert, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué contre ce dernier une action en séparation de biens.

BLANCHET & BEAUREGARD,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1894. 4953-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2718.

Dame Alexina Ménard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Alfred Bertin, agent commercial, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Alfred Bertin, agent commercial, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur en cette cause.

E. L. DESAULNIERS,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 3 janvier 1895. 81-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la dite province, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps incorporé.

1° Le nom corporatif de la compagnie sera : "La Compagnie du Grand Hôtel de Saint-Hyacinthe."

2° L'objet pour lequel la dite incorporation est demandée, est d'acquérir un ou plusieurs immeubles, de construire dans la cité de Saint-Hyacinthe, les édifices nécessaires à l'établissement d'un hôtel et accessoires ordinaires pour les voyageurs et le public en général, et d'exploiter le dit hôtel.

3° Le siège d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Saint-Hyacinthe.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille dollars (\$50,000) divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms, résidences et professions de chacun des requérants, sont :

Michel Esdras Bernier, de la paroisse de Saint-Hyacinthe, notaire ; A. Paul Cartier, de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, médecin ; Louis Côté, gentilhomme ; François-Xavier Alphonse Boisseau, notaire ; Alphonse Denis, éditeur de journaux ;

Superior Court—Saint Hyacinthe.

No. 383.

Dame Clara Trudeau, of the city and district of Saint Hyacinthe, wife of Hermille René, trader, of the same place, has, this day, instituted against the latter an action for separation of property.

BLANCHET & BEAUREGARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 8th January, 1895. 194

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 560.

Dame Marie Adélaïde Neault, of the parish of Saint Barnabé, wife of Louis Dolor Héroux, merchant, of the said parish, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

The said Louis Dolor Héroux, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventh of January, one thousand eight hundred and ninety-five (1895).

OLIVIER & DESY,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 8th January, 1895. 178

Superior Court—District of Saint Hyacinthe.

No. 372.

Dame Rose Delima Robert, of Saint Charles, district of Saint Hyacinthe, wife of Narcisse Hébert, farmer, of the same place, has, this day, instituted against the latter an action for separation as to property.

BLANCHET & BEAUREGARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 22nd December, 1894. 4954

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2718.

Dame Alexina Ménard, of the city and district of Montreal, wife *commune en biens* of Alfred Bertin, commercial agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs.

Alfred Bertin, commercial agent, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant in this cause.

E. L. DESAULNIERS,

Attorney of the plaintiff.

Montreal, 3rd January, 1895. 82

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent under the great Seal of the said province, constituting the hereinafter named petitioners and such other persons who may become shareholders of the company, a body corporate and politic.

1° The name of the company will be "La Compagnie du Grand Hôtel de Saint Hyacinthe."

2° The purpose for which said incorporation is sought is to acquire one or more lots of land, to erect in the city of Saint Hyacinthe the buildings necessary for the establishment of a hotel and accessories for travellers and the public general, and to run the said hotel.

3° The principal place of business of said company shall be at the city of Saint Hyacinthe.

4° The amount of the capital stock of the company will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5° The names, residences and callings of each of the petitioners, are :

Michel Esdras Bernier, of the parish of Saint Hyacinthe, notary ; A. Paul Cartier, of the parish of Sainte Marie Madeleine, physician ; Louis Côté, gentleman ; François Xavier Alphonse Boisseau, notary ; Alphonse Denis, newspaper editor ; Theo-

Théodore Godfrey Harvey, commerçant ; Eusèbe Morin, marchand, tous ces derniers de la cité de Saint-Hyacinthe ; Jean-Baptiste Blanchet, avocat, de la paroisse de Saint-Hyacinthe, et Alfred Thibodeau, commerçant, de la cité de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs provisoires de la compagnie. Tous sont sujets anglais et résident en Canada.

LUSSIER & GENDRON,

Avocats et procureurs des requérants.
Saint-Hyacinthe, 9 janvier 1895. 155-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 828.

Marguerite Drolet, épouse commune en biens de François-Xavier Soucy, de Québec, hôtelier, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Soucy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

F. X. DROUIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 15 décembre 1894. 4977-5

Cour Supérieure—Québec.

Marie Antoinette Matte, épouse commune en biens de Azarias Désir Moïse Bertrand, de la paroisse de Saint-Raymond Nonnat, marchand, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Azarias Désir Moïse Bertrand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

F. X. DROUIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 29 décembre 1894. 4993-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1523.

Lydia Guay, épouse commune en biens de Ludger Lemieux, de la ville de Lévis, dûment autorisée à ester en justice, par sentence judiciaire,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Ludger Lemieux, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

F. X. LEMIEUX,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 15 décembre 1894. 4843-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie, en corps politique et incorporé :

1° Le nom de la compagnie sera "La Compagnie de Téléphone des Comtés de Saint-Maurice, Champlain et Trois-Rivières."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de construire et de mettre en opération une ligne de téléphone dans les susdits comtés, et construire un aqueduc à Shawenegan.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan, comté de Saint-Maurice, province de Québec.

4° Le fonds social de la compagnie sera de deux mille piastres, divisé en quarante parts de cinquante piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont les suivants : N. L. Duplessis, avocat, M. P. P., de la cité des Trois-Rivières ; Pierre Joseph Héroux, marchand ;

dore Godfrey Harvey, trader ; Eusèbe Morin, merchant, all the latter of the city of Saint Hyacinth ; Jean Baptiste Blanchet, advocate, of the parish of Saint Hyacinth, and Alfred Thibodeau, trader, of the city of Montreal, who will be the first provisional directors of the company. All are British subjects and reside in Canada.

LUSSIER & GENDRON,

Advocates and attorneys for petitioners.
Saint Hyacinth, 9th January, 1895. 156

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 828.

Marguerite Drolet, wife common as to property of François Xavier Soucy, of Quebec, hotel-keeper, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Soucy, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause.

F. X. DROUIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 15th December, 1894. 4978

Superior Court—Québec

Marie Antoinette Matte, wife common as to property of Azarias Désir Moïse Bertrand, of the parish of Saint Raymond Nonnat, merchant, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Azarias Désir Moïse Bertrand, Defendant
An action in separation of property has been this day instituted.

F. X. DROUIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 29th December, 1894. 4994

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 1523.

Lydia Guay, wife common as to property of Ludger Lemieux, of the town of Levis, duly authorized to sue by judicial authorization,
Plaintiff ;

vs.

The said Ludger Lemieux, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause.

F. X. LEMIEUX,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 15th December, 1894. 4844

Notice is hereby given that application will be made to His Honour the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent constituting the hereinafter named petitioners and such other persons who may become shareholders of the company, a body corporate and politic :

1° The name of the company will be "La compagnie de Téléphone des comtés de Saint-Maurice, Champlain et Trois-Rivières."

2° The object for which incorporation is sought is to built and put in operation a telephone line in the said counties, and build a water works at Shawenegan.

3° The principal place of business of the said company shall be at the parish of Saint Boniface de Shawenegan, county of Saint Maurice, in the province of Quebec.

4° The amount of the capital stock of the company will be two thousand dollars, divided into forty shares of fifty dollars each.

5° The names of the petitioners are as follows : N. L. Duplessis, advocate, M. P. P., of the city of Three Rivers ; Pierre Joseph Héroux, merchant ;

Louis Philippe Fiset, médecin ; Philémon de Varennes, notaire ; Dame Hedwige Boucher, épouse séparée de biens de Philippe Gélinas, tous quatre de Shawenegan, sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

N. L. DUPLESSIS,
Proc. des requérants.

Trois-Rivières, 10 janvier 1895. 241-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
No. 393.

Dame Marie Ferland, de la ville d'Acton, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de Bruno Burque, boulanger, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Bruno Burque, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

FONTAINE, ST-JACQUES & FONTAINE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 16 janvier 1895. 367-2

Louis Philippe Fiset, physician ; Philémon de Varennes, notary ; Dame Hedwige Boucher, wife separated as to property of Philippe Gélinas, all four of Shawenegan, subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the said company.

N. L. DUPLESSIS,
Attorney of petitioners.

Three Rivers, 10th January, 1895. 242

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
No. 393.

Dame Marie Ferland, of the town of Acton, in the district of Saint Hyacinth, wife of Bruno Burque, baker, of the same place, and duly authorized to sue in the present case,
Plaintiff ;

vs.

The said Bruno Burque, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, against defendant.

FONTAINE, ST-JACQUES & FONTAINE,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinth, 16th January, 1895. 368

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Siméon Beauchamp, Montréal,

Insolvable.

Avis vous est donné que le 21e jour de janvier 1895, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 janvier 1895. 381

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Cyprien Dumouchel, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, par l'honorable juge Ouimet, en date du 21^{ème} jour de janvier courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs.
Montréal, 22 janvier 1895. 395

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Nous, soussignés, Lefavre & Taschereau, comptables, de la cité de Québec, donnons avis que le dix-huitième jour de janvier 1895, Octave Vézina, de la cité de Québec, marchand épiciier, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.
387

In re W. H. Childs, boulanger, Failli.
Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'hon. juge Andrews, en date du 17 janvier courant, j'ai été nommé curateur en cette affaire.

T. N. CHASSE,
Curateur.

Québec, 22 janvier 1895. 403

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Siméon Beauchamp, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 21st day of January, 1895, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 26th January, 1895. 382

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Cyprien Dumouchel, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, by the Honorable Judge Ouimet, in date of the 21st day of January instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
Curators.
Montreal, 22nd January, 1895. 396

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

We, the undersigned, Lefavre & Taschereau, accountants, of the city of Québec, hereby given notice that Octave Vézina, grocer, of the city of Québec, has on the eighteenth day of January, 1895, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court of the district of Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.
388

In re W. H. Childs, baker, An insolvent.
Public notice is hereby given that, by judgment of the Honorable judge F. W. Andrews, dated the 17th day of January instant, I have been appointed curator in this matter.

T. N. CHASSE,
Curator.

Quebec, 22nd January, 1895. 404

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 R. Nadon, Demandeur ;

vs.
 Jules Nadon, marchand de chaussures, de Montréal,
 Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 17e jour de janvier 1895, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 No. 1598, rue Notre-Dame, Montréal. 429
 Montréal, 23 janvier 1895.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 P. Lacroix, Demandeur ;

vs.
 L. G. Thouin, épicier, de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 17e jour de janvier 1895, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
 Montréal, 23 janvier 1895. 431

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Alph. Gareau, sellier en gros, de Montréal,
 Failli ;

et
 Chs. Desmarteau, Curateur.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11e jour de février 1895, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 Montréal, 23 janvier 1895. 433

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 No. 239,

The James Robertson Co'y, (Ltd),
 Demanderesse ;

vs.
 Etienne Boucher, Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au douzième jour de février 1895, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints.
 Sherbrooke, 24 janvier 1895. 421

Dans l'affaire de Noël & Cie., Québec,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 février 1895, après laquelle date ce dividende sera payable.

GEO. DARVEAU,
 Curateur.
 Bureau: 244, rue Saint-Joseph.
 Québec, 26 janvier 1895. 435

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 R. Nadon, Plaintiff ;

vs.
 Jules Nadon, boot and shoe dealer, of Montreal,
 Defendant.

Notice is hereby given that, on the 17th day of January, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.
 No. 1598, Notre Dame street, Montreal. 430
 Montreal, 23rd January, 1895.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 P. Lacroix, Plaintiff ;

vs.
 L. G. Thouin, grocer, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 17th day of January, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.
 Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
 Montreal, 23rd January, 1895. 432

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Alph. Gareau, wholesale saddlery, of Mon-
 treal, Insolvent ;

and
 Chs. Desmarteau, Curator.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 11th day of February, 1895, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.
 Montreal, 23rd January, 1895. 434

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 239.

The James Rebertson Co'y, (Ltd),
 Plaintiff ;

vs.
 Etienne Boucher, Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twelfth day of February, 1895, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators.
 Sherbrooke, 24th January, 1895. 422

In the matter of Noël & Cie., Quebec,
 Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 12th of February, 1895, after which date this dividend will be payable.

GEO. DARVEAU,
 Curator.
 Office: 244, Saint Joseph street.
 Quebec, 26th January, 1895. 436

Province of Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Louis Laberge, M. D., Demandeur;

vs.

J. B. Tremblay, entrepreneur-menuisier, de la ville de Saint Henri, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 19^e jour de janvier 1895, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
 Montréal, 23 janvier 1895. 427

Province of Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de A. J. Dubuc, Saint-Hyacinthe, Failli.

Un deuxième bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9^e jour de février 1895, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau de Lamarche & Olivier, No. 1709, rue Notre-Dame.

AMEDEE LAMARCHE,
 Curateur.

Montréal, 26 janvier 1895. 443

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Louis Laberge, M. D., Plaintiff;

vs.

J. B. Tremblay, contractor-joiner, of the town of Saint Henri, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 19th day of January, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
 Montreal, 23rd January, 1895. 428

Province of Québec, }
 District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
 In the matter of A. J. Dubuc, Saint Hyacinthe, Insolvent.

A second dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 9th day of February, 1895, after which date dividend will be payable at the office of Lamarche & Olivier, No. 1709, Notre Dame street.

AMEDEE LAMARCHE,
 Curator.

Montreal, 26th January, 1895. 444

Règle de Cour

Province of Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No. 57.

Le dix-septième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Présent :—L'honorable M. A. PLAMONDON,
 J. C. S.

La Banque Jacques Cartier, Demanderesse ;
 vs.
 Théophile Ayotte *et al.*, Défendeurs ;
 et

L. P. E. Crépeau, Opposant.

Vu l'insolvabilité alléguée du défendeur Théophile Ayotte, tel que mentionné dans la motion de l'opposant, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur Théophile Ayotte, soient convoqués par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Par ordre,

(Signé) RAINVILLE & LAURIER,
 P. C. S.

(Vraie copie),
 RAINVILLE & LAURIER,
 P. C. S. 447

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont inmé-

Rule of Court

Province of Québec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 57.

The seventeenth day of December, eighteen hundred and ninety-four.

Present :—The Honorable M. A. PLAMONDON,
 J. S. C.

La Banque Jacques Cartier, Plaintiff ;
 vs.
 Théophile Ayotte *et al.*, Defendants ;
 et

L. P. E. Crépeau, Opposant.

Seeing the alleged insolvency of the defendant Théophile Ayotte, as stated in the plaintiff's motion, it is ordered that the creditors of the said defendant Théophile Ayotte, be called by two publications, in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and that they, the said creditors, do file their claims therein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order.

By order,

(Signed) RAINVILLE & LAURIER,
 P. S. C.

(True copy),
 RAINVILLE & LAURIER,
 P. S. C. 448

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed

diatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.
Province de Québec, } NELSON BORIGHT ET
District de Bedford. } GEORGE D. MANSON,
No. 5053. } tous deux du canton de Pot-
ton, dans le district de Bedford, commerçants et
associés, y faisant affaires ensemble comme tels,
sous les nom et raison de Boright et Manson; contre
les meubles et immeubles de ELROY HORNER,
du canton de Potton, dans le district de Bedford,
Défendeur.

La moitié indivise du lot seize, dans le sixième rang des lots, dans le canton de Potton, dans le district de Bedford (arpentage primitif), étant maintenant la moitié indivise des lots numéros sept cent onze et sept cent douze (711-712), du plan du cadastre et livre de renvoi du dit canton de Potton—avec les bâtisses sus-érigées et appartenances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le village de Knowlton et district de Bedford, le CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain (1895), à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de février prochain (1895).

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 23 novembre 1894. 4545-3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.
Province of Quebec, } NELSON BORIGHT AND
District of Bedford. } GEORGE D. MANSON,
No. 5053. } both of the township of Pot-
ton, in the district of Bedford, traders and co-part-
ners there carrying on business together as such
under the firm name and style of "Boright and
Manson"; against the goods and lands of ELROY
HORNER, of the township of Potton, in the dis-
trict of Bedford, Defendant.

The one undivided half of lot sixteen, in the sixth range of lots, in the township of Potton, in the district of Bedford (primitive survey), being now the undivided half of lots numbers seven hundred and eleven and seven hundred and twelve (711-712), of the cadastral plan and book of reference of the said township of Potton—and buildings and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office for the county of Brome, in the village of Knowlton and district of Bedford, on the FIFTH day of FEBRUARY next, (1895), at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the ninth day of February next (1895).

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 23rd November, 1894. 4546
[First published, 1st December, 1894.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } JEAN MAURICE LE-
Province de Québec, } BLANC, de Port-
District de Gaspé, } Daniel, dans le comté de
Comté de Bonaventure, } Bonaventure, dans le dis-
à savoir : No. 688. } trict de Gaspé, marchand,
Demandeur; contre les biens et effets, terres et
tènements de PHILIAS LANGLAIS, ci-devant du
canton de Port-Daniel, dans les comté et district
susdits, maintenant absent aux Etats-Unis, cultivateur,
Défendeur.

Partie du lot No. 10, dans le rang nord du havre de Port-Daniel, dans le canton de Port-Daniel, dans le comté de Bonaventure, ayant un acre de front, plus ou moins, sur la profondeur du dit lot, bornée comme suit : à l'ouest par le Barachois, au nord par Augustin Langlais, au sud par John Roussy, et à l'est ou en arrière par François Xavier Pelletier—avec une maison et grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau du régistrateur de la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, JEUDI, le VINGT-

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } JEAN MAURICE
Province of Quebec, } LEBLANC, of
District of Gaspé, } Port Daniel, in the
County of Bonaventure, } county of Bonaven-
to wit : No. 688. } ture, in the district of
Gaspé, merchant, Plaintiff; against the goods and
chattels, lands and tenements of PHILIAS LAN-
GLAIS, heretofore of the township of Port Daniel,
in the county and district aforesaid, now absent in
the United States, farmer, Defendant.

Part of lot No. 10, in the harbour range north of Port Daniel East, in the township of Port Daniel, in the county of Bonaventure, being one acre, more or less, in front by the depth of the said lot, bounded as follows : to the west by the Barachois, on the north by Augustin Langlais, to the south by John Roussy, and to the east or rear by François Xavier Pelletier—with a house and barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on THURSDAY, the TWENTY-

HUITIEME jour de MARS prochain (1895), à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'avril prochain (1895.)

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New-Carlisle, 26 janvier 1895. 371
[Première publication, 26 janvier 1895.]

EIGHTH day of MARCH ensuing (1895), at the hour of ELEVEN in the forenoon. The said writ returnable on the third day of April next (1895.)

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 26th January, 1895. 372
[First published, 26th January, 1895.]

Ventes par le Shérif—Iberville

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-adjoint, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: **DELLE AGNES ADELINE MARCEAU**, fille majeure et usant de ses droits, du village de Napierville, dans le district d'Iberville. Demanderesse; contre les terres et tenements de **JEAN BAPTISTE SAULNIER**, du même lieu. Défendeur.

Une terre située en la deuxième Grande-Ligne, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, contenant quatre-vingt-cinq arpents et quarante-sept perches en superficie, plus ou moins; bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de la première Grande-Ligne, d'un côté par Amédée Hébert, et d'autre côté par Wilbrod Surprenant, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous les numéros cent quatre-vingts, cent quatre-vingt-un et cent quatre-vingt-trois (Nos. 180, 181 et 183)—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue sujette, quant à cette partie de la dite terre qui est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous les numéros cent quatre-vingts et cent quatre-vingt-trois, à la charge en faveur de Dame Herménégilde Corbière, veuve de feu Joseph Leduc, d'une rente annuelle de cent piastres courant par année, la vie durant de la dite Dame Herménégilde Corbière, mais tant qu'elle gardera viduité seulement, la dite rente payable en mars de chaque année. L'autre partie du dit immeuble connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant le numéro cent quatre-vingt-un, n'étant aucunement affecté au paiement de la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Cyprien, le **DOUZIEME** jour de **FÉVRIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de février prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, P. Q., 23 janvier 1895. 405
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: **JOSEPH LUSSIER, FILS**, No. 112, de la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, Demandeur;

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John, to wit: **MISS AGNES ADELINE MARCEAU**, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, of the village of Napierville, in the district of Iberville. Plaintiff; against the lands and tenements of **JEAN BAPTISTE SAULNIER**, of the same place, Defendant.

A farm situated in the second Grande Ligne, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing eighty-five arpents and forty-seven perches in superficie, more or less; bounded in front by the public road, in depth by the farms of the first Grande Ligne, on one side by Amédée Hébert, and on other side by Wilbrod Surprenant, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the numbers one hundred and eighty, one hundred and eighty-one and one hundred and eighty-three (Nos. 180, 181 and 183)—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold subject, that part of the said farm which is known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the numbers one hundred and eighty and one hundred and eighty-three, to the charge in favour of Dame Herménégilde Corbière, widow of the late Joseph Leduc, of an annual rent of one hundred dollars currency each year, during the lifetime of the said Dame Herménégilde Corbière, but only as long as she will keep widowhood, the said rent payable in March of every year. The other part of the said immoveable known and designated on the said official plan and book of reference as being the number one hundred and eighty-one, not being in any way affected to the payment of the said rent.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid, on the **TWELFTH** day of **FEBRUARY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the nineteenth day of February next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John, P. Q., 23rd January, 1895. 406
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John, to wit: **JOSEPH LUSSIER, FILS**, No. 112, of the parish of Saint-Sébastien, in the district of Iberville, Plaintiff;

contre les terres et tenements de LEON FERLAND et ALEXIS FERLAND, tous deux cultivateurs, de la dite paroisse de Saint-Sébastien, Défendeurs.

Comme appartenant au dit Léon Ferland :

Une terre située au côté ouest du chemin du rang des Dusseault, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, sous le numéro quatorze (No. 14)—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Sébastien susdite, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le cinquième jour de février prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
Saint-Jean, 27 novembre 1894. 4579 3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

MANDAT DU MAIRE.

Saint-Jean, à savoir :) LA VILLE DE SAINT-
No. 426.) JEAN, corps politique
et incorporé ayant son siège d'affaires dans la ville
de Saint-Jean, dans le district d'Iberville. Deman-
deresse ; et la succession de feu NORBERT
OUMET, en son vivant journalier, de la ville de
Saint-Jean susdite, Saïsie.

La partie sud du lot numéro sept cent trente
(No. 730), des plan et livre de renvoi officiels de la
ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville ;
bornée à l'ouest par la rue Saint-Pierre, à l'est par
le numéro sept cent vingt-neuf, au sud par la rue de
la Manufacture de Verre, et au nord par la partie
nord du numéro sept cent trente susdit, et formant
soixante et douze pieds de largeur par cent quarante-
quatre pieds de profondeur—avec une maison et
remise dessus construites.

Pour être vendue en mon bureau, dans le palais
de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le
ONZIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE
heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable
le douzième jour de février prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
Saint-Jean, 27 novembre 1894. 4577-3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir :) N RE PIERRE BENOIT,
No. 110.) voiturier, de la ville
d'Iberville, dans le district d'Iberville, Failli ; et
HENRI LANGELIER, de la ville d'Iberville,
dit district, Curateur.

Comme appartenant au dit failli :

Un lopin de terre situé dans la ville d'Iberville,
dans le district d'Iberville, au côté sud de la rue
Stephenson, connu et désigné sur le plan et dans le
livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville,
sous le numéro cent un (No. 101)—avec deux mai-
sons, une boutique, deux hangars et une grange y
érigées, et contenu dans les bornes suivantes : au
nord par la rue Stephenson, au sud par le lot No.
100, à l'ouest par une rue, et à l'est par un ruisseau
faisant la ligne de division entre le dit lot No. 101
et le lot No. 102, appartenant à Pierre Surprenant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district
d'Iberville, le DIX-HUITIÈME jour de février
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
Saint-Jean, 28 novembre 1894. 4575-3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

against the lands and tenements of LEON FERLAND and ALEXIS FERLAND, both farmers, of the said parish of Saint-Sébastien, Defendants.

As belonging to the said Léon Ferland :

A farm situated at the west side of the road of the
Dusseault range, in the parish of Saint-Sébastien, in
the district of Iberville, known and designated on
the official plan and book of reference of the said
parish of Saint-Sébastien, under the number four-
teen (No. 14)—with a house, barn and other build-
ings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint-Sébastien aforesaid, on the FOURTH
day of FEBRUARY next, at NOON. Said writ
returnable on the fifth day of February next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff,
Saint-Johns, 27th November, 1894. 4580
[First published, 1st December, 1894.]

MAYOR'S WARRANT.

Saint-Johns, to wit :) THE TOWN OF SAINT
No. 426.) JOHNS, a body politic
and incorporated, having its seat of business in the
town of Saint-Johns, in the district of Iberville,
Plaintiff ; and the estate of the late NORBERT
OUMET, in his lifetime laborer, of the town of
Saint-Johns aforesaid, Seized.

The south part of lot number seven hundred and
thirty (No. 730), of the official plan and book of
reference of the town of Saint-Johns, in the district
of Iberville ; bounded at the west by Saint Peter's
street, at the east by the number seven hundred and
twenty-nine, at the south by Glass Factory street,
and at the north by the northern part of the number
seven hundred and thirty aforesaid, and forming
seventy-two feet in width by one hundred and forty-
four feet in depth—with a house and shed thereon
erected.

To be sold in my office, at the court house, in the
town of Saint-Johns aforesaid, on the ELEVENTH
day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock
in the forenoon. Said warrant returnable on the
twelfth day of February next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff,
Saint-Johns, 27th November, 1894. 4578
[First published, 1st December, 1894.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Iberville.

Saint-Johns, to wit :) N RE PIERRE BENOIT,
No. 110.) carriagemaker, of the town
of Iberville, in the district of Iberville, Insolvent ;
and HENRI LANGELIER, of the town of Iber-
ville, said district, Curator.

As belonging to said insolvent :

A piece of ground situated in the town of Iber-
ville, in the district of Iberville, on the south side
of Stephenson street, known and designated on the
official plan and book of reference of the said town
of Iberville, under the number one hundred and one
(No. 101)—with two houses, one work shop, two
storehouses and a barn thereon erected, and con-
tained in the following boundaries : at the north by
Stephenson street, at the south by the lot No. 100,
at the west by a street, and at the east by a creek
making the division line between said lot No. 101
and lot No. 102, belonging to Pierre Surprenant.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint-Athanase, in the district of Iberville,
on the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next,
at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff,
Saint-Johns, 28th November, 1894. 4576
[First published, 1st December, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir :) **LA BANQUE DESAINT-**
 No. 113.) **HYACINTHE**, corps
 politique et incorporé ayant son principal bureau
 d'affaires en la cité et district de Saint-Hyacinthe, et
 ayant aussi une succursale et un bureau d'affaires
 dans la ville et district d'Iberville, Demanderesse ;
 contre les terres et tenements de **ALEXIS FER-**
LAND, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sébas-
 tien, dans le district d'Iberville, Défendeur.

1° Une terre située au côté ouest du chemin du
 rang des Dusseault, en la paroisse de Saint-Sébas-
 tien, dans le district d'Iberville, connue et désignée
 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse
 de Saint-Sébastien, sous le numéro douze (No. 12),
 de la contenance d'environ soixante et dix arpents
 en superficie—avec une maison, grange et autres
 bâtisses y érigées.

2° Une autre terre située au côté ouest du chemin
 du rang des Dusseault, en la dite paroisse de Saint-
 Sébastien, connue et désignée aux plan et livre de
 renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien,
 sous le numéro sept (No. 7), de la contenance de
 soixante et neuf arpents et quarante perches en
 superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y
 érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Saint-Sébastien susdite, le
QUATRIEME jour de **FEBRIER** prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapport-
 table le quinziesme jour de février prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 27 novembre 1894.

[Première publication, 1er décembre 1894.]

Shérif.

4581-3

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit :) **LA BANQUE DE SAINT**
 No. 113.) **HYACINTHE**, a body
 politic and corporated having its principal business
 office in the city and district of Saint Hyacinthe,
 and having also a branch and business office in the
 town and district of Iberville, Plaintiff ; against
 the lands and tenements of **ALEXIS FERLAND**,
 farmer, of the parish of Saint Sébastien, in the dis-
 trict of Iberville, Defendant.

1° A farm situated at the west side of the road of
 the Dusseault range, in the parish of Saint Sébas-
 tien, in the district of Iberville, known and design-
 ated on the official plan and book of reference of the
 said parish of Saint Sébastien, under the number
 twelve (No. 12), containing about seventy arpents
 in superficies—with a house, barn and other build-
 ings thereon erected.

2° Another farm situated at the west side of the
 road of the Dusseault range, in the said parish of
 Saint Sébastien, known and designated on the plan
 and book of reference of the said parish of Saint
 Sébastien, under the number seven (No. 7), con-
 taining sixty-nine arpents and forty perches in
 superficies, more or less—with the buildings thereon
 erected.

To be sold at the parochial church door of the
 parish of Saint Sébastien aforesaid, on the **FOURTH**
 day of **FEBRUARY** next, at **ELEVEN** of the clock
 in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth
 day of February next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 27th November, 1894.

[First published, 1st December, 1894.]

Sheriff.

4582

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HÉRITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes
 personnes ayant à exercer à cet égard des réclama-
 tions que le Régistrateur n'est pas tenu de mention-
 ner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du
 code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le
 présent requises de les faire connaître suivant la loi.
 Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,
 afin de charge, ou autres oppositions à la vente,
 excepté dans les cas de *Venditioni Expositis*, doivent
 être déposées au bureau du soussigné avant les quinze
 jours qui précéderont immédiatement le jour de la
 vente ; les oppositions afin de conserver peuvent
 être déposées en aucun temps dans les six jours
 après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir :) **DAME MARGUERITE**
 No. 2547.) **JEANNOT DIT LACHA-**

PELLE, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche,
 épouse de Eleuther Beaudoin, bourgeois, du
 même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de
 curatrice dûment élu en justice à ce dernier, sou-
 époux, interdit, Demanderesse ; contre **MADAMOISELLE**
MARGUERITE CUSSON DIT DESORMIERS, fille majeure
 et usant de ses droits, de la dite paroisse de Saint-
 Henri de Mascouche, Défenderesse.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Henri
 de Mascouche, connue et désignée aux plan et livre
 de renvoi officiels du cadastre hypothécaire du comté
 de l'Assomption, pour la paroisse de Saint-Henri de
 Mascouche, sous le numéro de-ux cent cinquante et
 un (251) ; la dite terre contenant quatre arpents et
 demi de front sur vingt-cinq arpents de profondeur ;
 tenant d'un bout à la rivière Saint-Jean-Baptiste,
 d'autre bout partie à Charles Jeannotte et partie à
 Avila Huboux dit Deslongchamps, d'un côté à

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
 been seized, and will be sold at the respective times
 and places mentioned below. All persons having
 claims on the same which the registrar is not bound
 to include in his certificate, under article 700 of the
 code of civil procedure of Lower Canada, are hereby
 required to make them known according to law, all
 oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de*
charge, or other oppositions to the sale, except in
cases of Venditioni Expositis, are required to be filed
with the undersigned, at his office, previous to the
fifteen days next preceding the day of sale ; oppo-
sitions afin de conserver may be filed at any time
within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit :) **DAME MARGUERITE**
 No. 2547.) **JEANNOT DIT LACHA-**

PELLE, of the parish of Saint Henri de Mascouche,
 wife of Eleuther Beaudoin, gentleman, of the same
 place, as well personally as in her quality of cura-
 trix duly appointed by law to her said husband
 interdicted, Plaintiff ; against **MISS MARGUE-**
RITE CUSSON DIT DESORMIERS, spinster, of the
 said parish of Saint Henri de Mascouche, Defen-
 dant.

1° A land situate in the parish of **Saint Henri de**
Mascouche, known and designated on the official
 plan and book of reference of the registration cadas-
 tre of the county of l'Assomption, for the parish of
 Saint-Henri de Mascouche, as number two hundred
 and fifty-one (251) ; said land containing four arpents
 and a half in front by twenty-five arpents in depth ;
 bounded at one end by the Saint Jean Baptiste
 river, at the other end partly by Charles Jeannotte
 and partly by Avila Huboux dit Deslongchamps,

Alphonse Daniel, et de l'autre côté à Didace Beauchamp—avec une maison, une grange et autres bâties y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour de février prochain.

A. M. RIVARD, Shérif.
Bureau du Shérif, Joliette, 26 novembre 1894. 4573-3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } WILFRID ROY, hôtelier, No. 2557. } de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, en sa qualité de curateur à la personne et aux biens de Onésime Dupras, interdit, Demandeur ; contre EPHREM HUBOUX dit DESLONGCHAMPS, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

1° La nue propriété de la moitié indivise d'un emplacement sis et situé dans la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche, sous le numéro quatre cent trente-huit (438), contenant en superficie trente-deux perches—avec les bâties y érigées.

2° La nue propriété de la juste moitié indivise d'un lot de terre contigu à celui sus-désigné, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre et paroisse susdits, sous le numéro quatre cent trente-cinq (435), contenant deux arpents en superficie—sans bâtisse.

3° La nue propriété d'une action et un quart dans la compagnie de l'aqueduc du village de Saint-Henri de Mascouche.

4° Un terrain sis et situé en la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la susdite paroisse, sous le numéro quatre cent trente-deux (432), contenant quarante-deux arpents et cinquante perches en superficie—avec bâties y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seiziesme jour de février prochain.

A. M. RIVARD, Shérif.
Bureau du Shérif, Joliette, 3 décembre 1894. 4659-2
[Première publication, 7 décembre 1894.]

Ventes par le Shérif—Montréal.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brief.

PIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH DE REPENTIGNY No. 14373. } GNY ET PIERRE CREVIER.

on one side by Alphonse Daniel, and on the other side by Didace Beauchamp—with a house, barn and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Henri de Mascouche, on the SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth day of February next.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, 26th November, 1894. 4574
[First published, 1st December, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } WILFRID ROY, hotel-keeper, No. 2557. } of the parish of Saint-Henri de Mascouche, in his quality of curator to the person and to the property of Onésime Dupras, interdicted ; against EPHREM HUBOUX dit DESLONGCHAMPS, farmer, of the same place, Defendant.

1° The ownership (*nue propriété*) of the undivided half of a lot situate and being in the parish of Saint-Henri de Mascouche, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint-Henri de Mascouche, as number four hundred and thirty-eight (438), containing in area thirty-two perches—with buildings thereon erected.

2° The ownership (*nue propriété*) of the exact undivided half of a lot of land contiguous to the one hereinabove described, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish aforesaid, as number four hundred and thirty-five (435), containing two arpents in area—without buildings.

3° The ownership (*nue propriété*) of a share and a quarter in the Waterworks Company of the village of Saint-Henri de Mascouche.

4° A lot situate and being in the said parish of Saint-Henri de Mascouche, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number four hundred and thirty-two (432), containing forty-two arpents and fifty perches in area—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Henri de Mascouche, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixteenth day of February next.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Joliette, 3rd December, 1894. 4660
[First published, 7th December, 1894.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *en d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

PIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH DE REPENTIGNY No. 14373. } AND PIERRE CREVIER.

VIER, tous deux de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue, y faisant affaires ensemble en société sous le nom de Repentigny & Crevier, Demandeurs; contre les terres et tenements de HENRI PERREAULT, de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue, dit district, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Ottawa, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro "A", de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Ottawa, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro "B", de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue—avec les bâtisses dessus construites.

3° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro "C", de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue—avec les bâtisses dessus construites.

4° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro treize (13), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

5° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro dix-neuf (19), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

6° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt (20), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

7° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-cinq (25), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

8° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six (26), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

9° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Fifth Avenue, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trente-un (31), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

both of the parish of Sainte Anne de Bellevue, carrying on business there together in partnership under the style and firm of Repentigny & Crevier, Plaintiffs; against the lands and tenements of HENRI PERREAULT, of the parish of Sainte Anne de Bellevue, district aforesaid, Defendant.

1° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Ottawa street, known and designated as lot number "A" of the subdivision of lot number two hundred and five (No. 205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue—with the buildings thereon erected.

2° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Ottawa street, known and designated as number "B," of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue—with the buildings thereon erected.

3° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, said lot of land known and designated as number "C", of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue—with the buildings thereon erected.

4° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, said lot of land known and designated as being lot number thirteen (13), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue.

5° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, said lot of land being known and designated as number nineteen (19), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue.

6° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, said lot being known and designated as number twenty (20), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue.

7° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, known and designated as number twenty-five (25), of the subdivision of lot number two hundred and five (No. 205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue.

8° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, said lot of land known and designated as lot number twenty-six (26), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue.

9° A lot of land situate and being in the village of Sainte Anne de Bellevue, now the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Fifth Avenue, said lot of land known and designated as number thirty-one (31), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Anne de Bellevue.

huit (28), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

20° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Adams, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-neuf (29), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

21° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Adams, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trente (30), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

22° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Church, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trente-six (36), de la subdivision du lot numéro deux cent cinq (205), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

23° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Ottawa, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro "A", de la subdivision du lot numéro deux cent six (206), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

24° Un lot de terre sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Ottawa, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro "B", de la subdivision du lot numéro deux cent six (206), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

25° Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village de Sainte-Anne de Bellevue, maintenant la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal; borné en front par la rue Ottawa, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent un (201), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Anne de Bellevue.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'avril prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Montréal, 23 janvier, 1895. 393

[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir:) DAME ALEXANDRA
No. 2608.) LEFANG, épouse séparée

de biens de Hornidas Roy, médecin, autrefois du village de Dorval, district de Montréal, et maintenant de la ville de Lowell, dans l'Etat du Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Hornidas Roy, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demandeurs; contre les terres et tenements de MICHEL VALOIS, autrefois cultivateur, de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, et maintenant hôtelier, du village Dorion, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un terrain sis et situé dans la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, formé du lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, sous les numéros cent trente-cinq, cent trente-six et seize cent six (Nos. 135, 136

number two hundred and five (No. 205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

20° A lot of land situate and being in the village of Sainte-Anne de Bellevue, now the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Adams street, known and designated as number twenty-nine (29), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

21° A lot of land situate and being in the village of Sainte-Anne de Bellevue, now the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Adams street, said lot of land known and designated as number thirty (30), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

22° A lot of land situate and being in the village of Sainte-Anne de Bellevue, now the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Church street, said lot of land known and designated as being lot number thirty-six (36), of the subdivision of lot number two hundred and five (205), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

23° A lot of land situate and being in the village of Sainte-Anne de Bellevue, now the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Ottawa street, said lot of land being known and designated as number "A", of the subdivision of lot number two hundred and six (206), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

24° A lot of land situate and being in the village of Sainte-Anne de Bellevue, now the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Ottawa street, said lot being known and designated as number "B", of the subdivision of lot number two hundred and six (206), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

25° A lot of land situate and being in the village of Sainte-Anne de Bellevue, now the town of Sainte-Anne de Bellevue, district of Montreal; bounded in front by Ottawa street, known and designated as lot number two hundred and one (No. 201), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte-Anne de Bellevue.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Anne de Bellevue, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of April next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Montréal, 23rd January, 1895. 394

[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit:) DAME ALEXANDRA LE-
No. 2608.) TANG, wife separated as

to property of Hornidas Roy, physician, formerly of the village of Dorval, district of Montreal, now of the town of Lowell, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, and the said Hornidas Roy, in so far as may be needed to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiffs; against the lands and tenements of MICHEL VALOIS, formerly farmer, of the parish of Saint-Michel de Vaudreuil, and now hotel-keeper of the village of Dorion, in the district of Montreal, Defendant.

A lot situate and being in the parish of Saint-Michel de Vaudreuil, county of Vaudreuil, made up of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Michel de Vaudreuil, as numbers one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six

et 1606), contenant environ cent vingt arpents en superficie, plus ou moins; borné en front par une des branches de la rivière Ottawa, en arrière par le chemin public de la Côte Double—avec maison et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'avril prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.

Montréal, 23 janvier 1895. 391

[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et siège d'affaires en les cité et district de Québec, mais ayant aussi un bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME HORMIDAS MASSE, épouse séparée quant aux biens de Ulric Boudreau, boucher, et le dit Ulric Boudreau, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et ALPHONSE IMBLEAU, marchand, et ayant fait affaires comme marchand de fer avec André Leroux, fils, de la cité et district de Montréal, sous les nom et raison de Imbleau, Leroux & Cie, tous des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant à la dite Dame Hormidas Massé, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1° Un lot de terre situé sur le niveau de la rue Richmond, dans la dite cité de Montréal, district de Montréal, et connu comme étant le lot numéro quatre cent vingt-neuf (429), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

2° Un lot de terre situé sur le niveau de la rue Aqueduc, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro douze cent quarante-trois (No. 1243), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal—avec une maison et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour d'avril prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député shérif.

Montréal, 23 janvier 1895. 411

[Première publication, 26 janvier 1895.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } L'HONORABLE HONORE NO. 2505. } LOMER MERCIER, LOMER GOUIN ET RODOLPHE LEMIEUX, tous trois des cité et district de Montréal, avocats et y pratiquant ensemble en société sous le nom de Mercier, Gouin & Lemieux, Demandeurs, contre les terres et tenements de PIERRE ARCHAMBAULT, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal, Défendeur.

Les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexé au bref:

5° Un autre lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-François de Sales, district de Montréal, sous le numéro cent trente-neuf (139), contenant trois perches et six pieds de largeur sur vingt arpents de profondeur; tenant devant à un nommé Vaillancour ou représentants, derrière à Toussaint Charbonneau, au nord-est à Pierre Archambault, et au sud-ouest à Joseph Paré.

and sixteen hundred and six (Nos. 135, 136 and 1606), containing about one hundred and twenty arpents in area, more or less; bounded in front by one of the branches of the Ottawa river, in rear by the public road of the Côte Double—with house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of April next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Montreal, 23rd January, 1895. 392

[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA BANQUE NATIONALE, body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Québec, but having also a branch of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME HORMIDAS MASSE, wife separated as to property of Ulric Boudreau, butcher, and the said Ulric Boudreau, to authorize his said wife for the purposes hereof, and ALPHONSE IMBLEAU, merchant, and having carried on business as hardware dealer with André Leroux, junior, of the city and district of Montreal, under the style and firm of Imbleau, Leroux & Co., all of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said Dame Hormidas Massé, one of the said defendants, the following immovable property, to wit:

1° A lot of land situate and being on the alignment of Richmond street, in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated as number four hundred and twenty-nine (429), on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, in the city of Montreal—with house and other buildings thereon erected.

2° A lot of land situate on the alignment of Aqueduct street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number twelve hundred and forty-three (No. 1243), on the official plan and book of reference of Sainte Anne's ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of April next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Montreal, 23rd January, 1895. 412

[First published, 26th January, 1895.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } L'HONORABLE HONORE NO. 2505. } LOMER MERCIER, LOMER GOUIN AND RODOLPHE LEMIEUX, all three of the city and district of Montreal, advocates and practising there altogether in copartnership under the style of Mercier, Gouin & Lemieux, Plaintiffs; against the lands and tenements of PIERRE ARCHAMBAULT, of the parish of Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal, Defendant.

The lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A to the writ annexed:

5° Another lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Saint François de Sales, in the district of Montreal, as number one hundred and thirty-nine (139), containing three perches and six feet in width by twenty arpents in depth; bounded in front by one Vaillancour or representatives, in rear by Toussaint Charbonneau, on the north east by Pierre Archambault, and on the south west by Joseph Paré.

6° Un autre lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-François de Sales, dans le district de Montréal, sous le numéro cent quarante (140), contenant tout ce qu'il y a dans les limites suivantes : tenant devant au sud-est à Martin Charbonneau et à Pierre Rocan dit Bastien, derrière au nord-ouest au lot numéro cent quarante et un (141), de la même paroisse, et des deux côtés à dit Pierre Archambault.

7° Un autre lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-François de Sales, dans le district de Montréal, sous le numéro cent quarante-quatre (144) ; borné en front par le numéro cent quarante-trois (143), en profondeur par la ligne limitative de la paroisse de Saint-François de Sales, à l'est par le numéro cent quarante (140), à l'ouest par le numéro cent quarante cinq (145), contenant trente-quatre arpents, douze perches et cent soixante et deux pieds en superficie. Les cinq derniers lots forment une seule et même exploitation avec les bâtis qui se trouvent érigés sur quelques-uns des susdits cinq derniers lots qui forment une terre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François de Sales, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de février prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 16 janvier 1895. 321-2
[Première publication, 19 janvier 1895.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME AGNES CLARK, No. 1634. } de la paroisse de Saint-Zotique, district de Montréal, veuve de Séraphin Sauvé, en son vivant aussi du même lieu, et en sa qualité d'exécutrice testamentaire et de légataire universelle de ce dernier. Demanderesse ; contre les terres et tenements de EUCHER BERIAULT, de la paroisse de Saint-Zotique, district de Montréal, Défendeur.

1° Une terre sise et située dans la concession Saint-Thomas, dans la paroisse Saint-Zotique, dans le comté de Soulanges, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Zotique, sous le numéro sept cent trente-huit (No. 738), contenant trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public de la dite concession Saint-Thomas—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

2° Une autre terre sise et située au même lieu, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Zotique, sous le numéro sept cent trente-neuf (No. 739), contenant en superficie cinquante-deux arpents et quatre-vingts perches, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public de la concession Saint-Thomas.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zotique, le SEPTIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour de mars prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 26 décembre 1894. 4971-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MEDEE GABOURY, No. 746. } médecin, de Saint-Martin, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAVID GAUTHIER, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Martin, dans le district de Montréal, faisant front sur la côte Saint-Elzéar, connue et désignée sous le numéro

6° Another lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Saint François de Sales, in the district of Montreal, as number one hundred and forty (140), containing all that is within the following limits : bounded in front to the south east by Martin Charbonneau and by Pierre Rocan dit Bastien, in rear to the north west by lot number one hundred and forty-one (141), of the same parish, and on both sides by the said Pierre Archambault.

7° Another lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Saint François de Sales, in the district of Montreal, as number one hundred and forty-four (144) ; bounded in front by number one hundred and forty-three (143), in rear by the boundary line of the parish of Saint François de Sales, on the east by number one hundred and forty (140), on the west by number one hundred and forty-five (145), containing thirty-four arpents, twelve perches and one hundred and sixty-two feet in area. The last five lots form one and the same lot with the buildings thereon erected on some of the said lots which form a land.

To be sold at the parochial door of the parish of Saint François de Sales, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of February next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 16th January, 1895. 322
[First published, 19th January, 1895.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME AGNES CLARK, of No. 1634. } the parish of Saint Zotique, district of Montreal, widow of Séraphin Sauvé, in his lifetime also of the same place, and in her quality of testamentary executrix and universal legatee of the latter, Plaintiff ; against the lands and tenements of EUCHER BERIAULT, of the parish of Saint Zotique, district of Montreal, Defendant.

1° A land situate and being in the Saint Thomas concession, in the parish of Saint Zotique, in the county of Soulanges, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Zotique, as number seven hundred and thirty-eight (No. 738), containing three arpents in front by fifteen arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public road of the said Saint Thomas concession—with house and outbuildings thereon erected.

2° Another land situate and being at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Zotique, as number seven hundred and thirty-nine (No. 739), containing in area fifty-two arpents and eighty perches, more or less ; bounded in front by the public road of the Saint Thomas concession.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Zotique, on the SEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of March next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 26th December, 1894. 4972
[First published, 29th December, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } MEDEE GABOURY, physician, of Saint Martin, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAVID GAUTHIER, of the city and district of Montreal, Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint Martin, in the district of Montreal, fronting on Côte Saint Elzéar, known and designated as number six hun-

six cent quatorze, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Martin—avec maison, granges et autres bâties dessus construites.

2° Un emplacement situé en la paroisse du Saint-Enfant Jésus, dans le district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro soixante (60), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison à deux étages et écurie.

Pour être vendus comme suit: paragraphe No. 1, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et le paragraphe No. 2, en mon bureau, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de février prochain.

La publication du 1er décembre est nulle.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 5 décembre 1894. 4587-3
[Première publication, 7 décembre 1894.]

FIERI FACIAS.

Court de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir: **OVIDE DUFRESNE, Jnr.**, No. 12572, de la ville de Longueuil, et **CANDIDE DUFRESNE**, de la cité de Montréal, marchands de bois, tous deux du district de Montréal, y faisant affaires en société en la dite cité de Montréal, sous le nom de O. Dufresne, Jnr. & Frère, Demandeurs; contre les terres et tenements de **THOMAS RIDGEDALE**, agent, de la paroisse de Saint-Lambert, dit district, Défendeur.

1° Un certain lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-six (126), de la subdivision du lot numéro deux cent cinquante-huit (258), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal; le dit lot de terre borné en front par l'avenue Stanley.

2° Deux certains lots de terre situés dans la paroisse de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros cent soixante et un (161) et cent soixante et deux (162), de la subdivision du lot numéro deux cent cinquante-neuf (259), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal; les dits lots bornés en front par la rue connue sous le nom de "Second Street", et ne formant qu'une seule et même exploitation—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de février prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 28 novembre 1894. 4583-3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

Ventes par le Shérif—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immé-

dred and fourteen, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Martin—with house, barn and outbuildings thereon erected.

2° A lot situate in the parish of Saint-Enfant Jesus, in the district of Montreal; bounded in front by Saint Lawrence street, known and designated as number sixty (60), on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint-Louis—with a two story house and stable.

To be sold as follows: paragraph No. 1, at the church door of the parish of Saint Martin, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon; and paragraph No. 2, at my office, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable the ninth day of February next.

The publication of the 1st December is null.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th December, 1894. 4588
[First published, 7th December, 1894.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montréal, to wit: **OVIDE DUFRESNE, Jnr.**, No. 12572, of the town of Longueuil, and **CANDIDE DUFRESNE**, of the city of Montreal, lumber merchants, both of the district of Montreal, carrying on business there in the said city of Montreal, under the firm of O. Dufresne, Jnr. & Brother, Plaintiffs; against the lands and tenements of **THOMAS RIDGEDALE**, agent, of the parish of Saint-Lambert, said district, Defendant.

1° A certain lot of land situate in the parish of Saint-Lambert, in the district of Montreal, known and designated as being lot number one hundred and twenty-six (126), of the subdivision of lot number two hundred and fifty-eight (258), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the district of Montreal; said lot of land bounded in front by Stanley avenue.

2° Two certain lots of land situate in the parish of Saint-Lambert, in the district of Montreal, known and designated as being lots numbers one hundred and sixty-one (161) and one hundred and sixty-two (162), of the subdivision of lot number two hundred and fifty-nine (259), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the district of Montreal; said lots being bounded in front by the street known as Second Street, and forming one and the same lot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of February next.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 28th November, 1894. 4584
[First published, 1st December, 1894.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may

diatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No. 2849. } **L** contre **JOSEPH BENJAMIN TRUDEL**, des cité et district de Québec, à savoir :

Le lot numéro soixante et trois (63), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue du Prince-Edouard, et borné au nord-est par le lot numéro soixante et deux, et au sud-ouest par la rue Gosford.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le huitième jour d'avril prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 janvier 1895. 423
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **EDOUARD LEMIEUX**, du
No. 1663. } **E** village de Bienville, marchand ; contre **PHILOMÈNE NAULIN**, du village de Bienville, veuve de Magloire Bégin, en son vivant du même lieu, charpentier, et la dite Philomène Naulin, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Magloire Bégin, à savoir :

Le lot numéro cent cinquante cinq (No. 155), du cadastre officiel pour le village de Bienville, étant un lot de terre situé sur le vieux chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 24 janvier 1895. 425
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No. 2108. } **L** contre **JOSEPH LECLERC**, des cité et district de Québec, charretier, à savoir :

Le lot numéro neuf cent soixante et dix (970), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Bagot et Victoria—avec bâtisses. A la charge d'une rente annuelle de dix piastres, en faveur de R. P. Boisseau et G. N. Boisseau.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **DEUXIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le cinquième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 27 décembre 1894. 4975-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **RAYMOND BILODEAU**, de
No. 3844. } **R** la ville de Lévis, menuisier ; contre **GEDEON LAFLEUR**, en sa qualité d'exécuteur testamentaire et administrateur de la succession de feu G. B. Lafleur, son père, de la ville de Lévis, à savoir :

Le lot numéro cinq cent cinquante-trois (553), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé coin des rues Côte du Passage et Wolfe—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; à la charge d'une rente foncière constituée de deux

be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ; vs.
No. 2849. } **JOSEPH BENJAMIN TRUDEL**, of the city and district of Quebec, to wit :

Lot number sixty-three (No. 63), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a ground situate on Prince Edward street ; and bounded on the north east by lot number sixty-two, and on the south west by Gosford street.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **TWENTY-NINTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the eighth day of April next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 24th January, 1895. 424
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **EDOUARD LEMIEUX**, of the
No. 1663. } **E** village of Bienville, merchant ; against **PHILOMÈNE NAULIN**, of the village of Bienville, widow of Magloire Bégin, in his lifetime of the same place, carpenter, and the said Philomène Naulin, in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said Magloire Bégin, to wit :

Lot number one hundred and fifty-five (No. 155), of the official cadastre for the village of Bienville, being a lot of land situate on the old public road — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Levis, on the **TWENTY-NINTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 24 January, 1895. 426
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 2108. } **L** against **JOSEPH LECLERC**, of the city and district of Quebec, carter, to wit :

Lot number nine hundred and seventy (970), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on the corner of Bagot and Victoria streets—with buildings. Subject to an annual rent of ten dollars, payable to the Messrs R. P. and G. N. Boisseau.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **SECOND** day of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifth day of March next.

J. B. AMYOT.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 27th December, 1894. 4976
[First published, 29th December, 1894.]

FIERI FACIAS

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **RAYMOND BILODEAU**, of
No. 3844. } **R** the town of Lévis, joiner ; against **GEDEON LAFLEUR**, in his quality of testamentary executor and administrator of the late G. B. Lafleur, his father, of the town of Lévis, to wit :

Lot number five hundred and fifty-three (553), of the official cadastre for Notre Dame ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on the corner of La Côte du Passage and Wolfe street— with buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge of a constituted

piastres, payable annuellement le premier novembre à l'honorable Edouard Rémillard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le sixième jour de février prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 29 novembre 1894. 4597-3
[Première publication, 1er décembre 1894.]

VENTITIONI EXPONAS.

Québec, à savoir : **M**ARIE LOUISE MALVINA PAGEAU, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, veuve de Edouard Angers ; contre EDOUARD JEREMIE ANGERS, de la cité de Québec, écuyer, notaire, à savoir :

Le lot numéro mille quatre cent soixante-neuf (1469), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Joseph—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de vingt et une piastres et soixante-quinze centimes (\$21.75), payable à l'honorable J. G. Bossé, le vingt-neuvième jour de septembre, et sujet aussi à la rente mentionnée en la jugement maintenant opposition afin de charge de Sa Majesté.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le PREMIER jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatrième jour de février prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 janvier 1895. 209-2
[Première publication, 12 janvier 1895.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître avant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signe avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Breff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District of Saguenay.

Malbaie, à savoir : **I**SRAEL DUFOUR, cultivateur, de Saint-Pierre, de Saint-Pierre et Saint-Paul, dite Baie Saint-Paul ; contre ELIE TREMBLAY, fils de feu Elie, cultivateur, et DAME SCHOLASTIQUE MIVILLE DECHENE, veuve de Hermel Tremblay, tous deux de la paroisse de Bonsecours dite les Eboulements, à savoir :

Comme appartenant au défendeur, Elie Tremblay. La nue propriété d'un certain terrain situé aux Eboulements, rang premier, de cinq perches de front environ sur dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins ; borné en front, au nord, à Jules Clément, au sud à la Cime des Caps à Cléophe Côté, à l'est à Jules Clément, et à l'ouest à Cléophe Côté ou ses représentants, étant les deux tiers nord d'un lot numéro deux cent soixante et quatorze (274), du cadastre officiel de la paroisse des Eboulements, à l'usage de l'usufruit viager du dit terrain, appartenant

rent of two dollars, payable on the first of November of every year, to the Honorable Edouard Rémillard.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixth day of February next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 29th November, 1894. 4598
[First published, 1st December, 1894.]

VENTITIONI EXPONAS.

Quebec, to wit : **M**ARIE LOUISE MALVINA PAGEAU, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, widow of Edouard Angers ; against EDOUARD JEREMIE ANGERS, of the city of Québec, esquire, notary, to wit :

The lot number one thousand four hundred and sixty-nine (No. 1469), of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on Saint Joseph street—with buildings ; subject to the charge of a constituted yearly rent of twenty-one dollars and seventy-five cents (\$21.75), payable on the twenty-ninth day of September, to the Honorable J. G. Bossé, and also subject to the rent mentioned in the judgment maintaining Her Majesty's opposition to secure charges.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FIRST day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of February next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 10th January, 1895. 210
[First published, 12th January, 1895.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : **I**SRAEL DUFOUR, farmer, of Saint Pierre and Saint-Paul, called Baie Saint Paul ; against ELIE TREMBLAY, son of the late Elie, farmer, and DAME SCHOLASTIQUE MIVILLE DECHENE, widow of Hermel Tremblay, both of the parish of Bonsecours called Les Eboulements, to wit :

As belonging to the defendant, Elie Tremblay. The sole property (*nue propriété*) of a certain lot of land situate at Les Eboulements, first range, of five perches in front or thereabouts by eighteen arpents in depth, more or less ; bounded in front to the north by Jules Clément, on the south on the Cime des Caps by Cléophe Côté, on the east by Jules Clément, and on the west by Cléophe Côté or his representatives, being the north east two thirds of lot number two hundred and seventy-four (274), of the official cadastre of the parish of Les Eboulements.

nant à la défenderesse, Dame Scholastique Miville Déchène, en vertu du testament de son mari feu Pierre Elie Tremblay, en son vivant de la dite paroisse des Eboulements, et reçu sous forme authentique, le trois juillet mil huit cent cinquante-quatre, par acte devant Mtre L. Lavoie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse des Eboulements, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'avril prochain.

P. H. CIMON, Shérif.
Bureau du Shérif, Malbaie, 16 janvier 1895. 375
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Chicoutimi.

Malbaie, à savoir : } JOSEPH AIME GRA-
No. 185. } VELLE, marchand, de
Bagotville; contre THADEE GIRARD, de la
paroisse de Saint-Alphonse, cultivateur, à savoir :

1° Le lot numéro sept, du rang ouest du canton Bergeronnes, contenant environ cent acres de terre en superficie; borné au sud par Epiphane Lessard, au nord par le lot numéro huit, à l'ouest par la rivière à Bossois, à l'est par la rivière à Beaulieu—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro huit, du dit rang ouest du canton Bergeronnes, contenant environ cinquante acres de terre en superficie; borné au nord par le lot numéro neuf, au sud par le lot sept, à l'ouest par la rivière à Bossois, à l'est au lac à Beaulieu—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour le comté de Saguenay, à Sainte-Croix de Tadoussac, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'avril prochain.

P. H. CIMON, Shérif.
Bureau du Shérif, Malbaie, 24 décembre 1894. 4955 2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

ments, as also the life usufruct of the said lot, belonging to the defendant Dame Scholastique Miville Déchène, in virtue of the last will and testament of her husband the late Pierre Elie Tremblay, in his lifetime of the said parish of Les Eboulements, made in authentic form on the third of July, one thousand eight hundred and fifty four, before Mtre L. Lavoie.

To be sold at the church door of the parish of Les Eboulements, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of April next.

P. H. CIMON, Sheriff.
Sheriff's Office, Malbaie, 16th January, 1895. 376
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Chicoutimi.

Malbaie, to wit : } JOSEPH AIME GRAVELLE,
No. 185. } merchant, of Bagotville;
against THADEE GIRARD, of the parish of Saint
Alphonse, farmer, to wit :

1° Lot number seven, of the west range of township Bergeronnes, containing about one hundred acres of land in area; bounded on the south by Epiphane Lessard, on the north by lot number eight, on the west by the river à Bossois, and on the east by river à Beaulieu—with buildings, circumstances and dependencies.

2° Lot number eight, of the west range of township Bergeronnes, containing about fifty acres of land in area; bounded on the north by lot number nine, on the south by lot number seven, on the west by river à Bossois, on the east by lake à Beaulieu—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Saguenay, at Sainte Croix de Tadoussac, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the second day of April next.

P. H. CIMON, Sheriff.
Sheriff's Office, Malbaie, 24th December, 1894. 4956
[First published, 29th December, 1894.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } JOSEPH AZARIE
No. 594. } ARCHAMBAULT,
de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, notaire public, Demandeur; contre les terres et tenements de NAPOLEON P. DION, du canton d'Orford, dans le dit district de Saint-François, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Ces certains lots ou morceaux de terre sis et situés dans le canton d'Orford, dans le dit district, connus et désignés comme :

Sheriff's Sales—St-François

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next proceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } JOSEPH AZARIE,
No. 594. } ARCHAMBAULT, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, notary public, Plaintiff; against the lands and tenements of NAPOLEON P. DION, of the township of Orford, in the said district of Saint Francis, farmer, Defendant, to wit :

Those certain lots or pieces of land situate and being in the township of Orford, in the said district, known and designated as :

1° La moitié est du lot numéro dix, dans le quatrième rang du dit canton, et contenant cent acres de terre, plus ou moins.

2° Cette partie du lot numéro dix, dans le quatrième rang du dit canton, et contenant environ dix acres de terre, plus ou moins; borné vers le nord-est par Henri R. Dufresne ou représentants, vers le sud par Shaw Jamieson ou représentants, vers l'est par John Connolly, et vers l'ouest par le chemin de la Reine.

3° Les cent cinquante acres sud, plus ou moins, ou les trois quarts sud du lot numéro neuf, dans le quatrième rang du dit canton d'Orford—avec toutes les bâtisses dessus construites et améliorations faites.

Les dits trois morceaux de terre pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district, le TRENTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour d'avril prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 janvier 1895. 407
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond, à Richmond.

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE DES
No. 583. } CANTONS DE

L'EST, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et une succursale dans la ville de Richmond, dans le susdit district, Demanderesse; contre les terres et tenements de JAMES ROSS, ci-devant du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, et maintenant absent, aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

Un certain morceau de terre formant partie du lot numéro six, dans le douzième rang du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, situé du nord-est du chemin de la Reine, contenant trente acres et deux vergées en superficie, sauf et excepté un demi-acre réservé dans l'acte de vente de James Goodhue, fils, à David W. Potter, sauf et excepté aussi la partie vendue par le dit Potter à un nommé Lewis Nelson, contenant environ un acre et demi de terre—avec les bâtisses sus-érigées. Le dit morceau de terre en premier lieu mentionné maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre et livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme lots numéros huit cent soixante et onze (No. 871), huit cent soixante et douze (No. 872) et partie du lot numéro huit cent soixante et treize (No. 873)—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mai prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 janvier 1895. 409
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } LA CORPORATION
No. 513. } DE LA CITE DE

SHERBROOKE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse; contre les terres et tenements de SAMUEL E. EASTMURE, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant absent de la province de Québec, dans des lieux inconnus, Défendeur, à savoir :

1° The east half of lot number ten, in the fourth range of the said township, and containing one hundred acres in area, more or less.

2° That part of lot number ten, in the fourth range of the said township, and containing about ten acres of land, more or less; bounded on the north east by Henri R. Dufresne or representatives, on the south by Shaw Jamieson or representatives, on the east by John Connolly, and on the west by the Queen's highway.

3° The south hundred and fifty acres, more or less, or the south three quarters of lot number nine, in the fourth range of the said township of Orford—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

Said three pieces of land to be sold in one single lot.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, in the said district, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of April next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd January, 1895. 408
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Richmond, at Richmond.

Saint Francis, to wit : } THE EASTERN TOWN-
No. 583. } SHIPS BANK, a body

politic and corporate, having its chief office and principal place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and a branch office in the town of Richmond, in the aforementioned district, Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES ROSS, heretofore of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, and now absent, in the United States of America, Defendant, to wit :

That certain piece or parcel of land forming part of the lot number six, in the twelfth range of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, lying on the north easterly side of the Queen's highway, containing thirty acres and two roods in superficies, save and except one half-acre reserved in the deed of sale from James Goodhue, the younger, to David W. Potter, save and except also the portion by said Potter sold to one Lewis Nelson, containing about one and one half acre of land—with the buildings thereon. The said piece or parcel of land first mentioned now known and distinguished on the cadastral plan and book of reference of the said township of Windsor, as lots numbers eight hundred and seventy-one (No. 871), eight hundred and seventy-two (No. 872) and part of lot number eight hundred and seventy-three (No. 873)—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the said district, on the TWENTYNINTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of May next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd January, 1895. 410
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } THE CORPORATION
No. 513. } OF THE CITY OF

SHERBROOKE, a body corporate and politic, having its chief office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against the lands and tenements of SAMUEL E. EASTMURE, heretofore of the city and district of Montréal, now absent from the province of Québec, in parts unknown, Defendant, to wit :

Ces lots ou morceaux de terre sis et situés dans le quartier nord, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et décrits comme suit :

1^o Lot numéro quatre cent vingt (No. 420), du plan du cadastre et livre de renvoi pour le dit quartier nord, de la cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Québec—avec les appartenances y appartenant.

2^o Lot numéro quatre cent vingt et un (No. 421), des dits plan de cadastre et livre de renvoi pour le dit quartier nord, de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue London—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus dans mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, le CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente unième jour de mai prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 24 décembre 1894. 4941-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir :) D A N S l'affaire de
No. 245.) JEAN EVANGELISTE PLAMONDON, du canton de Wotton, district de Saint-François, insolvable ; et JOSEPH PIERRE ROYER et ROBERT R. BURRAGE, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, curateurs conjoints.

Saisis comme appartenant au dit insolvable :

1^o Le lot numéro huit, dans le quatrième rang du canton de Wotton, district de Saint-François, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

2^o Le lot numéro neuf, dans le quatrième rang du dit canton de Wotton, contenant cinquante acres, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

3^o Les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre, dans le quatrième rang du dit canton de Wotton, contenant cinquante acres chacun—avec bâtisses dessus érigées.

4^o Le lot numéro trente et un, dans le quatrième rang du dit canton de Wotton, contenant cinquante acres, plus ou moins ; sauf les emplacements de Damase Charland, dont l'un de trois quarts d'arpent de profondeur sur un demi-arpent de largeur, et l'autre de quarante-deux pieds de largeur sur trois quarts d'arpent de profondeur, sauf aussi les droits de De La Broquerie Taché, sur un emplacement de quatre-vingt-seize pieds anglais de front, sur cent trente-quatre pieds de profondeur, voisin au sud-est des emplacements de Damase Charland. Ce dernier emplacement de quatre-vingt-seize pieds anglais, sur cent trente-quatre pieds de profondeur, appartient à De La Broquerie Taché, par un bail emphytéotique de dix ans à partir du premier de mai mil huit cent quatre-vingt-onze, à raison de huit piastres par année, payables le premier novembre de chaque année ; Monsieur Taché a le privilège d'acheter l'emplacement à raison de cent piastres comptant en aucun temps pendant la durée de son bail ; Monsieur Taché a de plus à l'expiration de son bail, s'il le désire et demande le droit de renouveler son bail pour une autre période de dix ans aux mêmes conditions. Il a le droit de discontinuer son bail en donnant un avis d'au moins trois mois avant l'expiration de l'année alors écoulée, et dans ce cas il aura le droit d'enlever en tout temps après les trois mois écoulés toutes les constructions, engins, etc. ; mais pour remettre le terrain en bon état de culture si le locateur le désire. Ce bail a été passé devant Jacques Picard, N. P., le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-onze et enregistré le dix de décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, sous le numéro cinquante-neuf, volume quatorze, registre B.

Those certain lots or parcels of land situate and being in north ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and described as follows :

1^o The lot number four hundred and twenty (No. 420), on the cadastral plan and book of reference for the said north ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Quebec street—with the appurtenances thereunto belonging.

2^o The lot number four hundred and twenty-one (No. 421), on the said cadastral plan and book of reference for the said north ward, of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by London street—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, in the said district of Saint Francis, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of May next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 24th December, 1894. 4942
[First published, 29th December, 1894.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit :) I N the matter of JEAN
No. 245.) EVANGELISTE PLAMONDON, of the township Wotton, district of Saint Francis, insolvent ; and JOSEPH PIERRE ROYER and ROBERT R. BURRAGE, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, joint curators.

Seized as belonging to the said insolvent :

1^o Lot number eight, in the fourth range of the township Wotton, district of Saint Francis, containing fifty acres of land, more or less—with buildings thereon erected.

2^o Lot number nine, in the fourth range of the said township Wotton, containing fifty acres of land, more or less—with buildings thereon erected.

3^o Lots numbers twenty-three and twenty-four, in the fourth range of the said township of Wotton, containing fifty acres each—with buildings thereon erected.

4^o Lot number thirty-one, in the fourth range of the said township Wotton, containing fifty acres, more or less ; saving the lots of Damase Charland, one of which is three quarters of an arpent in depth, by a half arpent in width, and the other forty-two feet in width by three quarters of an arpent in depth, reserving also the rights of De La Broquerie Taché, on a lot of ninety-six english feet in front by one hundred and thirty-four feet in depth, adjoining on the south east the lots of Damase Charland. This last lot of ninety-six english feet by one hundred and thirty-four feet in depth, belong to De La Broquerie Taché, by an emphyteutic lease of ten years from the first of May, one thousand eight hundred ninety-one, and eight dollars a year, payable on the first of November of every year ; Mr. Taché has the privilege of purchasing the lot for one hundred dollars cash at any time during his lease ; Mr. Taché has also, at the expiration of his lease, if he desires and demands it, the right to renew his lease for another period of ten years on the same terms. He has the right to terminate his lease on giving a notice of at least three months before the expiration of the year then elapsed, and in this case he has the right to take away at any time after the expiration of the three months all buildings, engines, etc. ; but he must put the lot in a good state of cultivation if the lessor desires it. This lease was passed before Jacques Picard, N. P., on the twenty-ninth of July, one thousand eight hundred and ninety-one, and registered on the tenth of December, one thousand eight hundred and ninety-four, at the registry office of the county of Wolfe, at South Ham, under number fifty-nine, volume fourteen, register B.

5° Le lot numéro vingt-trois, dans le cinquième rang du canton de Wotton, district de Saint-François, contenant cinquante acres, plus ou moins.

6° La moitié nord-ouest du lot numéro vingt-quatre, dans le cinquième rang du dit canton de Wotton, contenant vingt-cinq acres, plus ou moins; l'autre moitié appartient à J. A. Plamondon, le lot est partagé juste en deux moitiés.

7° Les lots numéros onze, douze et treize, dans le seizième rang du dit canton de Wotton, contenant deux cent vingt-deux acres en tout, plus ou moins—avec maison, moulin à scie, manufacture de tinettes, et toutes les autres bâtisses dessus construites, à l'exception d'un lot à bâtir de quatre-vingts pieds de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, avec maison et grange, étant la propriété de Camille Bourque, à l'exception aussi d'un lot d'à peu près quatre-vingt-dix pieds carrés, contenant le centrifuge de J. De L. Taché, ce dernier ayant aussi droit de prendre la force motrice pour faire fonctionner le centrifuge au pouvoir d'eau du moulin, pour une période de trois ans à partir de ce jour.

8° Le lot numéro soixante et cinq, dans le septième rang du dit canton de Wotton, contenant cinquante acres, plus ou moins.

9° La moitié nord-ouest du dit numéro soixante et six, dans le septième rang du dit canton de Wotton; borné au sud-est par l'autre moitié de lot appartenant à Michel Jacques, la dite moitié nord-ouest du dit lot contenant vingt-cinq acres, plus ou moins.

10° Ce certain lot ou morceau de terre sis et situé dans le canton de Ham, district de Saint-François, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton comme le lot numéro 7a, dans le sixième rang du dit canton de Ham, faisant partie du lot numéro sept, de la subdivision primitive du dit canton de Ham; borné au sud-ouest par le lot numéro 6c, au nord-ouest par un chemin public, au nord-est par le lot numéro 7b, au sud-est par la ligne entre le sixième et le septième rang, ayant vingt-six chaînes et trente-deux chaînes de front sur soixante et huit chaînes et quinze chaînes de profondeur, formant cent soixante et dix-neuf acres et trente-sept centièmes en superficie, plus ou moins.

11° Le tiers sud-ouest du lot numéro trente, dans le sixième rang du canton de Garthby, dans le district de Saint-François, contenant environ quatorze acres; borné au nord-est par A. C. Miquelon et John Champoux et Frères, moins un droit de passage en faveur de John Champoux et Frères, en un lieu à travers le dit tiers de lot, pas plus près que huit arpents, pour y établir une ligne de chemin de fer ou un canal, ou autres fins comme droit de passage. John Champoux et Frères sont obligés de clôturer chaque côté du passage à leurs frais en donnant toutefois des traverses pour communiquer sur le dit tiers de lot au choix du propriétaire, lequel passage n'excédera pas dix-huit pieds en largeur et sera une servitude perpétuelle sur le dit terrain.

Ce dit droit de passage est mentionné en un acte passé par devant J. T. L. Archambault, notaire public, le vingt-neuf janvier mil huit cent quatre-vingt-onze. Le dit tiers de lot est borné au nord-est par A. C. Miquelon, John Champoux & Frères, au sud-ouest par le lot numéro vingt-neuf, aux deux bouts par le cordon des rangs.

Pour être vendus au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham Sud, dans le district de Saint-François, le SIXIÈME jour de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit mandat rapportable sans délai.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 27 décembre 1894.

[Première publication, 29 décembre 1894.]

Shérif.

4987-2

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 27th December, 1894.

[First published, 29th December, 1894.]

5° Lot number twenty-three, in the fifth range of the township Wotton, district of Saint Francis, containing fifty acres, more or less.

6° The north west half of lot number twenty-four, in the fifth range of the said township Wotton, containing twenty-five acres, more or less; the other half belongs to J. A. Plamondon, the east lot is divided into two equal halves.

7° Lots numbers eleven, twelve and thirteen, in the sixteenth range of the said township Wotton, containing two hundred and twenty-two acres in all, more or less—with house, saw mill, tub factory and all the other buildings thereon erected, excepting a building lot of eighty feet in front by one hundred and twenty-five feet in depth, with house and barn, being the property of Camille Bourque, excepting also a lot of about ninety square feet, containing the centrifuge of J. De L. Taché, this latter having also the right to take the motive power for working the centrifuge from the water power of the mill, for a period of three years from this day.

8° Lot number sixty-five, in the seventh range of the said township Wotton, containing fifty acres, more or less.

9° The north west half of lot number sixty-six, in the seventh range of the said township Wotton; bounded on the south east by the other half lot belonging to Michel Jacques, said north west half of the said lot containing twenty-five acres, more or less.

10° That certain lot or piece of land situate in the township Ham, district of Saint Francis, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township as lot number 7a, in the sixth range of the said township Ham, forming part of lot number seven, of the primitive subdivision of said township Ham; bounded on the south west by lot number 6c, on the north west by the public road, on the north east by lot number 7b, on the south east by the line between the sixth and seventh ranges, measuring twenty-six chains and thirty-two links in front by sixty-eight chains and fifteen links in depth, forming one hundred and seventy-nine acres and thirty-seven hundredths in area, more or less.

11° The south west third of lot number thirty, in the sixth range of the township Garthby, in the district of Saint Francis, containing about fourteen acres; bounded on the north east by A. C. Miquelon and John Champoux & Frères, less a right of passage in favor of John Champoux & Frères, at a spot across the said third of the lot, not nearer than eight arpents, to establish there a railway line or canal line or other purposes as a right of passage. John Champoux & Frères are bound to fence in each side of the passage at there expense leaving however crossings to communicate over the said third of the lot at the choice of the proprietor, said passage not to exceed eighteen feet in width and to be a perpetual servitude on the said lot.

This said right of passage is mentioned in a deed passed before J. T. L. Archambault, notary public, on the twenty-ninth of January, one thousand eight hundred and ninety-one. Said third of lot is bounded on the north east by A. C. Miquelon, John Champoux & Frères, on the south west by lot number twenty-nine, and at both ends by the division line of the ranges.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in the district of Saint Francis, on the SIXTH day of MARCH next, at ONE of the clock in the afternoon. The said warrant returnable without delay.

JOHN McINTOSH,

Sheriff.

4988

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François, Saint-François, à savoir : } MOSES BLOUNT, du Canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES H. McCLINTOCK, du village de Beebe Plain, dans le district de Saint-François, dans une cause où le dit demandeur est demandeur ; et JOHN LINCOLN, du village de Granby, dans le district de Bedford, et le dit Charles H. McClintock, sont Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur Charles H. McClintock, l'immeuble suivant, à savoir :

Cette lisière ou morceau de terre sis et situé dans le dit village de Beebe Plain, dans le canton de Stanstead, dans le dit district de Saint-François, connu comme partie du lot numéro un, dans le septième rang ; borné et décrit comme suit : commençant à un point sur le côté est d'un chemin public traversant le dit lot du nord au sud, au coin nord-ouest de la terre des représentants de feu R. P. Stewart, de là est le long de la ligne nord des représentants Stewart jusqu'au chemin de fer Massawippi Valley, de là nord-ouest le long du dit chemin de fer jusqu'à la terre vendue aux syndics de l'académie de Beebe Plain, de là ouest jusqu'au chemin public, de là sud le long du dit chemin public jusqu'au point de départ, et supposé contenir un acre de terre plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stans-ead, dans le village de Stanstead Plain, dans le dit district de Saint-François, le QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le treute-unième jour de décembre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 24 décembre 1894. Shérif, 4943-2 [Première publication, 29 décembre 1894.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court—District of Saint Francis, Saint Francis, to wit : } MOSES BLOUNT, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands and tenements of CHARLES H. McCLINTOCK, of the village of Beebe Plain, in the district of Saint Francis, in the cause wherein said plaintiff is plaintiff, and JOHN LINCOLN, of the village of Granby, in the district of Bedford, and the said Charles H. McClintock, are Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Charles H. McClintock, the following immovable, to wit :

That certain tract or parcel of land situate and being in the said village of Beebe Plain, in the township of Stanstead, in the said district of Saint Francis, known as part of lot number one, in the seventh range ; bounded and described as follows : commencing at a point on the east side of the highway crossing said lot from north to south, at the north west corner of the land of the representatives of the late R. P. Stewart ; thence east along the said Stewarts representatives north line to the Massawippi Valley Railway ; thence north westerly along said railway to the land deeded to the trustees of Beebe Plain Academy ; thence west to the highway ; thence south along said highway to the place of beginning, and supposed to contain one acre of land, more or less—with the buildings, betterments and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, at the village of Stanstead Plain, in the said district of Saint Francis, on the FOURTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 24th December, 1894. Sheriff, 4944 [First published, 29th December, 1894.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No. 320. } REMI PAQUETTE DIT LAVALLEE, Demandeur ; contre DAME JULIE PETIT, Défenderesse, à savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Césaire, sur le rang de la Barbué, étant un arpent de front sur vingt-deux arpents de profondeur ; voisin d'un côté à Augustin Fournier ou représentants, et de l'autre côté à Robert Evans ou représentants, et connu au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Césaire, comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-onze (91).

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Césaire, le PREMIER AVRIL

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of St Hyacinthe, No. 320. } REMI PAQUETTE DIT LAVALLEE, Plaintiff ; against DAME JULIE PETIT, Defendant, to wit :

A lot of land situated in the parish of Saint Césaire, on the Barbué range, containing one arpent in front by twenty-two in depth ; bounded on one side to Augustin Fournier or representatives, and on the other side to Robert Evans or representatives, known as being part of lot number ninety-one (91), of the official plan and book of reference for said parish of Saint Césaire.

To be sold at the church door of said parish of Saint Césaire, the FIRST of APRIL next, at ONE

prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le quinze avril prochain.

V. B. SICOTTE, Sheriff.
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 21 janvier 1895. 385
[Première publication, 26 janvier 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } **DAME LOUISE SENECALE**, Demanderesse; contre **CYPRIEN SIMONEAU**, Défendeur, à savoir :

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Hugues, district de Saint-Hyacinthe, sur le premier rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hugues, sous le numéro deux cent un (201).

2° Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-Hugues, deuxième (2) rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante cinq (352 et 355)—ensemble.

3° Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-Hugues, deuxième (2) rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro trois cent cinquante-six (356).

4° Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-Hugues, troisième (3) rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros cinq cent deux et cinq cent quatre (502 et 504)—ensemble.

Pour être vendues à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Hugues, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le vingtième jour de mars prochain.

V. B. SICOTTE, Sheriff.
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 24 décembre 1894. 4939-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **ELZEAR SIMON** No. 674. } **EAYOTTE**, Demandeur; contre **JOSEPH LACERTE**, Défendeur.

1° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Narcisse, connue et désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-huit (388), aux plan et livre de renvoi d'icelle paroisse—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Une autre terre aussi située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Narcisse, connue et désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—sans bâtisses.

o'clock in the afternoon. Writ returnable the fifteenth of April next.

V. B. SICOTTE, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 21st January, 1895. 386
[First published, 26th January, 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe. } **DAME LOUISE SENECALE**, Plaintiff; against **CYPRIEN SIMONEAU**, Defendant, to wit :

1° A lot of land situated in the parish of Saint Hugues, first range, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint Hugues, under number two hundred and one (201).

2° Another lot of land situated in the said parish of Saint Hugues, second (2) range, known and designated on the official plan and book of reference for said parish, under numbers three hundred and fifty-two and three hundred and fifty-five (352 and 355).

3° Another lot of land situated in the said parish of Saint Hugues, second (2) range, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, under number three hundred and fifty-six (356).

4° Another lot of land situated in the said parish of Saint Hugues, third (3) range, known and designated on the official plan and book of reference, under numbers five hundred and two and five hundred and four (502 and 504).

To be sold at the church door of the said parish of Saint Hugues, the FOURTH day of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable the twentieth day of March next.

V. B. SICOTTE, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 24th December, 1894. 4940
[First published, 29th December, 1894.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **ELZEAR SIMON** No. 674. } **EAYOTTE**, Plaintiff; against **JOSEPH LACERTE**, Defendant.

1° A land situate and being in the second range of the parish of Saint Narcisse, known and designated as number three hundred and eighty-eight (388), on the plan and book of reference of said parish—with the house and outbuildings thereon erected.

2° Another land also situate in the second range of the parish of Saint Narcisse, known and designated as number three hundred and eighty-nine (389), of the official plan and book of reference of the said parish—without buildings.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 décembre 1894. 4969-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } MOISE CHANDON-
No. 428. } NET, FILS, Deman-
deur ; contre ONESIME CHANDONNET, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-trois (253), au cadastre d'icelle paroisse, contenant un arpent de front sur trente arpents de profondeur ; borné en front au nord par le chemin du deuxième rang, en profondeur au sud et du côté sud-ouest par le surplus du dit lot No. 253, et du côté nord-est par Téléphore Monpas ou ses représentants.

2° Un autre lot de terre aussi situé dans le deuxième rang de la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connu et désigné comme le numéro deux cent trente-trois (233), au cadastre d'icelle paroisse—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 décembre 1894. 4967-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PATRICK S. DOYLE
No. 528. } ET ROBERT T.
ANDERSON, tous deux de la cité et du district de Montréal, marchands de thé, et y faisant affaires sous les nom et raison de Doyle & Anderson, Demandeurs ; contre ANTOINE THEOPHILE LAFRENIERE, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Louiseville, côté sud de la rue Saint-Laurent, de quarante pieds de front sur cent vingt pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur et du côté sud-ouest par Jules Lesage, et du côté nord-est par Gédéon Béland, connu et désigné au cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la ville de Louiseville, comme faisant partie du numéro six cent vingt-cinq (625)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 décembre 1894. 4965-2
[Première publication, 29 décembre 1894.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th December, 1894. 4970
[First published, 29th December, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } MOISE CHANDON-
No. 428. } NET, JUNIOR, Plain-
tiff ; against ONESIME CHANDONNET, Defen-
dant.

1° A lot of land situate in the second range of the parish of Saint Pierre les Becquets, forming part of lot number two hundred and fifty-three (253), on the cadastre of the said parish, containing one arpent in front by thirty arpents in depth ; bounded in front to the north by the road of the second range, in rear to the south and on the south west side by the residue of said lot No. 253, and on the north east side by Téléphore Monpas or his representatives.

2° Another lot of land also situate in the second range of the said parish of Saint Pierre les Becquets, known and designated as number two hundred and thirty-three (233), on the cadastre of the said parish—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the twelfth day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th December, 1894. 4968
[First published, 29th December, 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PATRICK S. DOYLE
No. 528. } AND ROBERT T. AN-
DERSON, both of the city and district of Montreal, tea merchants and carrying on business there under the style and firm of Doyle & Anderson, Plaintiffs ; against ANTOINE THEOPHILE LAFRENIERE, Defendant.

A lot situate and being in the town of Louiseville, south side of Saint Lawrence street, of forty feet in front by one hundred and twenty feet in depth ; bounded in front by Saint Lawrence street, in depth and on the south west side by Jules Lesage, and on the north east side by Gédéon Béland, known and designated on the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the town of Louiseville, as forming part of number six hundred and twenty-five (625)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th December, 1894. 4966
[First published, 29th December, 1894.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA SECONDE DIVISION DU COMTE DU LAC SAINT-JEAN.

Avis public est par les présentes donné par Joseph Charles Lindsay, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des sessions du conseil de la dite municipalité de comté, au chef-lieu, à Roberval, MERCREDI, le SIXIEME jour du mois de MARS prochain (1895), à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires, auxquelles ils sont affectés, ainsi que des frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVISION OF THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN.

Public notice is hereby given by Joseph Charles Lindsay, secretary treasurer, that the lands hereinafter described will be sold by public auction, in the assembly hall of the council of the said municipality of county, at the *chef-lieu*, Roberval, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, (1895), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal and school taxes for which they are liable, as well as the costs incurred.

Municipalité.	Canton.	Range.	Lot ou partie de lot.	Nombres des lots.	Noms des propriétaires.	Montant dû pour taxes municipales et scolaires.—Amount due for municipal and school taxes.
Municipality.	Township.	Range.	Lot or part of lot.	Numbers of lots.	Owner's names.	
Normandin & Abanel...	Normandin.....	7	2	11 & 12	Edouard Godbout }	\$21 92
do ...	do	8	2	11 & 12	do }	
St. Thomas D'Aquin...	DeQuen	4	1	1	Prudent Girard	1 40
do ...	do	14	1	25	François Gagné	0 58
do ...	Dablon	5	1	41	Trefflé Fortin.....	0 33
do ...	do	5	1	43	Méderic Perron.....	0 58
do ...	do	6	1	2	Henry Cleary.....	0 66
do ...	do	6	1 & part. de—of	34 & 35	Elie Lavoie.....	3 37
do ...	do	6	1½	½ S. 38 & 39	Jeffrey Potvin.....	4 60

Donné à Roberval, ce 9 janvier 1895.—Given at Roberval, on the 9th day of January, 1895.

J. C. LINDSAY,

Sec.-trés., Mun. 2e Division Comté Lac Saint-Jean.

Sec.-treas., Mun. 2nd Division County Lake Saint John.

137-38

MUNICIPALITE No. 3 DU COMTE DE GASPE.

Avis est par les présentes donné que les terrains ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus, par moi, soussigné, secrétaire-trésorier de la dite municipalité, au palais de justice, à Sainte-Anne des Monts, dans le comté de Gaspé, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, 1895, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations municipales, scolaires et autres redevances dues à la dite municipalité.

1° Un terrain avec bâtisses situé au quatrième rang du canton Tourelle, de deux arpents et quart de front sur vingt-huit arpents de profondeur, appartenant à Jérôme Lemieux; borné au nord aux terres du 3e rang, au sud aux terres du 5e rang, à l'est à Barthélemy Lafontaine, et à l'ouest à M. A. Côté, écuyer, pour être vendu en recouvrement de la somme ci-contre.....\$ 9 70

2° Un terrain avec bâtisses situé au premier rang du canton Tourelle, de la contenance de deux arpents et quart de front sur la profondeur, appartenant à Jean-Baptiste St. Laurent; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud aux terres du second rang, à l'est à Napoléon Vallée, et à l'ouest à Joseph Vallée, pour être vendu en recouvrement de la somme ci-contre..... 7 29

3° Un terrain sans bâtisses situé dans le troisième rang du canton Tourelle et portant le numéro douze (12), appartenant à Jean Lévesque, pour être vendu en recouvrement de la somme ci-contre..... 0 46

JOS. T. LETOURNEAU,

S. crétaire-trésorier.

Par JOSEPH TRIBAULT.

Sainte-Anne des Monts, 5 janvier 1895. 149

MUNICIPALITY No. 3 OF THE COUNTY OF GASPE

Notice is hereby given, that the lots of ground hereinafter mentioned will be sold by me, the undersigned, secretary treasurer of the said municipality, at the court house, at Sainte Anne des Monts, in the county of Gaspé, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, 1895, at TEN of the clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the municipality aforesaid.

1° A lot with buildings situate in the fourth range of the township Tourelle, of two arpents and a quarter in front by twenty-eight arpents in depth, belonging to Jérôme Lemieux; bounded on the north by the lands of the 3rd range, on the south by the lands of the 5th range, on the east by Barthélemy Lafontaine, and on the west by M. A. Côté, esquire, to be sold for the payment of the sum hereinafter mentioned.....\$ 9 70

2° A lot with buildings situate in the first range of the township Tourelle, containing two arpents and a quarter in front by the depth, belonging to Jean Baptiste St. Laurent; bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the lands of the second range, on the east by Napoléon Vallée, and on the west by Joseph Vallée, to be sold for payment of the sum of..... 7 29

3° A lot without buildings situate in the third range of the township Tourelle, being number twelve (12), belonging to Jean Lévesque, to be sold for payment of the sum of... 0 46

JOS. T. LETOURNEAU,

Secretary treasurer.

By JOSEPH TRIBAULT

Sainte Anne des Monts, 5th January, 1895. 150

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE MEGANTIC.

Avis public est par le présent donné par Joseph Gédéon Rousseau, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le canton d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés, et des frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC.

Public notice is hereby given by Joseph Gédéon Rousseau, secretary treasurer, that the under-mentioned lands will be sold at public auction, in the township of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes due thereon, and costs incurred.

Municipalités.	Cantons.	Propriétaires.	Rang.—Range.	Lots.	Etendue.—Extent.	Montant dû.	Amount due.
Municipalities.	Townships.	Proprietors.					
Inverness.....	Inverness...	Peter McK. Ward.	2	N. E. $\frac{1}{4}$ 81	100	14	45
do	do	Thomas Davidson	4 & 5	219, 221, 290 & pt. of 218, 220,			
do	do	Jean Bte Demers...	5	288	226	21	46
do	do	Hugh Filgate	11	330	100	4	09
Irlande N.....	Irlande.....	Samuel Champlain.	7	S. E. $\frac{1}{2}$ of 643	50	7	45
do	do	Barth. Lamontagne	7	376	50	21	49
do	do	Joseph Rousseau...	8	377	50	32	62
do	do	Pierre Carrier, fils.	9	$\frac{1}{2}$ 481	50	31	03
do	do	Joseph Roy, fils....	9	498 & 499	100	50	05
do	do	do	10	534 & pt. of 536	75	53	56
do	do	do	10	Pt. of 568 & 569	70	30	00
do	do	Joseph Demers.....	10	Pt. of 587 & 588	50	12	48
do	do	George Davidson, jr.	11	637	100	14	62
Ste-Anastasia...	Nelson.....	Claude Lemieux....	3	19	200	4	96
do	do	do	4	20a & 20b	50	12	96
do	do	Zoel Dumais.....	5	20d	21	5	80
do	do	do	5	20h	45	4	19
do	do	Esdras Couture.....	8	17c	67	8	39
do	do	J. B. Debeauvillage.	10	1a & pt. of 1b	140	12	61

Donné à Inverness, ce septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze.

J. G. ROUSSEAU,
S. T. C. C. M.

119

Given at Inverness, this seventh day of January, eighteen hundred and ninety-five.

J. G. ROUSSEAU,
S. T. C. C. M.

120

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTE DE VERCHERES.

Je donne, par les présentes, avis public que le terrain ci-après mentionné, sera vendu par encan public, à Verchères, dans la salle d'audience, au lieu où se tiennent les séances du conseil de comté, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues à la municipalité ci-dessous mentionnée, sur le dit terrain, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente.

Municipalité de la paroisse de Belœil.

Un terrain au nom de Charles Mignault, propriétaire, faisant partie du lot numéro 114, de la dite municipalité de la paroisse de Belœil, contenant environ un demi-arpent en superficie; borné en front et du côté nord-est par des rues, en profondeur par F. X. Cabana, et de l'autre côté par Hilaire Béland.

Montant dû..... \$5 22

Donné à Verchères, ce vingt-quatrième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

AIME GEOFFRION,
Sec.-trés.

3

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF VERCHERES.

I do hereby give public notice, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the county court house, at Verchères, where the said council holds its sessions, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the municipality hereinafter mentioned, upon the said lot described, unless the same be paid before the sale, to wit:

Municipality of the parish of Belœil.

A piece of land in the name of Charles Mignault, owner, forming part of lot number 114, of the said municipality of the parish of Belœil, containing about one half arpent in area; bounded in front and on the north east side by streets, in rear by F. X. Cabana, and on the other side by Hilaire Beland.

Amount due..... \$5 22

Given at Verchères, this twenty-fourth day of December, one thousand eight hundred and ninety-four.

AIME GEOFFRION,
Sec.-Treas.

4

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE MONTMORENCY No. 1.

Je, Alphonse Lefrançois, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Montmorency numéro un, donne par le présent avis public que les terres ci-dessous mentionnées seront vendues à l'enchère publique, au Château Richer, en la demeure du dit secrétaire-trésorier, étant le lieu où le conseil de cette municipalité tient ses sessions, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les cotisations et charges auxquelles elles sont affectées tel que ci-après mentionnées, et les frais encourus ne soient plus tôt payés.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MONTMORENCY No. 1.

I, Alphonse Lefrançois, the undersigned, secretary treasurer of the municipal council of the county of Montmorency, division number one, hereby give public notice, that the under-mentioned lands will be sold at public auction, at Château Richer, at the residence of the said secretary treasurer, being the place where are held the sittings of the said council, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon, unless the taxes and assessments due thereon as hereinafter mentioned and cost be sooner paid.

Municipalité de la paroisse de Sainte-Brigitte de Laval.

Municipality of the parish of Sainte Brigitte de Laval.

No. du cadastre. — Cadastral number.	Rang ou concession. — Range or concession.	Noms des propriétaires. — Names of proprietors.	Etat. — Profession.	Superficie en arpents. — Extent in arpents.	Taxes.			Montant dû. — Amount due.
					Municipales. — Municipal.	Scolaires. — School.	Chemin et route. — Roads.	
285.....	Saint-Joseph.....	François Bédard.....	Cultivateur—Farmer.....	135.20.0.....	\$ 1 58	\$ 0 74	\$ 2 00	\$ 4 32
25.....	3e rang—3rd range C.....	Nap. & Arthur Parent.....	.....	15.75.0.....	0 06	0 05	2 00	2 11
26.....	“.....	Nap. & Arthur Parent.....	.....	21.75.0.....	0 06	0 05	2 00	2 11

Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré.

Municipality of the parish of Sainte Anne de Beaupré.

284.....	Saint-Joseph.....	François Cloutier.....	Charretier—carter.....	32.50.0.....	5 18			
326.....	Saint-Etienne.....	Joseph Cauchon.....	“.....	0.4.2.....	1 29			
366.....	“.....	Joseph Cauchon.....	“.....	35.10.0.....	1 30			
Pt. 339.....	“.....	Etienne Paré, fils de—Son of Paul.....	Journalier—Laborer.....	0.4.0.....	0 84			
Pt. 186.....	Grand Rang.....	Théodose Gagnon.....	“.....	0.2.0.....	1 28			

Pt. 190	"	Thomas Gagnon	"	1 03			
285	Saint-Joseph	Théophile Caron	"	0 33	4 00		4 33
Pt. 177	Grand Rang	Hypolite Caron	Charretier—carter	0 17 00	3 60		3 67
321	Saint-Etienne	Décéline Fortin		57 0 0			
Pt. 339	"	Joseph Goulet	Cultivateur—Farmer	0 4 00			
Pt. 350	"	Joseph Goulet	"				
337	"	Onésime Giguère	"	2 0 0			
380	Saint-Jacques	Onésime Giguère	"	89 0 0			
383	"	Isaïe Goulet	"	91 50 0			

Municipalité de la paroisse de Château-Richer.

Municipality of the parish of Château Richer.

355	1er rang—1st range	Feu—Late Xavier Cauchon	Comm	0 9 0	0 20	0 47	0 67
361	"	Feu—Late Xavier Cauchon	"	0 44 0	0 45	1 08	1 53
381	"	Feu—Late Xavier Cauchon	"	0 16 0	0 28	0 75	1 03

Donné à Château-Richer, ce 4e jour de janvier 1895.
Given at Château Richer, this 4th day of January, 1895.

341-342

ALP. LEFRANCOIS,
Secrétaire-trésorier C. M. C. M. No. 1.—Secretary treasurer M. C. C. M. No. 1.

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE
D'OTTAWA.

Je donne par les présentes avis public, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, en la cité de Hull, dans la salle publique de l'hôtel de ville de la dite cité, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain (1895), à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais, avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
OTTAWA.

I do hereby give public notice, that the lands hereafter mentioned will be sold by public auction, at the city of Hull, in the public room of the town hall of the said city, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next (1895), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots hereinafter described, unless the same be paid with costs before the sale.

Municipalité du canton d'Aumond.

Municipality of the township of Aumond.

Noms des propriétaires.	Description des terrains.	Rang.	Etendue	Montant
Names of owners.	Description of lands.	Range.	Extent.	Amount.
Roy & Roy	Nos. 2 & 3.....	1	Acs. 200	\$17 81

Municipalité du canton de Kensington.

Municipality of the township of Kensington.

William Arbuckley	Nos. 39 & 40.....	3	.....	8 50
Edward Telford.....	No. 52.....	4	.....	3 35

Municipalité du canton de Hincks.

Municipality of the township of Hincks.

			Acs.	
Alfred Roberge	Nos. 13, 14, 15	5	.....	13 73
John Little	Nos. 25, 26, 27	2	200	2 23

Municipalité du canton de Cameron.

Municipality of the township of Cameron.

Patrick Whelan & Frère	Nos. 56, 57.....	3	26 22
------------------------------	------------------	---	-------	-------

Municipalité scolaire de Bouchette.

School municipality of Bouchette.

			Acs.	
Les Révdes Sœurs—Sisters	Nos. 1, 2, 3	4	230	23 00
T. Viau	Nos. 4, 5, 13	4	250	20 72
Antoine Courchaine	Nos. 6, 7.....	5	200	9 80

Municipalité du comté d'Ottawa, *Suite*—Municipality of the county of Ottawa, *Continued*.

Noms des propriétaires.	Description des terrains.	Rang.	Etendue	Montant
—	—	—	—	—
Names of owners.	Description of lands.	Range.	Extent.	Amount.

Municipalité des cantons unis de Suffolk et Addington.—Municipality of the united townships of Suffolk and Addington.

Dans Suffolk.—In Suffolk.

Alexander Duff	Nos. 19, 20, 21	1	Acres. 300	\$5 34
----------------------	-----------------------	---	---------------	--------

Municipalité scolaire de Wright et Northfield.—School municipality of Wright and Northfield.

Dans le canton de Wright.—In the township of Wright.

Olivier Rondeau	No. 14.....	1	Acres. 100	16 55
-----------------------	-------------	---	---------------	-------

Municipalité du canton Marchand.

Municipality of the township Marchand.

Michel Béliveau	Nos. 2 & 3.....	Rang N.E. de Riv. Rouge —Rang N.E. Riv. Rouge.....		8 15
Félix Filiatrault.....	No. 13.....	3		} 5 84
do	No. 13.....	4		

Municipalité du canton Joly.

Municipality of the township Joly.

C. de Martigny.....	Nos. 6, 7.....	G		12 13
Aug. Brisson.....	Nos. 25, 26.....	G		6 48

Municipalité de la paroisse de Sainte-Angélique.

Municipality of the parish of Sainte-Angélique.

Henri Gauthier	No. 109	Front		8 04
Veuve—widow Michel Tétreau....	No. 591	St-Hyacinthe		9 70

Municipalité du canton de Lochaber.

Municipality of the township of Lochaber.

Léon Lafrenière	Nos. 2B & 2C	9	Acres. 100	7 43
Archibald Newman.....	No. 7B	9	100	21 89
Janvier Pominville.....	No. 3A	5 Gore	50	9 51
Isaac Giroux	Partie de—Part of No. 5	5	132	18 60
John A. Dole	No. 2A	7	50	7 08
John Haggard	No. 11A	12	100	20 47
Pierre Varin.....	No. 3B	7	100	11 97
Hugh McCuaig.....	No. 3B.....	8	100	18 36
Louis Labelle.....	No. 8A.....	12	100	6 38

Municipalité du comté d'Ottawa, *Suite*.—Municipality of the county of Ottawa, *Continued*.

Municipalité de la partie nord du canton de Lochaber.

Municipality of the north part of the township of Lochaber.

Noms des propriétaires.	Description des terrains.	Rang.	Etendue	Montant
Names of owners.	Description of lands.	Range.	Extent.	Amount.
Urgel Fournier.....	No. 8A.....	8	Acres. 100	\$ 12 95
Jules Fournier.....	No. 8B.....	8	100	11 21
John McCormick.....	No. 1C.....	8	.....	9 71

Municipalité du village de Thurso.

Municipality of the village of Thurso.

		Rue—Street.	
Joseph & Henry Giroux.....	Nos. 159 & 160.....	Galipeau.....	2 88
A. Pareton.....	No. 177.....	do.....	2 89
Edmond Groleau.....	No. 268.....	Alexander.....	3 39
John Robert.....	No. 92.....	do.....	3 19
Joseph Vernier.....	No. 333.....	do.....	4 20
Stanislas Vernier.....	No. 106.....	do.....	3 14
George Valallee.....	No. 88.....	Fraser.....	3 57

Municipalité de la paroisse de l'Ange-Gardien.

Municipality of the parish of l'Ange Gardien.

			Acres.	
Moise Leblanc.....	Partie du—Part of No. 27.....	5	50	8 87
Moise Leblanc.....	Partie des—Part of Nos. 27B, 27C.	4	50	8 12
Adéline Dupont.....	Nos. 28B, 28C, 28D.....	5	116	13 00
A. F. McIntyre.....	No. 24A.....	5	57	6 71
Veuve—Widow Moïse Joanis.....	No. 13-41.....	1	½	6 34

Municipalité de Templeton Est.

Municipality of Templeton East.

			Acres.	
Succession du défunt—Estate of the late L. B. Murphy.....	½ Nord du—North ½ of No. 6B.....	1	50	7 50
Compagnie française des Phosphates du Canada.....	No. 3.....	13	127	10 69
Pierre Normand.....	No. 8A.....	10	100	25 83
Corporation Episcopale d'Ottawa, Thomas Rainville, occupant—Episcopal Corporation of Ottawa, Thomas Rainville, occupant.	Partie du—Part of No. 12B-1.....	9	1	20 56

Municipalité scolaire de Portland Ouest.

School Municipality of Portland West.

			Acres.	
Jacob Erratt.....	No. 18.....	5	100	7 75
Sanburn Smith.....	No. 4.....	4	100	6 62

Municipalité des cantons unis de Blake, Bigelow, Wells et McGill.

Municipality of the united townships of Blake, Bigelow, Wells and McGill.

Noms des propriétaires.	Description des terrains.	Rang.	Etendue	Montant
Names of owners.	Description of lands.	Range.	Extent.	Amount.
Chas. Villeneuve & Etienne Alarie.	No. 49.....	3	Acres. 92	\$15 50

Municipalité des cantons unis de Bowman et Villeneuve.

Municipality of the united townships of Bowman and Villeneuve.

			Acres.	
Herman Katil.....	Nos. 2 & 3.....	7	160	4 70
John McLaren.....	Nos. 31 & 32.....	7	200	} 17 09
John McLaren.....	Nos. 31 & 32.....	6	200	

Municipalité scolaire de Notre-Dame de la Salette.

School municipality of Notre Dame de la Salette.

Dans Portland Est.—In Portland East.

			Acres.	
W. A. Allen.....	No. 5.....	1	200	24 00
Arch. McNaughton.....	Ptie S. O. du—S. W. pt of No. 7...	1	50	9 25
Inconnu—Unknown.....	No. 10A.....	4	100	2 00
Léon Guinneau.....	$\frac{1}{2}$ O. des—W. $\frac{1}{2}$ of Nos. 3A & 3B...	4	100	4 25
William Ackert.....	No. 10.....	5	100	7 75
Napoléon Fauvelle.....	Partie du—Part of No. 5.....	6	$\frac{1}{2}$	3 25
Fred. A. Craft.....	No. 24.....	7	100	6 25
John Labelle.....	Partie du—Part of No. 25B.....	6	4	1 75
G. J. Wilson.....	Nos. 23, 25 & 26.....	7	300	19 75
Isidore Wargny.....	No. 5.....	8	100	6 25
François Charron.....	No. 14B.....	7	6	10 50
John Sweetland.....	No. 17.....	7	100	4 25
Neil Cochrane.....	No. 32.....	9	100	6 25
Neil Cochrane.....	No. 28.....	10	100	4 00
Charles Biglow.....	No. 26.....	10	100	4 25
Frédéric St-Amour.....	Nos. 19 & 20.....	10	200	4 25

Dans Portland Ouest.—In Portland West.

			Acres.	
Isidore Wargny.....	Nos. 2 & 3.....	5	200	16 75
Charles Larocque.....	Partie du—Part of No. 4.....	6	1	5 25
Inconnu—Unknown.....	Nos. 2, 3, 4.....	9	300	12 00

Dans Derry.—In Derry.

			Acres.	
Charles Lamoureux.....	No. 2.....	3	100	7 25

Donné à Hull, ce 7e jour de janvier 1895.
P. THOS DESJARDINS,
157 Secrétaire-Trésorier.

Given at Hull, this 7th of January, 1895.
P. THOS DESJARDINS,
158 Secretary Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE
SCOTSTOWN.

Avis est par le présent donné, par Robert Scott, secrétaire-trésorier de la ville de Scotstown, que les terres ci-après décrites seront vendues par encan public, au bureau du secrétaire-trésorier, dans la dite ville de Scotstown, VENDREDI, le PREMIER jour de MARS 1895, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes dues sur les divers lots ci-après mentionnés et les frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

CORPORATION OF THE TOWN OF
SCOTSTOWN.

Public notice is hereby given, by Robert Scott, secretary treasurer of the town of Scotstown, that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the secretary treasurer, in the said town of Scotstown, on FRIDAY, the FIRST day of the month of MARCH, 1895, at TEN of the clock in the forenoon, in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred.

Noms.		Bloc ou rang.		Montant.
—	Lots.	—	Acres.	—
Names.		Block or range.		Amount.
James Coleman.....	E.....	L. V. S.....	39	\$ 7 51
James Coleman.....	Part. de-of B C D	L. V. S.....	150	56 67
Henry Brouillard.....	S.....	Block A.....	1	25 78
A. Racine.....	4.....	do G.....	1	10 10
James White.....	13.....	do A.....	1	19 00
O. Turgeon.....	1.....	de N.....	1	12 02

Je, soussigné, secrétaire-trésorier, certifie que la présente est une copie authentique de l'original demeuré de record dans mon bureau.

ROBERT SCOTT,
S.-T. ville de Scotstown.

271

I, the undersigned, secretary treasurer, hereby certify the foregoing to be a true copy of the original remaining in record in my office.

ROBERT SCOTT,
S. T. town of Scotstown.

272

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
VAUDREUIL.

Avis public est par le présent donné par moi, François de Sales Bastien, secrétaire-trésorier, soussigné, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle du conseil ci-dessous, dans le village de Vaudreuil, lieu des sessions du conseil municipal du comté de Vaudreuil, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, pour les taxes et cotisations municipales et scolaires, charges et frais dus à la municipalités ci-dessous mentionnée et sur les lots plus bas désignés, à moins qu'ils ne soient payés avec les frais avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
VAUDREUIL.

Public notice is hereby given by me, the undersigned, secretary treasurer, François de Sales Bastien, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the council room of said county, in the village of Vaudreuil, place of meeting of the municipal council of the county of Vaudreuil, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the beforenoon, for the municipal and school assessment, costs and charges due to the municipality hereinafter mentioned upon the lots hereinafter described, unless the same be paid with the costs before the sale, to wit :

Municipalité ou paroisse.	Propriétaires.	No. du cadastre officiel.	No. official cadastre	Montant dû.	Amount due.
—	—			—	—
Municipality or parish.	Owners.			—	—
Saint-Lazare.....	Darsina Richard, Etats-Unis.....	114	Saint-Lazare.	\$ 3 76	
".....	Philibert Richard, ".....	161	".....	5 55	
".....	Succession—Estate Joseph Martel.....	301	".....	13 14	
".....	Octave Terrien, cultivateur—farmer, Cédres.....	471	".....	4 82	
".....	Olivier Daoust, journalier—laborer, Montréal.....	477, 478,	".....	8 13	
".....	Succession—Estate François-Xavier Labre.....	78		26 87	

F. DE S. BASTIEN,
Sec.-trés. C. M. C. V.—Sec.-treas. M. C. C. V.
267-268

Vaudreuil, 5 janvier—5th January, 1895.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE LEVIS.

Avis public est par le présent donné par Michel Roberge, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encaissement public, en la paroisse de Saint-Romuald d'Échemin, au lieu où le conseil municipal du comté de Lévis tient ses sessions, MERCREDI, le SIXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF COUNTY OF LEVIS.

Public notice is hereby given by Michel Roberge, secretary treasurer, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the parish of Saint Romuald d'Échemin, at the place where the sessions of the municipal council of the county of Lévis are held, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots hereinafter described, unless the same be paid with cost before the sale, to wit :

Municipalité de la paroisse de Saint-Henri.—Municipality of the parish of Saint Henri.

Noms des propriétaires.	Occupation.	Rang.	No. du cadastre.	Superficie.	Montant dû.
Names of the owners.		Range.	No. of cadastre.	Superficies.	Amount due.
				Arpents.	
Veuve—Widow Jean Hallé.....		Saint-George.....	Pt. 309	19 $\frac{3}{4}$	\$2 32
Alfred Guenet.....	Commis.....	1er rang-r'ge N.E.	78	$\frac{1}{8}$	4 01

Municipalité du village de Bienville.—Municipality of the village of Bienville.

		Rue—Street.	Pieds—Ft.	
Joseph Guay.....	Calfat—Calker.....	Saint-Dominique..	120	6786 13 35

Municipalité du village de Lauzon.—Municipality of the village de Lauzon.

		Rue—Street.	Pieds—Ft.	
Joseph Samson.....	Menuisier—Joiner..	Lauzon.....	1024	4,800 8 53
Georges Landry.....	Barbier—Barber....	Saint-Honoré....	778	..... 5 37
Domitilde Lemieux.....		Jodoim.....	Pt. 712	13,500 6 03
Cyrus Lemieux.....	Journalier—Laborer..	do.....	Pt. 714	13,500 6 03
François-X. Robitaille, senior.....	Charpentier—Carpent'r	Saint-Joseph....	Pt. 650	1,920 20 41
Rigobert G. Bourget, junior.....	Gentilh.—Gentleman.	Marsan.....	Pt. 300	..... 37 23
Hér.—Heirs Frs. Marcel Guay, jr.		Saint-Joseph....	315	..... 36 81
Narcisse Leroux.....	Journalier—Laborer..	Saint-Alexis....	127—128	..... 6 14

Donné à Saint-Jean Chrysostôme, ce 7 janvier 1895.—Given at Saint Jean Chrysostôme, this 7th January, 1895.

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ D'ARGENTEUIL.

Lachute, 5 janvier 1895.

Je donne avis par le présent que les terres ci-après mentionnées, seront vendues par action public, au bureau du conseil, dans le palais de justice, dans la ville de Lachute, dans le dit comté, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour cotisations et frais dus aux municipalités ci après mentionnées, sur les divers lots ou partie de lot ci-après décrits, à moins que les dites taxes ne me soient payées avec les frais encourus avant le jour fixé pour la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL.

Lachute, 5th January, 1895.

I hereby give notice that the lands hereinafter mentioned, will be sold by public auction at the council room in the court house building, in the town of Lachute, in said county, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or part of lots hereinafter described, unless the same be paid to me with costs before the above mentioned day of sale.

Dans la municipalité du canton de Wentworth.—In the municipality of the township of Wentworth.

Noms.	Résidants ou non résidants.	Rang.	No. du lot ou partie d'icelui.	Taxes municipales.	Taxes scolaires.	Frais.	Montant total.
Names.	Resident or non resident.	Range.	No. of lot or part thereof.	Municipal taxes.	School taxes.	Costs.	Total amount.
Robert Reid.....	Non résidant—Non resident.....	6	Lot No. 21.....	\$ 2 99	\$ 3 75		\$ 6 74
James Woods.....	do	8	$\frac{1}{2}$ O.—W. $\frac{1}{2}$ Lot No. 3.....	3 45			3 45
John Daye.....	do	8	$\frac{1}{2}$ E.—E. $\frac{1}{2}$ Lot No. 3.....	3 53			3 53
Isac J. Beauchamp.....	do	8	$\frac{1}{2}$ O.—W. $\frac{1}{2}$ Lot No. 5.....	3 80			3 80
Joseph Toutras.....	do	8	Lot No. 11.....	3 24	3 40		6 64
John H. Wilson.....	do	8	$\frac{1}{2}$ O.—W. $\frac{1}{2}$ Lot No. 6.....	1 63	6 24		7 87
I. H. A. Rivières.....	do	8	$\frac{1}{2}$ O.—W. $\frac{1}{2}$ Lot No. 15.....	10 61	5 31		15 92
Marcile Deminguarde.....	do	8	$\frac{1}{2}$ O.—W. $\frac{1}{2}$ Lot No. 18.....	8 24	4 00		12 24
Daniel Smith.....	do	8	Lot No. 21.....	3 74	3 00		6 74
Alf. Duborde.....	do	7	Lot No. 6.....	1 55	3 00		4 55
A. A. Duborde.....	do	7	Lots Nos. 7 & 9.....	3 10	6 00		9 10
E. Duborde.....	do	7	Lot No. 8.....	1 36	3 00		4 36
Rowel Duborde.....	do	7	Lot No. 10.....	1 36	3 00		4 36
Hermine Duborde.....	do	7	Lot No. 11.....	1 36	3 00		4 36
E. Beatie.....	do	9	Lot No. 3.....	4 12			4 12
Octave Lantry.....	do	9	Lot No. 7.....	3 91			3 91
Douglas & Cox.....	do	9	Lot No. 27.....	5 47	5 00		10 47
Aneméa Hannelin.....	do	10	Lot No. 13.....	7 25			7 25
Paul Con Deschamp.....	do	10	Lot No. 14.....	8 78			8 78
Paul Leschamp.....	do	10	Lot No. 15.....	11 12			11 12
Alf. Deschamp.....	do	10	Lot No. 16.....	10 71			10 71
Mlle—Miss A. D. Delorie.....	do	11	Lot No. 20.....	2 23			2 23
Demos. C. Godbois.....	do	11	Lot No. 21.....	2 57			2 57

Dans la municipalité du canton de Howard.—In the municipality of the township of Howard.

Charles Gagnon	Non résidant—Non resident.....	2	Lot No. 47.....		10 00		10 00
Jos. Derosier.....	do	5	Lot No. 9.....		2 00	98	2 98
Jos. Ouellet.....	do	9	Lot No. 13.....		1 00		1 00
Jos. Ouellet.....	do	9	Lot No. 14.....		1 00		1 00
Philip Berry.....	do	11	Lot No. 3.....		50		50
Louis Label.....	do	11	Lot No. 5.....		50		50
J. B. Paquet.....	do	3	Lot No. 18.....		50		50

Dans la municipalité du canton de Harrington et Union.—In the municipality of the township of Harrington and Union.

		No. du—No. of cadastre.					
Inconnu—Unknown	Non résidant—Non resident.....	3	Lot No. 17.....	Harrington.....	50		50
John Dobbie.....	do	1	$\frac{1}{2}$ N.—N. $\frac{1}{2}$ lots 13A & 13B.....	do	50		50
Washington Johnston.....	do	5	Lot No. 20.....	do	8 50	1 60	10 00
Inconnu—Unknown	do	4	Lot No. 19B.....	do	2 50	80	3 30
Roderick McLeod.....	Résidant—Resident.....	3	Lot No. 11A.....	do	7 65		7 65
I. A. Bates.....	Non résidant—Non resident.....	2	$\frac{1}{2}$ O.—W. $\frac{1}{2}$ lots Nos. 6, 7 & 8.....	Montcalm.....	2 65		2 65

Dans la municipalité du canton de Grenville et Augmentation.—In the municipality of the township of Grenville and Augmentation.

William Campbell.....	Résidant—Resident.....	8	Lot No. 10A.....	Grenville.....		6 60	25	6 85
Alexander Pridham.....	Non résidant—Non resident.....	5	Lot No. 15B.....	do		1 88	25	2 13
John Livingston.....	Résidant—Resident.....	7	Lots Nos. 9A & 10B.....	do		30	25	55
Robert Scott.....	Non résidant—Non resident.....	8	Lot No. 11A.....	do		3 57	25	3 82
F. W. Webster.....	do	5	Lot No. 9B.....	} do		4 13	25	4 38
F. W. Webster.....	do	6	Lots Nos. 10A & 10B.....					
Henry Trimier.....	Résidant—Resident.....	6	Lots Nos. 13D & 14A.....	} do		3 75	25	4 00
Henry Trimier.....	do	8	Lot No. 14A.....					
Philibert Sarassin.....	Non résidant—Non resident.....	9	Lot No. 10B.....	do		75	25	1 00
Reuben Weldon.....	do	8	$\frac{1}{2}$ S.—S. $\frac{1}{2}$ Lots Nos. 18, 19 & 20.....	do	6 00			6 00
Reuben Weldon.....	do	9	Lots Nos. 17A, 17B, 18A & 18B.....	do	10 00			10 00
Neil Melan.....	Résidant—Resident.....	11	Lot No. 19B.....	do		9 64		9 64
Antoine Tayer.....	do	3	Lot No. 8A.....	do		1 43		1 43
Francis Roussiau.....	Non résidant—Non resident.....	3	Lots Nos. 10A, 10B & 11.....	Augmentation	6 00			6 00
Veuve—Widow Chs. Quesnelle.....	Résidant—Resident.....	2	Lot No. 10A.....	do	3 00			3 00

Dans la municipalité du canton de Grenville et Augmentation.—*Suite.*

Un petit lot de terre sis et situé dans le canton de Grenville, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton comme faisant partie du lot 15*n*, dans le deuxième rang, 50 pieds de front sur 200 pieds de profondeur; borné au nord par Alfred Brigden, au sud par un chemin ou ruelle, à l'est par Joseph Dauphinai et à l'ouest par Moses Dauphinai.—Propriétaire Ligie Flannely, résidant.

Montant des taxes scolaires.....	\$ 1 33
Frais.....	25
Total.....	\$ 1 58

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil.

Ce morceau de terre connu et désigné comme faisant partie du lot No. 1409, du plan du cadastre officiel et du livre de renvoi de la dite paroisse, commençant à un point à un quart d'un arpent au sud de la maison érigée par le vendeur sur le dit lot de terre et s'étendant vers le nord une distance d'un arpent et demi sur une profondeur d'un arpent; borné à l'est par le chemin conduisant de Lachute au village de Saint-André, et sur les trois autres côtés par James Kelso—avec les bâties sus-érigées; aussi un autre morceau de terre connu et désigné comme faisant partie du dit lot No. 1409, du cadastre de la dite paroisse, commençant au coin sud-est du susdit morceau de terre et courant vers l'ouest une distance d'un quart d'arpent le long du dit chemin conduisant de Lachute à Saint-André, de là s'étendant vers l'ouest, de là vers le nord et finalement vers l'est jusqu'au quart nord-ouest de la propriété en premier lieu décrite, de manière à former trois quarts d'arpent et en arrière un arpent et trois quarts d'acre de largeur et pour former avec la propriété ou morceau de terre en premier lieu ci-dessus décrit, parallélogramme, de quatre arpents et trois quarts.—Propriétaire, héritiers Abraham Goyette, non résidant.

Montant des taxes municipales.....	\$ 4 14
Intérêt.....	47
Frais.....	50
Total.....	\$ 5 11

2° Un lot de terre situé dans la dite paroisse mentionné sur le rôle d'évaluateurs sous le No. 331, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous les numéros 1873, 1867 et 1864.—Propriétaire, héritiers John McClusky, non résidant.

Montant dû pour taxes municipales.....	\$ 2 62
Intérêt.....	25
Frais.....	50
Total.....	\$ 3 37

In the municipality of the township of Grenville and Augmentation.—*Continued.*

A small lot of land lying and being in the township of Grenville, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of said township as forming part of lot 15*n*, in the second range, 50 feet front by 200 feet deep; bounded north by Alfred Brigden, south by a road or lane, east by Joseph Dauphinai and west by Moses Dauphinai.—Proprietor Ligie Flannely, resident.

Amount school tax.....	\$ 1 33
Costs.....	25
Total.....	\$ 1 58

In the municipality of the parish of Saint-Jerusalem d'Argenteuil.

That piece or parcel of land known and designated as forming part of lot No. 1409, on the official cadastral plan and on the book of reference of said parish, commencing at a point situated at a quarter of an arpent to the south of the house erected by the vendor on the said lot of land and extending towards the north a distance of an arpent and a half by a depth of one arpent; bounded on the east by the road leading from Lachute to the village of Saint Andrews, and on the three other sides by James Kelso—with buildings thereon, also another piece or parcel of land known and designated as forming part of the said lot No. 1409 of the cadastre of said parish commencing at the south east corner of the aforementioned piece or parcel of land and running towards the west a distance of one quarter of an arpent along the said road leading from Lachute to Saint Andrews, from there extending towards the west, from there towards the north and finally towards the east till it reaches the north west quarter of the first described property in such manner as to form three quarters of an arpent and to be in rear an arpent and three quarters of an acre wide and to form with the property or piece of land first above described a parallelogram of four arpents and three quarters.—Proprietor, heirs Abraham Goyette, non resident.

Amount of municipal tax.....	\$4 14
Interest.....	47
Costs.....	50
Total.....	\$ 5 11

2° A lot of land situated in said parish entered on the valuation roll under No. 334, and known and described on the official plan and book of reference of said parish under Nos. 1873, 1867 and 1864.—Proprietor, heirs John McClusky, non resident.

Amount due for municipal tax.....	\$ 2 62
Interest.....	25
Costs.....	50
Total.....	\$ 3 37

3° Ce morceau de terre situé dans la dite paroisse, connu et désigné comme faisant partie du lot No. 1409 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, contenant deux arpents de front le long du chemin conduisant de Lachute à la paroisse de Saint-André, sur un arpent de profondeur ; borné en front par un lot de terre cédé par James Kelso à un nommé Louis Bourgon, au sud et à l'est par la terre de M. James Kelso (le vendeur), et à l'ouest par le chemin conduisant de Lachute à Saint-André ; aussi ce morceau de terre situé dans la dite paroisse, connu et désigné comme faisant partie du lot No. 1409, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, contenant deux arpents de largeur du nord au sud, sur deux arpents de profondeur de l'est à l'ouest ; borné à l'ouest par la propriété en premier lieu décrite et sur les trois côtés par M. James Kelso.—Propriétaire, François-Xavier Goyette, non résidant.

Montant dû pour taxes municipales..... \$ 0 84
 Frais 0 25

Total..... \$ 1 09

GAVIN J. WALKER,
 Secrétaire-trésorier, comté d'Argenteuil.

3° That piece of land situated in said parish known and distinguished as forming part of lot No. 1409, on the official plan and in the book of reference of said parish, containing two arpents in front along the road leading from Lachute to Saint Andrews parish, by one arpent in depth ; bounded on the front by a lot of land ceded by James Kelso to one Louis Bourgon, on the south and east by land of Mr. James Kelso (the seller) and on the west by the road leading from Lachute to Saint Andrews ; also that piece of land situated in said parish, known and designated as forming part of lot No. 1409, on the official plan and in the book of reference of said parish containing two arpents in width from north to south, by two arpents in depth from east to west ; bounded on the west by the property first described and on the other three sides by Mr. James Kelso.—Proprietor, François Xavier Goyette, non resident.

Amount due for municipal tax..... \$ 0 84
 Costs..... 0 25

Total..... \$ 1 09

GAVIN J. WALKER,
 Secretary-treasurer, county of Argenteuil.

PROVINCE DE QUÉBEC.

CORPORATION DU COMTE DE
STANSTEAD.

Je donne avis par le présent que les terres ci-après mentionnées, seront vendues par encan public, aux bâties du comté Ayers Flat, canton de Hatley, le SIXIÈME jour du mois de MARS prochain, 1895, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et taxes scolaires et redevances dues aux municipalités ci-après mentionnées pour taxes municipales et scolaires sur les divers lots ci-après décrits, à moins qu'elles soient payées avec les frais encourus deux jours avant le jour ci-dessus mentionné.

PROVINCE OF QUEBEC.

CORPORATION OF THE COUNTY OF
STANSTEAD.

I do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction at the county building, Ayers Flat, township of Hatley, on the SIXTH day of MARCH next, 1895, at TEN o'clock in the forenoon, for assessments and charges due to the municipalities for municipal and school taxes hereinafter mentioned upon the several lots hereinafter described unless the same be paid with costs two days before the same.

Municipalité du canton de Stanstead.

Municipality of the township of Stanstead.

Noms.—Names.	Lot.	Rang. — Range.	Acres.	Partie de lot. — Part of lot.	Montant. — Amount.
Elijah Beauchamp.....	4	11	2 $\frac{1}{2}$	.....	\$ 1 20
Suc.—Estate Charles Hoag.....	13	8	60 $\frac{1}{2}$	.....	6 75
Suc.—Estate Elijah Albe.....	5	11	3 $\frac{3}{4}$	.....	4 80
Harry Morse.....	27	10	50	.....	5 25

Municipalité du canton de Hatley.

Municipality of the township of Hatley.

Noms.—Names.	Lot de cadastre. — Cadastral lot.	Acres.	Partie de lot. — Part of lot.	Montant. — Amount.
George Gagnon.....	1392	51	.....	\$ 5 40
Willis Allen.....	49	1 $\frac{1}{2}$	.....	21 55

Municipalité du canton de Barnston.

Municipality of the township of Barnston.

Nom.—Name.	Lot.	Rang. — Range.	Acres.	Partie de lot. — Part of lot.	Montant. — Amount.
Chalifoux & Son.....	20	8	2	Partie du coin N. E.—Part of N. E. corner.....	\$ 3 29

A. N. THOMPSON,
Secrétaire-trésorier du comté de Stanstead.
Secretary-treasurer of the county of Stanstead.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTE DE SHERBROOKE.

Je, J. A. Archambault, secrétaire-trésorier, donne par les présentes, avis public que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, à Sherbrooke, à mon bureau, lieu où se tiennent les séances du conseil de comté, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues à la municipalité ci-dessus mentionnée, sur les dits terrains à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, ainsi que les frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE COUNTY OF SHERBROOKE.

I, J. A. Archambault, secretary treasurer, do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in Sherbrooke, at my office, where the said council holds its sessions, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the municipality hereinafter mentioned, upon the said lots described, unless the same be paid before the sale, with costs incurred.

Canton d'Orford—Township of Orford.

Noms des propriétaires.	Canton—Township.	Superficie.	Montant dû.
Names of owners.		Superficies.	Amount due.
		Aeres.	
Beaudoin, François	S. $\frac{1}{2}$ lot 20 rang 9 Oxford	100	\$24 48
Bédard, Flavien	Pt. lots 5 & 6 rang 7	45	14 47
Coulin, Wm	E. part. 5 rang B	111 $\frac{1}{2}$	36 10
Doyon, Remi	S. O.—S. W. $\frac{1}{4}$ 7 rang 6	50	18 45
Fontaine, Jean	E. part O.—W. $\frac{1}{2}$ 7 & 8 rang A.	46 & 72	23 50
Hethrington, Thom	S. $\frac{1}{2}$ S. $\frac{1}{2}$ 20 rang 8	50	26 57
Pelletier, Théodore	$\frac{1}{4}$ 4 rang 6	50	19 90
Powers, Wm	E. $\frac{1}{2}$ 21—22 rang 14	256	32 20
Payer, Frank	Pts 10 & 11 R. E	28	} 30 55
	Pts 10, 11 & 12 R. F	188	
Shaw Bros	9 range C	83	33 75
Woodward, A. G.	21 range C	89	24 10

Canton de Compton—Township of Compton.

Bailey, Milan	Pt 16 range 7 Compton	1	\$ 4 50
Benoit, Joseph Paul	Pt 3 " 9 "	50	16 54
Benoit, Gilbert & Peter	Pt 3 " 10 "	116	16 65

Canton d'Ascot—Township of Ascot.

Hagan Samuel	Pt lot 25 rang 6 Ascot	24	\$29 75
--------------------	------------------------------	----	---------

Sherbrooke, 2 janvier—2nd January, 1895.

J. A. ARCHAMBAULT,
Sec.-trés.—sec.-treas. Co. Sherbrooke.
279-80

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE
COATICOOK.

Coaticook 31 décembre 1894.

Avis public est par le présent donné par le sous-signé, Otis Shurtleff, secrétaire-trésorier, que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public, au bureau du conseil municipal, dans la dite ville de Coaticook, VENDREDI, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes dues et les frais encourus soient payés avant cette date, à savoir :

John Duffee, lot No. 108, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.

Montant dû

George P. Baldwin, lot No. 170, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.

Montant dû

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
COATICOOK.

Coaticook, 31st December, 1894.

Public notice is hereby given by the undersigned, Otis Shurtleff, secretary-treasurer, that the under-mentioned lands will be sold at public auction, at the office of the municipal council, in said town of Coaticook, on FRIDAY, the FIRST day of MARCH next, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, unless the taxes due thereon and the costs incurred are paid before that date, to wit :

John Duffee, lot No. 108, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.

Amount due

George P. Baldwin, lot No. 170, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.

Amount due

Henry W. Andrews, partie du lot No. 70, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 12 12
 Gilbert I. Brown, lot No. 448, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 19 05
 Osias Audet, lot No. 678, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 14 98
 Alpheus S. Boynton, lot No. 454, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 7 85
 Joseph Mercier, lot No. 873, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 21 60
 Walter Stevenson, lot No. 833, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 41 35
 Propriétaire inconnu, lot No. 1652, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 3 85
 Robert Wharram, partie des lots Nos. 1693, 1694, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 11 60
 Arthur L'Heureux, partie des lots Nos. 812, 772, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 21 35
 William Hobbs, lot No. 1616a, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 25 35
 William Hobbs, partie du lot No. 1822, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de Coaticook.
 Montant dû..... \$ 3 30

OTIS SHURTLEFF,
 Secrétaire-trésorier.

261

PROVINCE DE QUÉBEC.
 VILLE DE BERTHIER.

Avis public est par le présent donné, par M. A. L. Aubin, secrétaire-trésorier du conseil de la ville de Berthier, comté de Berthier, que les immeubles ci-après décrits seront vendus par encan public, en la salle de l'hôtel de ville, en la ville de Berthier, le PREMIER jour de MARS prochain, (1895), à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes et autres redevances auxquelles ils sont sujets, et pour frais encourus, savoir :

1° Un terrain situé en la dite ville, numéro trois cent vingt et un, du cadastre officiel de la dite ville de Berthier, ayant cinquante-cinq pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, bâti, appartenant à la succession Séraphin Forest.

Montant dû..... \$ 22 43

2° Un autre terrain situé au même lieu, numéro huit, du même cadastre, ayant trente-quatre pieds de front par soixante-douze pieds de profondeur, plus ou moins, bâti, appartenant à Jérémie Dubé.

Montant dû..... \$ 10 73

3° Un autre terrain aussi au même lieu, numéro trois cent quarante-neuf, du même cadastre, superficie de vingt mille sept cent trente-six, appartenant à James S. Dixon.

Montant dû..... \$ 5 25

4° Un autre terrain situé au même lieu, étant le numéro deux cent trente-huit, du même cadastre, superficie de vingt-deux mille quatre-vingts pieds, bâti, appartenant à Henry G. S. Dixon.

Montant dû..... \$ 16 00

5° Un autre terrain aussi au même lieu, numéros deux cent trente-sept et deux cent trente-neuf, du même cadastre, superficie de cent cinquante-deux mille six cent vingt, appartenant à Henry G. S. Dixon.

Montant dû..... \$ 18 52

6° Un autre terrain situé en la dite ville, numéro deux cent douze, du même cadastre, ayant

Henry W. Andrews, part of lot No. 70, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 12 12
 Gilbert I. Brown, lot No. 448, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 19 05
 Osias Audet, lot No. 678, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 14 98
 Alpheus S. Boynton, lot No. 454, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 7 85
 Joseph Mercier, lot No. 873, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 21 60
 Walter Stevenson, lot No. 833, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 41 35
 Unknown owner, lot No. 1652, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 3 85
 Robert Wharram, parts of lots Nos. 1693-1694, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 11 60
 Arthur L'Heureux, parts of lots Nos. 812-772, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 21 35
 William Hobbs, lot No. 1616a, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 25 35
 William Hobbs, part of lot No. 1822, on the cadastral plan and book of reference of Coaticook.
 Amount due..... \$ 3 30

OTIS SHURTLEFF,
 Secretary-treasurer.

262

PROVINCE OF QUEBEC.
 TOWN OF BERTHIER.

Public notice is hereby given by M. A. L. Aubin, secretary treasurer of the council of the town of Berthier, county of Berthier, that the lots of land hereinafter described will be sold at auction, in the town hall, in the town of Berthier, on the FIRST day of the month of MARCH next (1895), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of all taxes and other dues to which they are subjected, with the costs incurred, to wit :

1° A lot of land situate in the said town, being number three hundred and twenty-one, of the official cadastre of the said town of Berthier, measuring fifty-five feet in front by one hundred feet in depth, more or less, built on, belonging to the estate of Séraphin Forest.

Amount due..... \$ 22 43

2° Another lot of land situate in the same place, number eight, on the same cadastre, measuring thirty-four feet in width by a depth of about seventy-two feet, more or less—built on, belonging to Jérémie Dubé.

Amount due..... \$ 10 73

3° Another lot of land situate in the same place, number three hundred and forty-nine, on the same cadastre, measuring twenty thousand seven hundred and thirty-six feet in area, belonging to James S. Dixon.

Amount due..... \$ 5 25

4° Another lot situate at the same place, being number two hundred and thirty-eight, of the same cadastre, area twenty-two thousand and eighty feet, built on, belonging to Henry G. S. Dixon.

Amount due..... \$ 16 00

5° Another lot at the same place, numbers two hundred and thirty-seven and two hundred and thirty-nine, of the same cadastre, area one hundred and fifty-two thousand six hundred and twenty, belonging to Henry G. S. Dixon.

Amount due..... \$ 18 52

6° Another lot situate at the said town, number two hundred and twelve, of the same cadastre

trente pieds de front par cent cinquante-six pieds de profondeur, propriétaire inconnu.

Montant dû..... \$ 17 74

7° Un autre terrain situé au même endroit, numéro deux cent soixante-dix-sept, deux cent soixante-dix huit, deux cent soixante-dix-neuf et deux cent quatre-vingts, même cadastre, superficie quatorze mille cent cinquante pieds, appartenant à Henry Meek.

Montant dû..... \$ 3 00

8° Un autre terrain, encore appartenant à Henry Meek, numéro deux cent quatre-vingt-un, du même cadastre, superficie treize mille cent quatre pieds—bâti.

Montant dû..... \$ 37 90

9° Un autre terrain situé au même lieu et appartenant encore au dit Henry Meek, numéro deux cent quatre-vingt-trois, du même cadastre, superficie sept mille huit cent quarante pieds.

Montant dû..... \$ 3 82

10° Et comme appartenant encore au dit Henry Meek, un autre terrain situé au même lieu, numéros deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq, du même cadastre, superficie quinze mille sept cent cinquante.

Montant dû..... \$ 6 05

M. A. L. AUBIN,
Secrétaire-trésorier.

Ville de Berthier, 15 janvier 1895. 289

measuring thirty feet in front by one hundred and fifty-six feet in depth, proprietor unknown.

Amount due..... \$ 17 74

7° Another lot situate at the same place, numbers two hundred and seventy-seven, two hundred and seventy-eight, two hundred and seventy-nine and two hundred and eighty, same cadastre, area fourteen thousand one hundred and fifty feet, belonging to Henry Meek.

Amount due..... \$ 3 00

8° Another lot also belonging to Henry Meek, number two hundred and eighty one, of the same cadastre, area thirteen thousand one hundred and four feet—built on.

Amount due..... \$ 37 90

9° Another lot situate at the same place, and also belonging to the said Henry Meek, number two hundred and eighty-three, of the same cadastre, area seven thousand eight hundred and forty feet.

Amount due..... \$ 3 82

10° And as belonging also to the said Henry Meek, another lot situate at the same place, numbers two hundred and eighty-four and two hundred and eighty-five, of the same cadastre, area fifteen thousand seven hundred and fifty.

Amount due..... \$ 6 05

M. A. L. AUBIN,
Secretary treasurer.

Town of Berthier, 15th January, 1895. 290

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE TEMISCAMINGUE.

Avis public est par les présentes donné par Jules Maillard, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil, à la Baie des Pères, MERCREDI, le SIXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations municipales et scolaires restant dues, à moins que ces diverses sommes et les frais encourus ne soient payés avant le jour ci-dessus indiqué.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF TEMISCAMINGUE.

Public notice is hereby given by Jules Maillard, secretary treasurer, that the lands hereafter designated shall be sold by public auction, in the council sittings room, at Baie des Pères, WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes remaining due, unless these different amounts and costs incurred be paid before the day above mentioned.

Noms inscrits au rôle.	Canton.	Rang.	Numéro.—Number.	Superficie.	Extent.	Taxes municipales.	Municipal taxes.	Travaux de chemin et de pont.	Work on road and bridge.	Taxes scolaires.	School taxes.	Montant dû.	Amount due.
Names on roll.	Township.	Range	Numéro.—Number.	Superficie.	Extent.	Taxes municipales.	Municipal taxes.	Travaux de chemin et de pont.	Work on road and bridge.	Taxes scolaires.	School taxes.	Montant dû.	Amount due.
E. A. Lafamme.....	Duhamel..	4	19	100	Acres.	\$0 98	.....	.....	.....	\$1 83	.....	\$ 2 81	.....
Gédéon Marinault.....	"	4	16	100	1 43	.....	.....	.....	.....	1 51	.....	2 94	.....
Succ.—Estate F. X. A. Trudel..	"	4	20	100	1 65	.....	.....	.....	.....	2 01	.....	3 66	.....
F. X. Valade.....	"	4	18	100	1 54	.....	.....	.....	.....	1 83	.....	3 37	.....
N. Hudon.....	"	2	11	71	6 80	\$ 78 92	.....	.....	.....	2 67	.....	88 39	.....
Alphonse Benoit.....	"	2	12	92	.....	112 85	.....	.....	.....	.....	.....	112 85	.....
A. E. Chabot.....	"	2	13	125	.....	153 33	.....	.....	.....	.....	.....	153 33	.....
Paul T. C. Dumais.....	"	2	14	125	3 20	140 40	.....	.....	.....	3 91	.....	147 51	.....
Lætitia Bonaparte Wyse.....	"	2	15	112	.....	124 42	.....	.....	.....	.....	.....	124 42	.....
L. N. Bonaparte Wyse.....	"	2	16	97	.....	107 85	.....	.....	.....	.....	.....	107 85	.....
Joseph Normand.....	"	2	17	80	.....	89 09	.....	.....	.....	.....	.....	89 09	.....
Rév. Père Antoine.....	"	2	18, 19	146	.....	162 98	.....	.....	.....	.....	.....	162 98	.....
Paul Lafitte.....	Guigues	2	16	100	1 15	.....	.....	.....	.....	1 10	.....	2 25	.....
Alexandre Surrelle.....	"	3	44	69	1 10	.....	.....	.....	.....	1 08	.....	2 18	.....
Anthime de St. Paul.....	"	3	58, 59	165	1 92	.....	.....	.....	.....	2 62	.....	4 54	.....
Edouard Martv.....	"	3, 4	45	158	1 93	.....	.....	.....	.....	2 16	.....	4 09	.....
Alfred Marche.....	"	3, 4	47	135	1 93	.....	.....	.....	.....	2 16	.....	4 09	.....
Simon St. Onge.....	"	4	24	100	0 55	.....	.....	.....	.....	5 49	.....	6 04	.....
Paul Johanne.....	"	4	66, 71	175	1 84	.....	.....	.....	.....	1 87	.....	3 71	.....

JULES MAILLARD,
Sec.-trés. C. M. T.—Sec. treas. M. C. T.

Paie d's Pères, 7 janvier—7th January, 1895.

2-1-82

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE CHAMPLAIN.

Aux contribuables et intéressés dans la municipalité du comté de Champlain.

Sainte-Genève de Batiscan, 7 janvier 1895.

Avis public est par les présentes donné, par David Tancrede Trudel, secrétaire-trésorier du dit conseil, que les terrains ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, en la paroisse de Sainte-Genève de Batiscan, au lieu ordinaire où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, pour les cotisations et charges municipales dues sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHAMPLAIN.

To the rate payers and interested parties in the municipality of the county of Champlain.

Sainte-Genève de Batiscan, 7th January, 1895.

Public notice is hereby given, by David Tancrede Trudel, secretary treasurer of the said council, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the parish of Sainte-Genève de Batiscan, at the usual place where the sessions of the council of this county are held, on WEDNESDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and municipal charges due upon the several lots described below, unless the same be paid with costs before the sale, to wit :

Noms des municipalités.	Noms des propriétaires.	Concession ou rang.	No. du cadastre.	Etendue en arpents et perches.	Montant dû.
Names of the municipalities.	Names of the owners.	Concession or range.	No. of cadastre.	Extent in arpents and perches.	Amount due.
Saint-Luc.....	Thom Rafter.....		276		\$ 2 52
do	Hall & Price.....		134 & 277		23 69
Sainte-Anne de la Pérade	Inconnu—Unknown.....	2e—2nd range—Ste Elizabeth	672 & 673	15 5/100 arpents.....	25 00
Saint-Stanislas de la rivière des Envies.....	Veuve—Widow Louis Dumont.....	S. O.—S. W. Côte Saint-Paul..	39	50 arpents	7 05
do	do do Gilbert Gervais.....	do	38	50 do	6 44
Saint-Maurice	George A. Brulé.....	Saint-Martin.....	1/2 N. E. 24	44 1/2 do	4 74
do	Charles St. Ours.....	S. E. Saint-Jean.....	192	2 do	10 34
do	Jacob Collins	1ère—1st Conces. St. Maurice.	547	297 do	3 90
do	Héritiers—Heirs Louis Fisette.....	N. O.—N. W. Saint-Jean	308	1 do	0 93
do	Veuve—Widow Jacob Collins.....	S. E. Saint-Jean.....	280	60 do	15 18
do	Georges McDougall.....	S. E. Sainte-Marguerite	573	61 do	0 52
do	Veuve—Widow Louis Livernoche	Marais des Plaines	512 pt. 513 & 514	110 do	9 07
Saint-Prosper.....	François Leduc	Rang—Range Ste. Elizabeth ..	261	10 1/2 do	8 13
do	Hubert Crotteau.....	4e—4th range N. riv. Ste. Anne	602	90 do	3 95
do	do	1er rang—1st range St. Charles	598	60 do	3 90
do	do	2e rang—2nd range Price.....	592	22 1/2 do	0 50
Saint-François-Xavier de Batiscan.....	Anna Fugère.....	Près de l'église.—Near church	159		2 68
do	Ferdinand Belle-Isle		194		4 00
do	Mineurs Xavier Lebœuf.....		Pt. 109		4 68

do	Mineurs de Xaxier Lebœuf		330		3 44
do	Ephrem Cinqmars		129		1 71
do	do		358		1 28
Saint-Adelphe	Joseph Laferrière	Rang—Range Price	780		16 37
Cap de la Magdeleine	William Lefebvre		188	13 perches et 194 pieds.	15 49
do	Benjamin Davio		534	60 arpents	6 25
do	Calixte Lacroix		440	do	8 65
do	François Gélinas		441	do	8 65
Saint-Tite	Félix Lafontaine		34, 35, 36		19 72
do	Hubert Déry		28, 29		7 24
do	Zéphir Proteau		Pt. 246, 266		16 27
Notre-Dame du Mont-Carmel	Inconnu—Unknown	Saint-Flavien sud	194	91 arpents	7 56
do	Inconnu—Unknown	do	199	90 do	4 42
do	Inconnu—Unknown	Saint-Flavien nord	399	61 do	6 45
do	Inconnu—Unknown	do	373	65 do	4 58
do	Hyacinthe Leduc	Saint-Louis sud	451	30 do	6 18
do	Toussaint Paquet	Saint-Louis nord	519	60 do	25 32
do	Louis Moisan	do	518	60 do	70 45
do	P. Neault, M. Brière & J. Beaudouin	Saint-Michel nord	755	64 do	32 46

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE HUNTINGDON.

Avis public est par les présentes donné que, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, par encan public, à l'endroit où sont tenues les séances du conseil municipal du dit comté de Huntingdon, dans la bâtisse du comté, au village de Huntingdon, dans le dit comté de Huntingdon, les terrains ci-après mentionnés, à défaut des paiements des taxes municipales et scolaires dues sur iceux, avec les frais encourus, à moins que le tout soit payé avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF HUNTINGDON.

Public notice is hereby given, that on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction at the place where the sessions of the municipal council of the county of Huntingdon are held in the county building in the village of Huntingdon, in the said county of Huntingdon, the lands hereinafter mentioned in default of payment of the municipal and school taxes for which they are liable with the costs incurred, unless the same be paid before the day of sale.

Municipalité scolaire de Saint-Antoine de Châteauguay. Dans les comtés de Huntingdon et Châteauguay.

School municipality of Saint Antoine de Chateauguay. In the counties of Huntingdon and Chateauguay.

Noms.	Rang.	No. du cadastre.	Montant dû.
Names.	Range.	Cadastral No.	Amount due.
Henri Bourque.....	Canton—Township Franklin.....	25 C.....	\$ 7 31
Moïse Robert.....	1, Russeltown.....	25 F, 25 E.....	6 73

Municipalité du canton de Havelock.

Municipality of the township of Havelock.

John McAllister.....	2.....	89 B.....	20 13
Josiah Williams.....	3.....	120 B.....	27 03
Héritiers—Heirs Jeremiah Ryan.....	4.....	160 D.....	8 76

Municipalité du canton de Dundee.

Municipality of the township of Dundee.

Archibald Cameron.....	3.....	3, 4, 5 A.....	21 23
------------------------	--------	----------------	-------

Municipalité de la paroisse de Saint-Anicet.

Municipality of the parish of Saint Anicet.

Jean-Bte. Patenaude.....	125.....	31 00
--------------------------	-------	----------	-------

Municipalité du canton de Godmanchester.

Municipality of the township of Godmanchester.

Noah Baune.....	38.....	27 03
-----------------	-------	---------	-------

Municipalité du comté de Huntingdon, *Suite*.—Municipality of the county of Huntingdon, *Continued*.

Municipalité du canton de Hinchinbrooke.—Municipality of the township of Hinchinbrooke.

Noms.	Rang.	No. du cadastre.	Montant dû.
Names.	Range.	Cadastral No.	Amount due.
Jedediah Martin.....	1.....	23 D.....	\$ 5 33
Stephen H. Schnyler.....	4.....	19 B, 20 A & C.....	98 90
John Grant.....	5.....	19 A.....	48 22
Louis Dorais.....	Village de—of Athelstan.....	1 A.....	6 97
Michael Jr. ou—or Philip Duval....	do.....	1 C.....	14 41
Temperance Hall.....	do.....	23.....	3 09

Municipalité scolaire du village de Huntingdon.—School municipality of the village of Huntingdon.

Frederick Beaudin.....	Village.....	Partie—Part 65.....	2 91
James Donnelly.....	4, Hinchinbrook.....	do 19 A.....	9 10
Stephen H. Schnyler.....	{ Village.....	297.....	110 30
	{ 4, Hinchinbrook.....	19 B, 20 A & C.....	
Succession—Estate Alex. Vance...	Village.....	126, 161.....	8 55
Alexander Vance, jnr.....	4, Hinchinbrook.....	Partie—Part 19 A.....	8 04
John W. Fraser.....	Village.....	61.....	10 77
George W. Cornwall.....	do.....	Partie—Part 54.....	5 50

CHAS. DEWICK,

Ass. sec. trés., C. M. C. H.—Ass. sec. treas., M. C. C. H.

Huntingdon, P. Q., 5 janvier—5th January, 1895.

273-274

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE SOULANGES.

Bureau du conseil municipal du comté de Soulanges.

Avis public est par les présentes donné que les terrains ci-après mentionnés seront vendus suivant les dispositions du code municipal de la province de Québec et amendements, au bureau de ce conseil, au village de Coteau Landing, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après désignées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SOULANGES.

Office of the municipal council of the county of Soulanges.

Public notice is hereby given that the lands and tenements hereinafter mentioned will be sold according to the provisions of the municipal code of the province of Quebec and its amendments, at the office of this council, at the village of Coteau Landing, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, unless the same be paid, with costs before the sale.

Nom de la corporation.	Noms des propriétaires.	Etat.	No. du cadastre.	Montant dû.
Name of the municipality.	Owners.	Occupation.	No. of cadastre.	Amount due.
Village de—of Coteau Landing.	Antoine Guilbault.....	Journalier—Laborer.	Pt 76.....	\$13 65
do	Adolphus Royal.....	do	24.....	4 31
Paroisse—Parish of St. Zotique.	James Lafleur.....	do	Pt 863.....	4 05
do	Olivier Daoust.....	do	Pt 863.....	4 05
do	Vve—Widow Et. Leblanc.		42.....	15 78
do	Ludger Monpetit.....	Cultivateur—Farmer.	431.....	9 33
do	William Mitchell.....	Menuisier—Joiner.	427.....	5 82
do	Belly Mitchell.....	do	134.....	53
do	Fabien Lalonde.....	Cultivateur—Farmer.	780.....	2 31
Village de—of Coteau Station..	Xavier Merleau.....	Journalier—Laborer.	121.....	27 10

(Signé) JOS. STEVENS,
Secrétaire-trésorier C. M. C. S.

(Vraie copie)

JOS. STEVENS,
Secrétaire-trésorier C. M. C. S.

343

(Signed) JOS. STEVENS,
Secretary treasurer M. C. C. S.

(True copy)

JOS. STEVENS,
Secretary treasurer M. C. C. S.

344

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTE DE JOLIETTE.

Avis public est par le présent donné par le sous-signé, Alexis Cabana, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, MERCREDI, le SIXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, dans la bâtisse du bureau d'enregistrement du comté de Joliette, en la ville de Joliette, lieu des sessions du dit conseil de ce comté, pour les cotisations municipales et scolaires et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées sur les divers lots de terre ci-après décrits à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant le jour ci-dessus indiqué pour la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL
OF THE COUNTY OF JOLIETTE.

Public notice is hereby given by Alexis Cabana, the undersigned secretary treasurer, that the under mentioned described lands will be sold by public auction, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in the registry office building of the county of Joliette, in the town of Joliette, place of the council meetings, for the municipal and school taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid with costs before the day of sale hereinbefore indicated.

Municipalité de la paroisse de Saint-Thomas.

Municipality of the parish of Saint Thomas.

Noms des débiteurs, propriétaires ou occupants.	Etat.	No. du cadastre.	Concession.	Superficie.	Superficie.	Montant dû.	Amount due.
Names of debtors, owners or occupants.	Profession.	No. of cadastre.		arpent			
Héritiers—Heirs Jos. Boucher.		160.	Sud riv. St. Jacques.	24		\$11	
Charles St. Martin	Journalier Laborer.	304.	Coteau Janne.	50		3 75	
Charles St. Martin.	do	309.	do	10		1 05	
Hormidas Masse, fils de—Son of Frs.-Xavier.	Cultiv'eur—Farmer.	251.	Grande Savanne.	60		3 48	
Pierre Boucher.	do	359.	Petite Chaloupe, côté sud—South side.	30		11 11	
Hugues Boucher.	do	356.	do	36		1 35	

Municipalité de la paroisse de Saint-Félix de Valois.

Municipality of the parish of Saint Félix de Valois.

Charles Gravelle.	Tanneur—Tanner.	39.	Village.	$\frac{1}{2}$		11 75	
Louis Masse	Charretier—Carter.	Partie—Pt 96.	do	$\frac{1}{2}$		13 86	
Basile Charbonneau.	Cultiv'eur—Farmer.	$\frac{1}{2}$ N. E. 235.	Ramsay, 3e rg—3rd rge.	30		11 21	
Noé Charbonneau.	do	$\frac{1}{2}$ S. O.—W. 235.	do	30		14 86	

A. CABANA,

Sec.-Trés. du C. M. du C. de Joliette.—Sec. Treas. of M. C. of C. of Joliette.
Donné à Joliette, ce 7 janvier 1895.—Given at Joliette, this 7th January, 1895. 291-92

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
CORPORATION DE LA VILLE DE
LÉVIS.

Avis public est par les présentes donné par Flavien Roy, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, en la ville de Lévis, au lieu où le conseil municipal de la corporation de la ville de Lévis tient ses sessions, en l'hôtel de ville, dans le bureau du dit secrétaire-trésorier, VENDREDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et charges dues à la municipalité de la corporation de la ville de Lévis, ci-dessous mentionnées sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Lauzon, possédé et occupé par Désiré Bégin, portant le No. 31, du cadastre du dit quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$160 75
do do scolaires..... 22 88

Total..... \$183 63

2° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Lauzon, possédé par Benjamin Demers, portant le No. 403, du cadastre du dit quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$ 41 80
do do scolaires..... 4 60

Total..... \$ 46 40

3° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Lauzon, étant le terrain de l'hôtel Terminus possédé et occupé par Jean-Baptiste Caron, portant et faisant partie du No. 421, du cadastre du dit quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$495 00
do do scolaires..... 46 40

Total..... \$541 40

4° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Lauzon, possédé et occupé par veuve Narcisse Chouinard, portant le No. 26, du cadastre du dit quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$ 45 30
do do scolaires..... 6 10

Total..... \$ 51 40

5° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Notre-Dame, possédé et occupé par Thomas Demers, père, portant et faisant partie du No. 387, du cadastre du dit quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis.

Balance due pour taxes municipales..... \$270 77
do do scolaires..... 17 25

Total..... \$288 02

6° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Notre-Dame, possédé et occupé par Thomas Demers, père, portant et faisant partie du No. 499, du cadastre du dit quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$ 83 16
do do scolaires..... 0 80

Total..... \$ 83 96

7° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Notre-Dame, possédé et occupé par Thomas Demers, père, portant et faisant partie du No. 503, du cadastre du dit quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$ 25 87
do do scolaires..... 2 80

Total..... \$ 28 67

8° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Notre-Dame, possédé par Edouard

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE CORPORATION OF THE TOWN
OF LÉVIS.

Public notice is hereby given by Flavien Roy, secretary treasurer, that the lots of ground hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the town of Lévis at the place where the sessions of the municipal council of the corporation of the town of Lévis are held, in the city hall, in the office of the said secretary treasurer, on FRIDAY, the FIRST day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and charges due to the municipality of the corporation of the town of Lévis, hereinafter mentioned, upon the several lots hereinafter designated, unless the same be paid with the costs before the sale, to wit :

1° A lot of land situate in the town of Lévis, in Lauzon ward, possessed and occupied by Désiré Bégin, being No. 31, of the cadastre for the said Lauzon ward, of the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes.... \$160 75
do school do ... 22 88

Total..... \$183 63

2° A lot of land situate in the town of Lévis, in Lauzon ward, possessed by Benjamin Demers, being No. 403, of the cadastre of the said Lauzon ward, of the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes.... \$ 41 80
do school do 4 60

Total..... \$ 46 40

3° A lot of land situate in the town of Lévis, in Lauzon ward, being the ground where is the Terminus Hotel, possessed and occupied by Jean Baptiste Caron, forming part of No. 421, of the cadastre of the said Lauzon ward, of the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes ... \$495 00
do school do ... 46 40

Total..... \$541 40

4° A lot of land situate in the town of Lévis, in Lauzon ward, possessed and occupied by the widow Narcisse Chouinard, being No. 26, of the cadastre of the said Lauzon ward, of the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes . . \$ 45 30
do school do ... 6 10

Total..... \$ 51 40

5° A lot of land situate in the town of Lévis, in Notre Dame ward, held and occupied by Thomas Demers, senior, being part of No. 387, of the cadastre of said Notre Dame ward, of the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes.... \$270 77
do school do 17 25

Total..... \$288 02

6° A lot of land situate in the town of Lévis, in Notre Dame ward, held and occupied by Thomas Demers, senior, being part of No. 499, of the cadastre of said Notre Dame ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes.... \$ 83 16
do school do ... 0 80

Total..... \$ 83 96

7° A lot of land situate in the town of Lévis, in Notre Dame ward, held and occupied by Thomas Demers, senior, being part of No. 503, of the cadastre of Notre Dame ward, of the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes.... \$ 25 87
do school do 2 80

Total..... \$ 28 67

8° A lot of land situate in the town of Lévis, in Notre Dame ward, possessed by Edouard Demers,

Demers, fils de Thomas, portant et faisant partie du No. 499, du cadastre du quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis.

Montant, balance due pour taxes municipales \$100 74
do do scolaires ... 10 30

Total \$111 04

9° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Notre-Dame, possédé par veuve Hubert Bonneau, portant et faisant partie des numéros 657, 659, 660, 683 et 684, du cadastre du quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$214 73
do do scolaires.... 18 20

Total..... \$232 93

10° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Saint-Laurent, possédé et occupé par Alexandre Guay, portant le numéro 139, du cadastre du quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales... \$ 70 47
do do scolaires..... 4 60

Total..... \$ 75 07

11° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Saint-Laurent, possédé et occupé par Emilie Saint-Laurent, portant le numéro 479, du cadastre du quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales.. \$ 43 22
do do scolaires..... 0 90

Total..... \$ 44 12

12° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Saint-Laurent, possédé et occupé par Edwin Jones, portant et faisant partie du No. 458, du cadastre du quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales.. \$ 6 55

13° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Saint-Laurent, possédé et occupé par Pierre Bolduc, père, portant et faisant partie du No. 292, du cadastre du quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales.. \$ 21 40
do do scolaires..... 2 78

Total..... \$ 24 18

14° Un lot de terre sis et situé en la ville de Lévis, dans le quartier Saint-Laurent, possédé et occupé par Edouard Martin, portant le numéro 49, du cadastre du quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis.

Montant dû, taxes municipales.. \$ 44 60
do do scolaires.... 5 40

Total..... \$ 50 00

15° Divers lots de terre sis et situés en la ville de Lévis, dans le quartier Saint-Laurent, possédés et occupés par Hubert Paralis, portant les numéros partie de 602, partie de 603 et partie de 604, 605, 606, partie de 607, 608, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620 et 621, du cadastre du dit quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, pour être vendus en un seul et même lot.

Montant dû, taxes municipales.. \$550 00
do do scolaires..... 52 40

Total..... \$602 40

Donné en la ville de Lévis, ce quatorzième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze.

FLAVIEN ROY,
Secrétaire-trésorier.
Lévis, 14 janvier 1895. 303

son of Thomas, being part of No. 499, of the cadastre of Notre Dame ward, of the town of Lévis.

Amount, balance of municipal taxes. \$100 74
do do school do . 10 30

Total..... \$111 04

9° A lot of land situate in the town of Lévis, in Notre Dame ward, possessed by the widow Hubert Bonneau, being part of Nos. 657, 659, 660, 683 and 684, of the cadastre of Notre Dame ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes... \$214 73
do school do 18 20

Total..... \$232 93

10° A lot of land situate in the town of Lévis, in Saint Lawrence ward, possessed and occupied by Alexandre Guay, being No. 139, of the cadastre for Saint Lawrence ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes... \$ 70 47
do school do ... 4 60

Total..... \$ 75 07

11° A lot of land situate in the town of Lévis, in Saint Lawrence ward, possessed and occupied by Emilie Saint Laurent, being No. 479, of the cadastre for Saint Lawrence ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes... \$ 43 22
do school do ... 0 90

Total..... \$ 44 12

12° A lot of land situate in the town of Lévis, in Saint Lawrence ward, possessed and occupied by Edwin Jones, being part of No. 458, of the cadastre for Saint Lawrence ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes... \$ 6 55

13° A lot of land situate in the town of Lévis, in Saint Lawrence ward, possessed and occupied by Pierre Bolduc, senior, being part of No. 292, of the cadastre for Saint Lawrence ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes... \$ 21 40
do school do ... 2 78

Total..... \$ 24 18

14° An emplacement situate in the town of Lévis, in Saint Lawrence ward, possessed and occupied by Edouard Martin, being No. 49, of the cadastre of Saint Lawrence ward, in the town of Lévis.

Amount due, municipal taxes... \$ 44 60
do school do ... 5 40

Total..... \$ 50 00

15° Several lots of land situate and being in the town of Lévis, in Saint Lawrence ward, possessed and occupied by Hubert Paralis, being numbers part of 602, part of 603 and part of 604, 605, 606, part of 607, 608, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620 and 621, of the cadastre of said Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, to be sold in one and the same lot.

Amount of municipal taxes..... \$550 00
do school do 52 40

Total..... \$602 40

Given in the town of Lévis, on the fourteenth day of the month of January, one thousand eight hundred and ninety-five.

FLAVIEN ROY,
Secretary treasurer.
Lévis, 14th January, 1895. 304

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DE LA PREMIERE DIVISION DU COMTE DE CHARLEVOIX.

Avis public est par les présentes donné par George Alphonse Kane, secrétaire-trésorier de la municipalité pour la première division du comté de Charlevoix, que les terrains ci-après désignés seront vendus, par encan public, en la salle publique, à Saint-Etienne de la Malbaie, MERCREDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations municipales et scolaires et autres redevances dues aux municipalités ci-dessus mentionnées sur les divers lots ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais, avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF COUNTY OF CHARLEVOIX, FIRST DIVISION.

Public notice is hereby given by George Alphonse Kane, secretary treasurer of the municipality of county of Charlevoix, first division, that the lands hereinafter described shall be sold by public auction, in the public hall, at Saint Etienne de la Malbaie, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other charges due to the municipalities hereinafter mentioned on the several lots hereinafter described, unless the same be paid with the costs incurred before the day of the sale.

Désignation de l'immeuble.—Description of immoveable.

Propriétaires.	Municipalité.	No. du cadastre.	Superficie.	Superficies.	Taxes municipales.	Municipal taxes.	Taxes scolaires.	School taxes.	Montant dû.	Amount due.
Proprietors.	Municipality.	Cadastral No.								
Gonzague Bouchard.....	St-Etienne de la Malbaie.	647	45 arp.	\$1 12	\$2 26	\$ 3 38				
Laurent Lapointe.....	"	593, 594, 557, 558	205 "	5 87	2 57	8 44				
Jos. Savard, fils de—son of Jos.	"	122	60 "	16 78	1 47	18 25				
Cyrille Tremblay.....	"	262, 263, partie. S. O. du lot No. 377	5 "	2 30	3 56	5 86				
François Villeneuve.....	"	457	2 "	2 10	2 13	4 23				
Charles T. Côté.....	"	762	42 "	2 61	2 29	4 90				
Joseph Lapointe, fils de—son of Paul.....	Saint-Fidèle.	332		3 20	8 08	11 28				
Michel Savard, fils de—son of Guillaume.....	"	544, 481		3 01	6 97	9 98				
Joseph Boily, Saint-Etienne de la Malbaie. Un emplacement avec bâtisses, d'une étendue de 8 perches environ; borné au nord par le chemin de front, au sud par le lot No. 561, à l'est par Joseph Demeules, fils de David, et à l'ouest par Henry Tremblay, et formant partie du dit lot No. 561. — Joseph Boily, Saint-Etienne de la Malbaie. A lot of land with buildings, of about 8 perches in area; bounded on the north by the front road, on the south by the lot No. 561, on the east by Joseph Demeules, son of David, and on the west by Henry Tremblay, and forming part of said lot No. 561.....				1 84	1 38	3 22				

G. A. KANE,

Sec.-trés. du Conseil 1ère division du comté de Charlevoix.

Sec.-treas. of the Council 1st division of the county of Charlevoix.

Vrai copie—True copy,

G. A. KANE,

Sec.-trés.—Sec-treas.

Donné à Saint-Etienne de la Malbaie, ce 7 janvier 1895.—Given at Saint Etienne de la Malbaie, this 7th January, 1895.

329-30

Avis Divers

AVIS.

Canada,
Province de Québec,
District et comté de Gaspé. }
No. 445. } *Cour Supérieure.*

Dame Ellen Jane Charlotte Vautier, du canton de Malbaie, dans le comté et district de Gaspé, épouse de Walter Langlais, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOS. GARON,

Avocat de la demanderesse.

Percé, 15 décembre 1894.

147-3

Miscellaneous Notices

NOTICE.

Canada,
Province of Quebec,
District and county of Gaspé. }
No. 445. } *Superior Court.*

Dame Ellen Jane Charlotte Vautier, of the township of Malbay, in the county and district of Gaspé, wife of Walter Langlais, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

JOS. GARON,

Attorney for plaintiff.

Percé, 15th December, 1894.

148

Index des avis paraissant une première fois dans la "Gazette Officielle".—No. 4

	Pages
BILLES RÉCEMMENT SANCTIONNÉS :	
Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.....	257
Loi modifiant la loi des licences de Québec.....	258
Loi amendant la loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles.....	260
Loi amendant La loi des douze enfants.....	260
Loi amendant la loi relative à la protection des forêts contre les incendies.....	262
Loi modifiant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sous le contrôle de la province.....	263
Loi amendant la loi concernant les officiers de justice.....	264
Loi concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes.....	264
Loi modifiant la loi relative aux juges de paix.....	265
Loi amendant de nouveau la loi relative aux jurés.....	265
Loi concernant les coroners.....	267
Loi amendant la loi relative aux enquêtes des coroners dans les cas d'incendies.....	268
Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.....	268
CERCLE AGRICOLE :	
Saint-Jean Chrysostôme.....	271
ENCAN PUBLIC :	
De limites à bois.....	272
ERRATA :	
Ventes de terres pour taxes municipales, Comté d'Ottawa et Portland Est.....	269
Roy vs. Deslongchamps.....	269
FAILLIS :	
Cession :	
Vézina.....	285
Dividende :	
Boucher.....	286
Dubuc.....	287
Gareau.....	286
Noël & Cie.....	286
Nomination de curateur :	
Beauchamp.....	285
Childs.....	285
Dumouchel.....	285
Nadon.....	286
Thouin.....	286
Tremblay.....	287
LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :	
Montreal Roofing Co.....	278
Montreal Silver Truss Co.....	280
LETTRES PATENTES ÉMISES :	
The Stadacona Water Light and Power Co.....	269

	Pages
BILLES RECENTLY SANCTIONED :	
An Act to render valid certain deeds of transfer of immoveables subject to the duty imposed by article 1191a of the Revised Statutes and its amendments.....	257
An Act to amend the Quebec License Law.....	258
An Act to amend the law respecting duties on successions and on transfers of real estate.....	260
An Act to amend the Twelve children Act.....	260
An Act to amend the law respecting the protection of forest against fire.....	262
An Act to amend the law relating to fisheries and fishing in the waters under the control of this Province.....	263
An Act to amend the law concerning officers of justice.....	264
An Act respecting the establishment of Commissioners' Courts for the summary trial of small causes.....	264
An Act to amend the law respecting justices of the peace.....	265
An Act to further amend the law respecting jurors.....	265
An Act respecting coroners.....	267
An Act to amend the law respecting inquiries held by coroners in cases of fire.....	268
An Act to amend the law respecting Asylums for Insane.....	268
FARMERS' CLUB :	
Saint Jean Chrysostôme.....	271
PUBLIC AUCTION :	
Of timber limits.....	272
ERRATA :	
Sale of lands for municipal taxes, County of Ottawa and Portland East.....	269
Roy vs. Deslongchamps.....	269
INSOLVENTS :	
Assignment :	
Vézina.....	286
Dividend :	
Boucher.....	286
Dubuc.....	287
Gareau.....	286
Noël & Cie.....	286
Appointment of curator :	
Beauchamp.....	285
Childs.....	285
Dumouchel.....	285
Nadon.....	286
Thouin.....	286
Tremblay.....	287
LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :	
Montreal Roofing Co.....	278
Montreal Silver Truss Co.....	280
LETTERS PATENT GRANTED :	
The Stadacona Water Light and Power Co.....	269

NOMINATIONS :

Conseiller municipal :

Saint-Sylvère 269

Juges de paix :

District d'Arthabaska..... 269
 District de Montréal..... 269
 District de Saint-François..... 269

RÈGLES DE COUR :

Banque Jacques-Cartier vs. Ayotte..... 287

SÉPARATION DE BIENS :

Dme Curry vs. Cutting..... 280
 Dme Duhamel vs. Bessette..... 279
 Dme Jacobs vs. Schwerzenski..... 280
 Dme Lassonde vs. Laplante..... 279
 Dme Roch vs. Tremblay..... 280
 Dme Wales vs. Wintle..... 280

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Canton Cabot..... 271
 " Neigette..... 271
 " Fleuriau..... 271
 " Chavigny..... 271
 " Percé..... 271
 " Albanel..... 271
 " Gayhurst..... 271

VENTES PAR LES SHERIFS :

GASPÉ :

Leblanc vs. Langlais..... 288

IBERVILLE :

Dme Marceau vs. Saulnier..... 289

MONTRÉAL :

Banque Nationale vs. Dme Massé..... 295
 De Repentigny vs. Perreault..... 292
 Dme Létang vs. Valois..... 295

QUÉBEC :

Cité de Québec vs. Trudel..... 299
 Lemieux vs. Dme Naulin..... 299

SAGUENAY :

Dufour vs. Tremblay..... 300

SAINT-FRANÇOIS :

Archambault vs. Dion..... 301
 Eastern townships Bank vs. Ross..... 302

SAINT-HYACINTHE :

Lavallée vs. Dme Petit..... 305

APPOINTMENTS :

Municipal councillor :

Saint Sylvère 269

Justices of the peace :

District of Arthabaska..... 269
 District of Montreal..... 269
 District of Saint Francis..... 269

RULES OF COURT :

Banque Jacques Cartier vs. Ayotte..... 287

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Curry vs. Cutting..... 280
 Dme Duhamel vs. Bessette..... 279
 Dme Jacobs vs. Schwerzenski..... 280
 Dme Lassonde vs. Laplante..... 279
 Dme Roch vs. Tremblay..... 280
 Dme Wales vs. Wintle..... 280

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, &c. :

Township Cabot..... 271
 " Neigette..... 271
 " Fleuriau..... 271
 " Chavigny..... 271
 " Percé..... 271
 " Albanel..... 271
 " Gayhurst..... 271

SHERIFFS' SALES :

GASPÉ :

Leblanc vs. Langlais..... 288

IBERVILLE :

Dme Marceau vs. Saulnier..... 289

MONTREAL :

Banque Nationale vs. Dme Massé..... 295
 De Repentigny vs. Perreault..... 292
 Dme Létang vs. Valois..... 295

QUEBEC :

City of Quebec vs. Trudel..... 299
 Lemieux vs. Dme Naulin..... 299

SAGUENAY :

Dufour vs. Tremblay..... 300

SAINT FRANCIS :

Archambault vs. Dion..... 301
 Eastern Township Bank vs. Ross..... 302

SAINT HYACINTH :

Lavallée vs. Dme Petit..... 305

